

ALGÉRIE-FRANCE

Le Président Tebboune reçoit une communication téléphonique de son homologue français

P. 24

PROJET DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Le Général-major Saïd Chanegriha valorise hautement le contenu de la mouture du projet

P. 4

EN VISITE AU SIEGE DU MDN

Le Président Tebboune affirme qu'il fera face aux lobbies ciblant l'ANP

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune a affirmé, mardi à Alger, qu'il "fera face aux lobbies ciblant l'Armée nationale populaire (ANP) par des campagnes désespérées". "La position nationale constante de l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), dérange les ennemis de l'Algérie parmi les haineux, les envieux et ceux qui se cachent derrière des lobbies, toujours prisonniers d'un passé à jamais révolu. Des lobbies connus depuis le berceau, connus par leurs ramifications et leurs instruments et auxquels nous ferons face", a affirmé M. Tebboune dans une allocution au siège du ministère de la Défense nationale devant les cadres et personnels de l'ANP, suivie en visioconférence par les commandants des forces, des six Régions militaires et des Grandes unités et Ecoles supérieures à travers l'ensemble du territoire national.

P. 3
APS



LEVÉE PROGRESSIVE DU CONFINEMENT DANS LE BTPH

Les professionnels saluent la décision du Conseil des ministres

P. 5

ALGÉRIE-ITALIE - COVID 19

L'Italie exprime sa "profonde gratitude" à l'Algérie pour sa solidarité et ses aides

P. 24

COMMERCE-CONFINEMENT

Examen des mesures préventives pour la réouverture de certains commerces

P. 5

SANTÉ

GASTRO

Pourquoi le lait fermenté fait du bien ?

P.p 12-13

F   T BALL

LIGUE 1 -
USM ALGER
Zeghdoud évasif sur son avenir

P. 21



ESPACE

Les défis à venir pour Space X

P. 17

MINISTÈRE DES FINANCES

Brahim Djamel Kessali nouveau secrétaire général

P. 2

MINISTÈRE DES FINANCES Brahim Djamel Kessali nouveau secrétaire général du ministère des Finances



M. Brahim Djamel Kessali a été installé mardi, par le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, en qualité de secrétaire général du ministère des Finances, en remplacement de M. Miloud Boutaba, décédé en avril, un infortuné un communiqué du ministère.

Au cours de la cérémonie d'installation, qui a eu lieu au siège du ministère des Finances, en présence de M. Bachir Messaitfa, ministre délégué à la Prospective ainsi que de l'encadrement supérieur du ministère, M. Raouya a "rendu un vibrant hommage à M. Boutaba qui a occupé cette fonction pendant plus de 14 années, pour tout le travail qu'il a accompli".

Le ministre a ainsi invité le nouveau secrétaire général à "poursuivre le travail accompli par l'institution, en matière de modernisation".

Il l'a également exhorté à "parachever les projets engagés dans ce domaine et mobiliser toutes les ressources disponibles afin d'ériger le ministère en un outil au service du développement de l'économie nationale", selon le communiqué.

JIJEL Démantèlement d'un réseau de pilliers de liège impliqué dans l'agression de gardes forestiers



Les éléments de la brigade de la gendarmerie de Mila (56 km à l'Est de Jijel) ont réussi à appréhender six (6) individus faisant partie d'un réseau criminel impliqué dans l'agression de gardes forestiers, le mois dernier dans la commune de Ouled Rabah, à indiqué mardi le chef de cette brigade, le commandant, Lakhdar Belkheira.

Le même responsable a expliqué à l'APS que suite à l'agression visant les gardes forestiers de cette même commune (88 km au Sud de Jijel), le 17 mai dernier précisément, une enquête approfondie a été ouverte par le groupement territorial de la gendarmerie nationale qui a permis d'identifier ce réseau criminel composé de huit (8) personnes dont 6 d'entre eux, âgés entre 20 et 35 ans, ont été arrêtés.

Le commandant Belkheira a déclaré qu'après avoir obtenu l'autorisation de perquisitionner par le procureur de la République, les domiciles des suspects ont été fouillés afin de rechercher des outils ayant servi au pillage du liège (faucille et hache).

Les prévenus ont été, par la suite, traduits devant les autorités judiciaires, tandis que l'enquête se poursuit pour appréhender les membres restants de ce réseau criminel, a-t-il dit. La même source a rappelé, par ailleurs, que les gardes forestiers ont été agressés, durant l'exercice de leur fonction, le 17 mai dernier dans la forêt de Beni Khatab dans la commune d'Ouled Rabah, à coup de pierres et menacés de mort par un groupe criminel spécialisé dans le pillage de liège occasionnant de nombreux dommages aux véhicules de la conservation des forêts.

BATNA Récupération de pièces archéologiques protégées et saisie d'une arme à feu et de faux billets



Les éléments de la sûreté de la wilaya de Batna ont récupéré plusieurs pièces archéologiques protégées et saisi une arme à feu et des faux billets dans deux opérations distinctes, a-t-on appris, mardi, de la cellule de communication ce corps de sécurité. La première opération, menée par les éléments de la brigade mobile de la Police judiciaire (BMPJ) de Batna 1 a donné lieu à l'arrestation de deux individus, âgés de 34 et 40, qui étaient sur le point de conclure la vente de statuettes et de pièces de monnaie anciennes en plus de la saisie d'une sculpture en bronze d'une importante valeur artistique signée du sculpteur français Auguste Moreau, selon la même source.

S'ajoute à cela, la saisie de 44 pièces de monnaie datant de IVe siècle et de l'époque romaine considérées comme un patrimoine culturel protégé, en plus de 55 pièces de monnaie contemporaines et d'une statue de cheval en bronze contrefaite. De leur côté, les éléments de la brigade de lutte contre les stupéfiants ont procédé à l'arrestation d'un homme de 36 ans à la cité de Zemala avant de mener une perquisition à son domicile, où ils ont découvert un fusil de chasse calibre de 12 mm, deux cartouches pour Kalchnikov et deux faux billets de 2000 dinars.

Après établissement des dossiers pénaux, les personnes arrêtées ont été présentées devant le parquet local, selon la même source.

CORONAVIRUS - SOLIDARITÉ L'hôpital de Boufarik reçoit un don de la part du CRA et du FNUAP



L'hôpital de Boufarik à la wilaya de Blida a reçu mardi un don de la part du Croissant rouge algérien (CRA) et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), consistant en des moyens de désinfection destinés à la prévention contre la pandémie Covid-19.

Comportant des masques de protection, des gants médicaux, des gels hydro-alcooliques et autres moyens de prévention, ce don a été attribué aux médecins et paramédicaux exerçant dans le service de gynécologie obstétrique de l'hôpital de Boufarik.

S'exprimant à cette occasion, le représentant du CRA, Mahfoud Belhout a précisé que ce don s'inscrit dans le cadre des initiatives de solidarité lancées par le CRA depuis le début de la propagation du Coronavirus, en collaboration avec plusieurs partenaires, en vue d'aider les staffs médicaux et la population à faire face à ce virus mortel à travers le renforcement des moyens de prévention.

La chargée du bureau du FNUAP en Algérie, Wahiba Sekani, a indiqué pour sa part que ce don "revêt une valeur symbolique significative", en ce sens qu'il vient appuyer les efforts soutenus déployés par les médecins et les paramédicaux qui ont relevé un grand défi avec courage et professionnalisme dans cet établissement hospitalier qui avait accueilli les premiers cas au COVID-19".

Cette initiative se veut "une reconnaissance à ceux qui sont, hier et aujourd'hui, aux premiers rangs pour faire face à cette pandémie", a-t-elle ajouté.

SPORT - SANTÉ Le MJS interdit la consommation du complément alimentaire Hydroxycut

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a adressé mardi un courrier aux différentes fédérations sportives, interdisant à leurs athlètes d'utiliser le complément alimentaire Hydroxycut, car susceptible de représenter un danger de mort pour le consommateur.

"Le MJS a lancé une alerte interdisant formellement la consommation du complément alimentaire Hydroxycut, car susceptible de provoquer la mort", a indiqué sur sa page Facebook la Fédération algérienne d'escrime (FAE).

La FAE a profité de l'occasion pour lancer un appel via les réseaux sociaux, en demandant à tous ses "followers" de faire passer le message pour toucher un maximum de personnes et les sensibiliser à temps contre le danger mortel que pourrait représenter ce produit.

Le complément alimentaire Hydroxycut est produit par la marque Muscletech et fait fureur aux Etats-Unis.

Il est en vente libre en Algérie, où les sportifs l'utilisent généralement pour brûler les graisses et perdre du poids.

ACCIDENT DE LA ROUTE Biskra: 4 morts et un blessé dans un accident de la circulation à Foughala

Quatre personnes ont trouvé la mort et une autre a été blessée dans un accident de la circulation survenu mardi soir dans la commune de Foughala (40 km à l'ouest de Biskra), a-t-on appris des services de la Protection civile. La collision a eu lieu au niveau de la RN 46 reliant Biskra à M'sila en passant par Foughala au lieu-dit "Eldjar" entre deux camions, dont un avec remorque et une voiture de tourisme, a précisé la même source.

Le drame routier a fait quatre morts (un homme et une femme à bord du véhicule léger), deux morts dans l'un des camions, tandis que le chauffeur du camion remorque a subi plusieurs blessures, a indiqué la même source, relevant que la voiture a été totalement réformée alors que l'avant des deux camions a été endommagé.

Les dépolluilles ont été transférées par l'ambulance de la Protection civile vers la morgue de l'EPH de Tolga, le blessé, quant à lui, a été évacué vers le même établissement pour des soins. A noter que les services territorialement compétents ont diligenté une enquête pour déterminer les causes et les circonstances exactes à l'origine de cet accident.

ACCIDENT DE LA ROUTE Ghardaïa: un mort et un blessé grave dans un accident de la route à Hassi El-Gara

Un motocycliste a trouvé la mort et son passager en croupe grièvement blessé dans un accident de la route dans la nuit de mardi à mercredi dans la localité de Hassi El-Gara (270 km au sud de Ghardaïa), a-t-on appris auprès de la Protection civile.

L'accident s'est produit lorsque le conducteur de la moto a perdu le contrôle de son engin avant de percuter violemment un poteau électrique, se tuant sur le coup, tandis que le passager en croupe a été grièvement blessé.

Le corps de la victime (23 ans) et le blessé (18 ans) ont été évacués par les éléments de la Protection civile à l'hôpital Mohamed Chaabani à El-Menea, le plus proche du lieu de l'accident.

Une enquête est ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

PRÉSIDENTENCE-DÉFENSE-ARMÉE Le Président Tebboune affirme qu'il "fera face aux lobbies ciblant l'ANP par des campagnes désespérées"

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune a affirmé, mardi à Alger, qu'il "fera face aux lobbies ciblant l'Armée nationale populaire (ANP) par des campagnes désespérées".

"La position nationale constante de l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), dérange les ennemis de l'Algérie parmi les haineux, les envieux et ceux qui se cachent derrière des lobbies, toujours prisonniers d'un passé à jamais révolu. Des lobbies connus depuis le berceau, connus par leurs ramifications et leurs instruments et auxquels nous ferons face", a affirmé M. Tebboune dans une allocution au siège du ministère de la Défense nationale devant les cadres et personnels de l'ANP, suivie en visioconférence par les commandants des forces, des six Régions militaires et des Grandes unités et Ecoles supérieures à travers l'ensemble du territoire national.

Et d'ajouter à l'adresse des cadres et éléments de l'ANP : "il n'est pas étonnant qu'ils s'acharnent dans leurs campagnes hystériques pour attenter à votre moral, car incapables de retenir les leçons du passé, autrement ils auraient compris que ces campagnes désespérées contre la digne héritière de l'ALN, aussi diversifiés soient leurs artifices et ruses, elles ne feront que renforcer l'adhésion de notre peuple autour de son Armée et rendre plus fusionnel leur lien indéfectible.

Il a soutenu, dans ce



sens, que "c'est là, la signification profonde du slogan +Djeich Chaab khawa khawa+ (Armée et peuple sont des frères) scandé par des millions de voix à travers l'ensemble du territoire national des semaines durant au vu et au su du Monde entier, permettant ainsi de sauver le pays du sort incertain auquel il était voué et de le conduire vers une ère d'espoir et de reprise de confiance en soi".

Les "vaillants" éléments de l'ANP ont démontré que leur place était toujours au côté du peuple, a-t-il souligné. "Hier, vous l'avez prouvé en vous positionnant du côté du Hirkak béni pour l'édification d'une nouvelle République dont nous nous attelons à jeter les fondements, sous la bannière de la Déclaration du 11 novembre 1954", a-t-il dit avant de poursuivre : "et aujourd'hui, vous le prou-

vez, encore, par votre vigilance à veiller sur les frontières et à la sécurité du pays ainsi que par votre constante disponibilité à mettre en place tous les moyens nécessaires afin de répondre, le cas échéant, aux besoins du secteur de la Santé publique dans la bataille contre la propagation de la pandémie Covid-19", a déclaré le Président Tebboune à l'adresse de l'assistance. Rappelant que c'est là sa deuxième rencontre, en moins de quatre mois, avec les cadres et personnels de l'ANP le président de la République a souhaité voir "perpétuer cette louable tradition entre le Chef suprême des Forces armées et les cadres de l'ANP, digne héritière de l'ALN".

Evoquant les démarches de la modernisation des Forces armées, le Président de la République a déclaré avoir suivi avec "fierté et res-

pect" les exercices militaires des différentes unités. "Nous avons perçu, à travers les principaux indicateurs opérationnels, les résultats du plan tracé pour moderniser les capacités de nos Forces armées et hisser leur niveau de professionnalisation dans le monde et dans la région, ainsi que leur attachement à la consolidation de la paix et de la sécurité de par le monde", a-t-il souligné. A ce propos, M. Tebboune s'est dit convaincu que "la promotion des industries militaires, en tant qu'option stratégique, est tout aussi cruciale que l'édification d'une économie nationale forte et diversifiée pour la protection de la souveraineté, des constantes et valeurs de la Nation et le renforcement de la cohésion de ses enfants. En conclusion, le Président de la République a tenu à rendre un hommage appuyé aux "braves protecteurs, éléments de l'ANP stationnés aussi bien aux frontières pour faire face aux organisations terroristes, que dans les montagnes pour contrer tous ceux qui seraient tentés de nuire à la stabilité du pays". "Ils portent leurs vies sur leurs épaules pour être, par leur exemplaire éthique militaire, leur solide et inébranlable volonté et détermination, les meilleurs héritiers de leurs aînés", a-t-il conclu.

Le Président Tebboune achève sa visite au siège du MDN



Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a achevé, mardi, sa visite au siège du Ministère de la Défense nationale (MDN) durant laquelle il a affirmé qu'il "fera face aux lobbies ciblant l'Armée nationale populaire (ANP) par des campagnes désespérées".

A son départ, le Président Tebboune a été salué par le Général-Major Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'ANP par intérim. Après la signature du registre d'or du MDN, le Président Tebboune a assisté à l'exécution de l'hymne national et les honneurs militaires lui ont été rendus par les formations des différentes forces de l'ANP. Le président de la République a salué, ensuite, le Secrétaire général du MDN, les Commandants des Forces de l'ANP, de la Garde Républicaine et de la Gendarmerie nationale, ainsi que le Commandant de la 1ère Région militaire, le contrôleur général de l'ANP et les chefs des Départements du MDN et de l'Etat-Major de l'ANP.

Lors de sa visite au siège du MDN, le Président Tebboune a tenu une séance de travail avec les cadres et personnels de l'ANP durant la quelle il a prononcé une allocution qui a été suivie en visioconférence par les commandants des forces, des six Régions militaires et des Grandes unités et Ecoles supérieures à travers l'ensemble du territoire national dans laquelle il a affirmé que "la position nationale constante de l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), dérange les ennemis de l'Algérie parmi les haineux, les envieux et ceux qui se cachent derrière des lobbies, toujours prisonniers d'un passé à jamais révolu. Des lobbies connus depuis le berceau, connus par leurs ramifications et leurs instruments et auxquels nous ferons face". Et d'ajouter à l'adresse des cadres et éléments de l'ANP : "il n'est pas étonnant qu'ils s'acharnent dans leurs campagnes hystériques pour attenter à votre moral, car incapables de retenir les leçons du passé, autrement ils auraient compris que ces campagnes désespérées contre la digne héritière de l'ALN, aussi diversifiés soient leurs artifices et ruses, elles ne feront que renforcer l'adhésion de notre peuple autour de son Armée et rendre plus fusionnel leur lien indéfectible".

Il a soutenu, dans ce sens, que "c'est là, la signification profonde du slogan +Djeich Chaab khawa khawa+ (Armée et peuple sont des frères) scandé par des millions de voix à travers l'ensemble du territoire national des semaines durant au vu et au su du Monde entier, permettant ainsi de sauver le pays du sort incertain auquel il était voué et de le conduire vers une ère d'espoir et de reprise de confiance en soi".

Le Président de la République a déclaré avoir suivi avec "fierté et respect" les exercices militaires

des différentes unités. "Nous avons perçu, à travers les principaux indicateurs opérationnels, les résultats du plan tracé pour moderniser les capacités de nos Forces armées et hisser leur niveau de professionnalisation dans le monde et dans la région, ainsi que leur attachement à la consolidation de la paix et de la sécurité de par le monde", a-t-il souligné.

A ce propos, M. Tebboune s'est dit convaincu que "la promotion des industries militaires, en tant qu'option stratégique, est tout aussi cruciale que l'édification d'une économie nationale forte et diversifiée pour la protection de la souveraineté, des constantes et valeurs de la Nation et le renforcement de la cohésion de ses enfants. Pour sa part, le Chef d'Etat-major de l'ANP par intérim a prononcé une allocution dans laquelle il a hautement valorisé le contenu de cette mouture "tant en ce qui concerne la possibilité d'intervention de l'ANP, en dehors des frontières nationales, que de l'équilibre des pouvoirs, des libertés individuelles et des droits de l'Homme".

La présentation de la mouture au débat "est une preuve tangible de la bonne foi des hautes autorités du pays à consacrer le consensus national escompté dans l'élaboration de la loi fondamentale du pays, la Constitution", a-t-il souligné. "L'élaboration de la mouture de la Constitution, par des spécialistes en droit constitutionnel, en un temps record a été l'un des principaux chantiers lancés par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, depuis son élection, en raison de l'importance de la nouvelle Constitution dans la réorganisation et l'adaptation de la vie politique aux exigences et développements de la nouvelle étape", a-t-il rappelé.

En conclusion de son allocution, le Général-major Saïd Chanegriha a mis en avant "l'attachement ferme de l'ANP à ancrer dans l'esprit de ses enfants ses nobles valeurs" et de "sa disponibilité opérationnelle permanente, sous la direction du président de la République, à relever tous les défis et à faire face à quiconque serait tenter de porter atteinte à l'intégrité territoriale et à la sécurité et stabilité de notre pays".

"Digne héritière de l'ALN, l'ANP demeurera, conformément au serment fait aux valeureux Chouhada, le rempart inexpugnable contre lequel échoueront toutes les tentatives hostiles", a-t-il affirmé.

Rappeler que durant cette visite le Président Tebboune a présidé une cérémonie de baptisation du siège de l'Etat major de l'ANP, du nom du défunt moudjahid, Général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah en reconnaissance des efforts considérables consentis par le défunt lors de la Glorieuse guerre de libération nationale au sein des rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) et sa contribution, après l'indépendance, à la construction de l'ANP.

BAPTISATION DU SIÈGE DE L'ETAT MAJOR DU NOM DU DÉFUNT GAÏD SALAH Un moudjahid au service de l'Algérie

Le défunt Ahmed Gaïd Salah, dont le siège de l'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a été baptisé mardi à son nom, lors d'une cérémonie au ministère de la Défense nationale, présidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, est un moudjahid de la première heure, avec un riche parcours au sein de l'ANP au service de cette institution et de l'Algérie.

Né le 13 janvier 1940 dans la wilaya de Batna, Gaïd Salah, jeune militant du mouvement nationaliste, a rejoint à l'âge de 17 ans les maquis où il a gravi les échelons de la hiérarchie pour être désigné commandant de compagnie, respectivement aux 21e, 29e, et 39e bataillons de l'Armée de libération nationale (ALN), selon sa biographie publiée sur le site internet du ministère de la Défense nationale.

A l'indépendance, il a suivi un cycle de formation en Algérie pendant deux (02) ans, puis en ex-

URSS, de la même durée, de 1969 à 1971. Il est, notamment, diplômé de l'Académie de Vystrel (Moscou). Le défunt a participé en 1968 à la guerre du Moyen-Orient en Egypte. Au cours de sa carrière militaire, il a eu à assumer au sein du corps de bataille terrestre les fonctions suivantes: commandant de groupe d'artillerie, commandant de brigade, commandant du Secteur opérationnel centre / Bordj Lotfi (3ème Région militaire), commandant de l'Ecole de formation des officiers de réserve à Blida (1ère RM), commandant du Secteur opérationnel sud de Tindouf (3ème RM), commandant adjoint de la 5ème RM, commandant de la 3ème RM et commandant de la 2ème RM. Gaïd Salah a été promu au grade de général-major le 5 juillet 1993 et commandant des Forces terrestres en 1994.

Le 3 août 2004, il a été nommé chef d'état-major de l'ANP, avant d'être promu au grade de général de corps d'armée le 5 juillet 2006.

Depuis le 11 septembre 2013, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah a assumé les fonctions de vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP. Il a été décoré de la médaille de l'ALN, la médaille de l'ANP 3ème chevron, médaille de participation de l'ANP aux guerres du Moyen-Orient 1967 et 1973, la médaille de Bravoure, la médaille du mérite militaire et la médaille d'honneur.

Le 19 décembre dernier, le défunt a été décoré de la médaille de l'Ordre du mérite national de rang "SADR" par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en signe de reconnaissance de ses efforts et de son rôle durant une période sensible ayant permis de respecter la Constitution et préserver la sécurité des citoyens, du pays et des institutions de la République.

Gaïd Salah est décédé le 23 décembre dernier des suites d'une crise cardiaque à l'âge de 79 ans.

APS

PROJET DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Conseil de la nation : Goudjil invite tous les acteurs à enrichir la mouture

Le président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil a invité mardi les citoyens, les partis politiques, les personnalités nationales et les cadres à contribuer à l'enrichissement de la mouture de la nouvelle Constitution.

Lors de son allocution prononcée au terme d'une séance plénière consacrée au vote du projet de loi des finances (PLFC) 2020 par les membres du Conseil de la nation, M. Goudjil a appelé à "la mobilisation de tous les citoyens, des partis politiques, des cadres et des personnalités nationales pour participer à l'enrichissement de la Constitution".

"L'Etat que nous allons construire, à travers cette Constitution, est l'Etat de tous", a-t-il souligné. A cette occasion, M. Goudjil a mis en avant l'attachement de l'Algérie à "l'indépendance de sa décision politique" et du principe de la non ingérence dans les affaires internes des autres pays, tout en rejetant toutes sortes d'intervention dans ses affaires internes. "L'Algérie occupe une place

enviable car elle préserve encore la souveraineté de sa décision politique, notamment en ce qui concerne la non-ingérence dans les affaires internes des autres pays et le refus de toute immixtion étrangère dans ses affaires internes", soulignant qu'"elle est toujours attachée à son histoire et à sa lutte et s'engage à ses valeurs".

En outre, il a rappelé à "ceux qui remettent en question le rôle de l'Armée nationale populaire (ANP) dans le mouvement et lors du processus électoral précédent" que le nom de l'ANP est principalement dû au "lien permanent entre le système militaire et le pays et son peuple".

Le président par intérim du Conseil de la nation n'a pas manqué de saluer l'élan populaire qui a appuyé les pas du défunt Général

de corps d'armée, Ahmed Gaid Salah pour l'organisation de la Présidentielle du 12 décembre dernier, ainsi que les foules sorties dans les quatre coins du pays pour Par ailleurs, M. Goudjil a exprimé en son nom personnel et au nom des membres du Bureau du Conseil de la nation et à travers eux l'ensemble des sénateurs, sa profonde estime et ses vifs remerciements au président de la République, Abdelmadjid Tebboune suite à sa décision de décerner à la défunte Aïcha Barki, ancienne membre de la chambre haute du parlement et présidente de l'Association Iqra, la médaille de l'Ordre du mérite au rang de « Achir ».

Il a salué, par la même occasion, le geste du président de la République qui vient en reconnaissance aux efforts consentis par la défunte



au service de son pays en général la lutte contre l'ignorance et l'analphabétisme.

Le Général-major Saïd Chanegriha valorise hautement le contenu de la mouture du projet

Le Général-major Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim, a hautement valorisé le contenu de la mouture du projet de révision constitutionnelle, soumis au débat par la présidence de la République.

"L'élaboration de la mouture de la Constitution, par des spécialistes en droit constitutionnel, en un temps record a été l'un des principaux chantiers lancés par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, depuis son élection, en raison de l'importance de la nouvelle Constitution dans la réorganisation et l'adaptation de la vie politique aux exigences et développements de la nouvelle étape", a déclaré le Général-major Chanegriha dans une allocution à l'occasion de la visite du Président de la République au siège du ministère de la Défense nationale. Le Chef d'Etat-major de l'ANP par intérim a, dans ce sens, hautement valorisé le contenu de cette mouture "tant en ce qui concerne la possibilité d'intervention de l'ANP en dehors des frontières nationales, que de l'équilibre des pouvoirs, des libertés individuelle et des droits de l'Homme". La présentation de la mouture au débat "est une preuve tangible de la bonne foi des hautes autorités du pays à consacrer le consensus national escompté dans l'élaboration de la loi fondamentale du pays, la Constitution", a-t-il souligné.

"A travers l'ouverture de plusieurs importants chantiers nationaux et l'initiation d'actions pour la réalisation du changement escompté, vous avez réellement réussi à concrétiser de nombreuses promesses électorales que vous aviez faites au peuple algérien", a-t-il déclaré à l'adresse du Président de la République. Il a ajouté, dans ce sens, que "les contours de l'Algérie Nouvelle se font de plus en plus visibles grâce à la dynamique positive que connaît le pays dans tous les domaines et sur tous les plans". "Une dynamique qui a rendu espoir à notre peuple et confiance du citoyen en les institutions de son Etat", a-t-il ajouté.

"Ces pas importants ont été franchis avec assurance en dépit du temps relativement court, depuis l'accession du président de la République à la magistrature suprême du pays, et en dépit de la coïncidence de cette période avec la propagation de la pandémie du nouveau Coronavirus, avec ses multiples difficultés et défis, que l'Algérie a pu, grâce à Allah, relever", a souligné le Chef d'Etat-major de l'ANP par intérim rappelant qu'"elle avait été à l'avant-garde dans la prise des mesures préventives dans tous les domaines".

Et d'ajouter que : "c'est aussi grâce à la

pertinence et efficacité, que nul ne peut contester ou nier, de l'approche globale adoptée aux plans sanitaire, social et économique pour contenir la pandémie et juguler sa propagation".

Abordant le volet économique, le Chef d'Etat-major de l'ANP par intérim a relevé "l'intérêt adéquat" réservé à ce dossier, notamment suite à la chute des prix des hydrocarbures, mettant en avant les efforts visant à le rétablissement des grands équilibres budgétaires, la maîtrise des importations, la rationalisation des dépenses publiques, la diversification des importations et l'encouragement des investissements étrangers dans les secteurs productifs afin d'atteindre l'autosuffisance, réduire la facture des importations et la dépendance à l'extérieur.

Pari ailleurs, il a souligné "la large satisfaction populaire suscitée par les mesures courageuses et urgentes prises en faveur des populations des zones d'ombre en vue d'atténuer leurs souffrances", évoquant notamment l'adoption d'une politique de proximité, l'activation des initiatives locales et l'association des jeunes à la vie politique et économique et sociale.

Il a cité, en outre, la mise en œuvre de programmes de développement, d'investissements et de projets socio-économiques à même d'absorber le chômage, de créer

de nouveaux postes et de permettre à cette catégorie de contribuer au développement du pays.

Une feuille de route "prometteuse" pour l'édification d'une Armée forte et moderne

D'autre part, le Général-major Chanegriha a évoqué les principaux axes de la feuille de route "prometteuse" qu'il œuvrait concrétiser sur le terrain. Il s'agit, de "parachever la préparation et le développement du Corps de Bataille de l'ANP afin d'atteindre un niveau d'excellence et le professionnalisme dans tous les domaines" et de "poursuivre sans relâche le travail pour l'édification d'une Armée forte et moderne, apte à s'acquitter de ses missions constitutionnelles dans toutes les et en toutes circonstances".

Il a fait état, dans ce même sens, de poursuivre la lutte contre le terrorisme et de resserrer l'état sur toutes formes de trafic et de crime organisé, notamment transfrontalier, à travers le maintien de la vigilance, aux plus hauts degrés, et l'adaptation permanente des formations opérationnelles déployés tout au long des frontières. Il s'agit, également, de "veiller à faire du principe de la sacralisation du travail, de l'abnégation, de la compétence, du sérieux, de l'intégrité, de la fidélité et de la loyauté absolue à l'ANP et à la Nation, les critères fondamentaux pour la progression

dans le grade et l'accès aux plus hautes fonctions et responsabilités", a-t-il ajouté mettant en avant "la lutte contre tous les fléaux qui nuisent à la réputation de l'ANP, à l'unité et la cohésion de ses rangs". Il a formulé, par ailleurs, le souhait de voir la pandémie Covid-19 reculée dans les prochains jours. En conclusion, le Chef d'Etat-major de l'ANP par intérim a déclaré à l'adresse de M. Tebboune : "Soyez en assuré, monsieur le Président, nous demeurerons fidèles au serment et nous ne ménagerons aucun effort pour que l'ANP demeure, à jamais, une Armée unie et unifiée. Une Armée pleinement engagée à préserver l'indépendance nationale, à défendre la souveraineté nationale, l'unité et l'intégrité territoriale de la patrie. Une armée attachée à sa doctrine de travailler dans la discrétion avec sagesse et clairvoyance".

Il a mis en avant, dans ce contexte "l'attachement ferme de l'ANP à ancrer dans l'esprit de ses enfants ses nobles valeurs" et "sa disponibilité opérationnelle permanente, sous la direction du président de la République, à relever tous les défis et à faire face à quiconque serait tenté de porter atteinte à l'intégrité territoriale et à la sécurité et stabilité de notre pays". "Digne héritière de l'ALN, l'ANP demeurera, conformément au serment fait aux valeureux Chouhada, le rempart inexpugnable contre lequel échoueront toutes les tentatives hostiles", a-t-il conclu.

LE CONSTITUTIONNALISTE AHMED LARABA**"L'envoi de troupes de l'ANP en dehors des frontières nationales "ne remet nullement en cause" la doctrine de non ingérence de l'Algérie"**

L'article 31 de la mouture du projet de révision de la Constitution relatif à l'éventualité d'envoi de troupes de l'Armée nationale populaire (ANP) en dehors des frontières nationales, "ne remet nullement en cause" la doctrine de non ingérence de l'Algérie dans les affaires intérieures des Etats, a souligné mardi le président du Comité d'experts chargé de formuler des propositions sur la révision de la loi fondamentale, M. Ahmed Laraba.

"Le fait que l'Algérie puisse participer à ces opérations, si l'article 31 est maintenu, ne signifie pas qu'elle a rompu avec son principe fondamental de non ingérence dans les affaires intérieures des Etats", a indiqué M. Laraba sur les ondes de la radio nationale. Il a précisé que "la disposition en question (Art 31) vise à donner la possibilité pour le président de la République d'envoyer des troupes dans le cadre des opérations de maintien de la paix des Nations unies (casques bleus) et uniquement dans ce cadre". M. Laraba a ajouté, à ce propos, qu'"il faut distinguer entre les opérations de maintien de la paix et de ce qui est appelé les interventions militaires", soulignant que ces missions de maintien de la paix "sont strictement défensives".

Il a soutenu qu'une participation de l'Algérie fera d'elle "un

pays plus que jamais exportateur de la paix", tout en rappelant que "le dernier mot revient au président de la République et le Parlement". Interrogé par ailleurs sur les prérogatives du président de la République en matière de gestion des affaires de l'Etat dans la mouture proposée, il a précisé que "le président de la République a un statut particulier. Il est l'élu de la Nation, ce qui lui donne une légitimité". Concernant le volet de la Justice, il a souligné le rôle de celle-ci pour la construction de l'Etat de droit, notamment l'indépendance de la Justice qui est, a-t-il dit, "une construction continue". Le projet de la nouvelle Constitution porte également sur la participation de la jeunesse à l'exercice du pouvoir, et ce, en commençant au niveau local (collectivités locales) et même passer à la députation. Il a estimé, par la même occasion, que des "avancées considérables ont été réalisées par rapport aux précédentes Constitutions". Tout en rappelant que le comité qu'il préside "n'est pas une constituante", M. Laraba a précisé que son projet "s'inscrit dans le cadre de la feuille de route tracée dans le cadre d'un projet de révision". Il s'agit, selon M. Laraba, d'un travail de "construction progressive" pour l'édification de l'Algérie nouvelle, et l'Etat de droit.

PARLEMENT-FINANCES

Raouya : «vers la création d'une agence nationale chargée de la mise en œuvre de la politique de soutien ciblé»

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya a annoncé, mardi à Alger, la création prochaine d'une nouvelle agence nationale pour la mise en œuvre du plan de ciblage et d'indemnisation des familles qui seront lésées par la réforme de la politique d'aide.

Cette annonce a été faite dans le cadre des réponses du ministre aux interrogations des sénateurs, lors d'une plénière consacrée au débat du projet de loi des finances complémentaire (PLFC) 2020 présidée par le président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil, en présence de membres du Gouvernement. "Le Gouvernement s'emploie à mettre en œuvre, à court terme, un mécanisme de ciblage des aides afin de rationaliser les dépenses publiques et assurer une meilleure équité pour des aides plus efficaces face aux gaspillages et la contrebande", a-t-il précisé.

Compte tenu de sa complexité et de son caractère sensible sur le plan socioéconomique, la mise en place de ce mécanisme prendra du temps et nécessite également l'adoption d'une approche scientifique glo-

dale de réforme à même de limiter l'éventuel impact négatif sur les citoyens, ajoute M. Raouya. "Pour parachever les préparatifs de cette stratégie, ladite agence sera placée sous la tutelle du ministère des Finances pour l'application et l'introduction d'un programme de ciblage et d'indemnisation des familles lésées par la réforme de la politique des aides de l'Etat", a ajouté le ministre précisant qu'"il sera également question de l'élaboration par le ministère de l'Intérieur, d'un fichier national contenant toutes les informations sur les familles, outre la mise en place d'une stratégie de communication à l'adresse des citoyens pour assurer leur adhésion à cette démarche".

L'Etat consacre un budget conséquent pour les transferts sociaux, a-t-il souligné, ajoutant qu'en 2020 ces transferts avaient



dépassé 1.797 mds DA. Ces aides pèsent sur le Trésor, notamment en cette conjoncture exceptionnelle marquée par un recul des ressources financières, a rappelé M. Raouya.

Cette situation a amené les pouvoirs publics à mettre en place

un nouveau système de ciblage et d'orientation des aides aux citoyens qui en ont vraiment besoin, d'où la création en cours de ce nouveau mécanisme, dont l'étude a été élaborée avec l'appui technique de la Banque mondiale (BM).

COMMERCE-CONFINEMENT

Examen des mesures préventives pour la réouverture de certains commerces

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a présidé, mardi au siège de son département, une réunion de concertation avec les différents partenaires sociaux dans le cadre du suivi de la situation et de l'impact de la propagation du Covid-19, afin d'étudier les mesures préventives à même de permettre la réouverture de certains commerces, a indiqué le ministre dans un communiqué. Ont pris part à cette réunion le Secrétaire général (SG) de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Hazab Benchahra, le président de l'association nationale des commerçants et artisans (ANCA), Hadj Tahar Boulouar, et le président de la Chambre nationale du Commerce et de l'Industrie (CACI), Abdelkader Gouri, indique le ministre sur sa page officielle Facebook.

Troisième du genre, cette réunion in-

tervient dans le cadre des orientations données par le Président de la République au ministre du Commerce, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, au sujet du suivi et de l'étude de l'impact de la pandémie Covid-19 sur le secteur commercial et la vie économique en général.

L'ordre du jour de la réunion a figuré également l'étude des moyens et des mesures préventives à même de permettre la réouverture de certains commerces à moindre risques, indique la même source. A noter que le ministre du Commerce se penche actuellement sur l'examen des conditions permettant "une reprise graduelle des activités commerciales et de services", a indiqué lundi sur les ondes de la Radio nationale, M. Abderrahmane Benhazil, Directeur général (DG) du

contrôle économique et de la répression des fraudes au ministère du Commerce.

La tutelle s'attèle à présent à l'examen des conditions notamment sanitaires de protection contre la pandémie de Covid-19 permettant une reprise progressive et sécurisée des activités économiques, dont celle de la grande distribution, des services et de vente au détail", a-t-il souligné.

Il s'agit, selon lui, d'aller vers un assouplissement "partiel" des mesures de confinement prises dans le cadre de la protection du Covid-19, pour certains métiers et activités commerciales mais avec un "respect strict" des différentes conditions sanitaires. Cette réouverture concernera dans une première étape plusieurs activités, dont la restauration collective, les salons de coiffure et l'habillement, a conclu M. Benhazil.

MOUDJAHIDINE-DÉCÈS

Décès de la Moudjahida Akila Abdelmoumène Ouared

La Moudjahida Akila Abdelmoumène Ouared est décédée lundi à l'âge de 84 ans, laissant derrière elle une vie riche de sacrifices, a-t-on appris mardi auprès du ministère des Moudjahidines et des ayants-droit.

Née le 22 août 1936 à Constantine, la défunte a grandi dans une famille conservatrice attachée aux valeurs de l'Islam et imprégnée de patriotisme. Son père, syndicaliste de fonction, a eu le mérite de lui inculquer les principes du militantisme.

Dès le déclenchement de la Glorieuse guerre de libération nationale en 1954, la moudjahida s'est vite lancée dans l'activité secrète d'acheminement de documents et d'armes. En 1956, la défunte s'est mise, en compagnie de son frère Noureddine, à reproduire sur des machines à écrire le communiqué du Front de libération nationale (FLN) à l'adresse des étudiants algériens pour observer une grève, en date du 19 mai 1956, et rejoindre les rangs de la révolution.

En juin 1957, elle a accompagné sa famille à Paris avant de rejoindre sitôt la fédération de France du FLN en qualité d'agent de liaison. Outre l'acheminement de documents et d'armes, la moudjahida collectait les cotisations auprès des ressortissants algériens, transportait les tracts de Paris à Fontaine bleue et assurait la liaison entre les militants de la wilaya VII historique.



En tenant des réunions secrètes avec les femmes algériennes établies en France, feu Akila a contribué également à l'organisation du référendum sur l'autodétermination de l'Algérie en incitant, voire sensibilisant, les femmes à l'impératif de voter.

Au lendemain de l'indépendance, elle a été d'un grand apport dans la phase de l'édification, d'abord en rejoignant les structures de L'Union générale des femmes algériennes UGFA, où elle défendait, volontairement, les droits de la femme algérienne qui a subi les affres du colonialisme. Puis, elle marqua sa présence au sein des associations des droits de l'Homme. En 2012, l'ancienne militante est élue en qualité de secrétaire nationale chargée de la protection sanitaire auprès de l'Organisation nationale des Moudjahidines (ONM). Convaincue du devoir de sauvegarder la mémoire nationale et la transmettre aux générations montantes, la défunte n'a pas manqué de faire connaître la révolution algérienne à travers ses écrits publiés sur la presse nationale. En cette douloureuse épreuve, le ministre des Moudjahidines et des ayants-droit a présenté à la famille de la défunte et à ses compagnons d'armes, se sincères condoléances, priant le Tout-Puissant de l'accueillir en Son vaste paradis aux côtés de ceux qu'Il a comblés de ses bienfaits et entourés de Sa miséricorde, et de prêter à ses proches patience et réconfort.

LEVÉE PROGRESSIVE DU CONFINEMENT DANS LE BTPH

Les professionnels saluent la décision du Conseil des ministres

Les organisations patronales du BTPH ont favorablement accueilli la décision prise lors du dernier Conseil des ministres concernant la levée progressive du confinement dans ce secteur, en appelant à la mise en place d'un plan bien étudié pour la reprise de l'activité après plus de deux mois d'arrêt.

"Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune connaît bien le secteur du BTPH et la décision prise lors de la réunion du Conseil des ministres, tenue dimanche, relative à la levée progressive du confinement dans le secteur du bâtiment et des travaux publics est une excellente décision que nous saluons", a déclaré mardi à l'APS, le président de la Confédération générale de Patronat du Bâtiment-Travaux publics-Hydraulique (CGP-BTPH), Abdelmadjid Denouni. Pour M. Denouni, cette reprise graduelle de l'activité dans le secteur du bâtiment et des travaux publics est dans "l'intérêt de tous le monde et constitue une nécessité pour les chefs d'entreprises et les employés" ajoutant que les entreprises actives dans ce secteur "veulent reprendre leur activité" après un long arrêt causé par les mesures de confinement sanitaire prises dans le cadre de la protection de la pandémie de Covid-19.

Il a, dans ce cadre, souligné que ce retour progressif à l'activité dans le secteur du BTPH "permettra de payer les salaires des employés". Cependant, cette reprise devrait se faire dans "le respect strict et total" des différentes conditions de protection du Coronavirus, a-t-il insisté. Il a, à ce propos, mis l'accent sur l'impératif respect des mesures préventives, notamment le port des masques de protection et le respect de la distanciation physique.

A son tour, le président de l'Association générale des entrepreneurs algériens (AGEA), Mouloud Kheloufi a salué le déconfinement progressif dans le secteur, en faisant remarquer, dans une déclaration à l'APS, que la reprise de l'activité dans le secteur du BTPH demandait toute une logistique pour assurer un bon fonctionnement et une protection des employés dans les différents chantiers.

"Nous saluons la décision du Président de la République prise lors de la dernière réunion du Conseil des ministres mais, comme a souligné le président de la République lui-même, il faut s'asseoir autour d'une table et mettre en place un programme de déconfinement, car le secteur du BTPH est le secteur le plus polluant, d'où la nécessité de réfléchir sérieusement à la sécurité des ouvriers qui reste une priorité", a-t-il déclaré.

Selon M. Kheloufi, l'entreprise active dans le BTPH "ne pourra pas travailler avec 100% de ses capacités de réalisation au moins dans les six mois qui suivent la levée des mesures de confinement sanitaire". "La reprise de l'activité d'une entreprise de réalisation est délicate et n'est pas aussi facile par rapport à celle d'une entreprise de fabrication. Cette période de six mois est nécessaire pour rassembler à nouveau les employés, former le nouveau personnel en cas de recrutement et établir un nouveau programme des chantiers et de la logistique de l'entreprise", a-t-il expliqué. D'autre part, le président de l'AGEA a estimé que la levée progressive du confinement dans le secteur doit être accompagnée aussi par une reprise de l'activité dans d'autres secteurs, dont, celui des transporteurs et les fabricants des matériaux de construction. Ainsi, l'organisation s'est dite disponible pour "s'asseoir autour d'une table avec les différents acteurs concernés afin de participer à la mise en place d'un plan de déconfinement dans tous les secteurs d'activités qui sont liés au BTPH". S'agissant de la situation des entreprises qui sont à l'arrêt, M. Kheloufi a souligné qu'après la levée des mesures de confinement sanitaire, un état des lieux de la situation des entreprises, notamment en matière de pertes, sera établi par l'Association. Lors du Conseil des ministres, réuni dimanche, il a été décidé la levée progressive du confinement dans le secteur du bâtiment et des travaux publics suivant un plan étudié par le Premier ministre en collaboration avec le ministère de la Santé et le Comité scientifique. Avant même l'apparition de la pandémie du coronavirus en Algérie, en février dernier, l'année 2019 a été déjà une année blanche pour les entreprises du secteur du BTPH du fait des poursuites judiciaires engagées contre des patrons du secteur pour des affaires de corruption. En plus, le secteur de la construction a été fortement impacté par les mesures de confinement sanitaire imposées par le coronavirus avec plus de 24.000 entreprises du bâtiment à l'arrêt, avait indiqué récemment le DG du logement au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la ville, Anis Bendaoud. Il avait aussi souligné qu'en début de cette année, il était prévu de remettre plus 450.000 logements à leurs bénéficiaires, une opération entravée par la pandémie du Covid-19 qui a obligé les entreprises notamment au niveau des grandes wilayas de mettre leur chantiers à l'arrêt et leur travailleurs en congé forcé.

LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE 2020

"Nécessaire modernisation de l'administration fiscale"

La commission des affaires économiques et financières au Conseil de la Nation a recommandé mardi, dans son rapport complémentaire sur la loi de finances complémentaire (LFC) de 2020, l'accélération de la numérisation de l'administration fiscale. Dans le rapport, présenté lors de la séance plénière consacrée au vote du texte de LFC par le Conseil de la Nation, la commission a notamment recommandé la création d'une administration fiscale numérisée, s'appuyant sur la technologie biométrique, tout en plaçant pour l'organisation d'un atelier pour étudier le contexte fiscal actuel du pays, avec la participation d'experts et de spécialistes. Pour éviter la double imposition, la commission a préconisé la mise en place d'un impôt fixe sur les propriétés vacantes que ce soit des propriétés résidentielles ou commerciales. Les membres de cette commission ont également souligné la nécessité d'accélérer le processus de réalisation des listes des familles à faible revenu pour faciliter l'octroi de soutiens à leur profit.

De plus, selon la commission, un regard doit être porté également sur les régions du Sud et les régions frontalières qui regroupent une grande part des zones isolées à travers le pays ce qui nécessite un réel soutien.

Par ailleurs, il a été préconisé l'application de la loi 15/08 fixant les règles de mise en conformité des constructions et leur achèvement pour permettre au citoyen de régulariser les documents de son habitation et ainsi permettre à l'Etat de percevoir de nouvelles recettes fiscales. Autre recommandation, l'accélération de la régularisation administrative des propriétaires de foncier agricole notamment dans les régions du sud. La commission a, en outre, plaidé pour l'accélération du processus d'organisation du marché financier national et la réforme des banques.

Elle a, d'autre part, suggéré de consacrer un budget au niveau du projet de loi de Finances 2021 pour "créer une chaîne de télévision internationale dédiée à l'actualité générale du pays et pour combattre les rumeurs diffusées sur les antennes télévisées hostiles à l'Algérie".

Il a également été relevé la nécessité de permettre aux moudjahidines de vendre leurs véhicules importés après l'obtention de la carte grise pour que le Trésor public bénéficie de nouvelles recettes fiscales.

En plus, la commission a préconisé de prendre en charge les jeunes qui ont participé, à travers leurs innovations, à mettre en œuvre les outils de prévention contre le virus Covid-19. Parmi les autres recommandations, figure également la nécessité de réaliser des établissements hospitaliers dans les régions souffrant de manque de structures sanitaires à travers le pays et équiper celles déjà réalisées. Et pour minimiser les accidents de la route et les décès qui y sont liés, il est nécessaire que le pays acquiert des autocars importés aux standards internationaux répondant aux normes internationales de sécurité, a enfin recommandé la commission dans son rapport.

CONTRÔLE FISCAL Raouia: "recouvrement de 100 milliards de DA en 2019"

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouia, a annoncé, mardi à Alger, que les opérations de contrôle fiscal menées en 2019 avaient permis le recouvrement de 100 milliards de DA en droits et amendes.

Ce montant représente une hausse de 27% par rapport à 2018, a précisé le ministre qui répondait aux interrogations des membres du Conseil de la nation lors d'une plénière consacrée au débat du projet de loi de finances complémentaire (PLFC 2020), présidée par Salah Goudjil, président du Conseil par intérim, en présence de membres du Gouvernement.

Cette hausse est le résultat de plusieurs mesures prises pour prendre en charge le problème d'évasion fiscale, dont la création de services spécialisés dans la recherche de l'information pour l'investigation et le contrôle dans les activités occultes et parallèles, outre l'augmentation du niveau de coordination et d'échange des informations entre l'administration fiscale et les autres instances concernées telles que les douanes et le secteur de l'industrie. « Ce montant recouvert pourrait tripler suite au lancement du système informatisé de l'administration fiscale », a-t-il dit. Concernant les plaintes déposées par l'administration fiscale à l'encontre des contribuables accusés d'évasion fiscale, le ministre a précisé que ces plaintes dont le nombre dépasse les 700 étaient actuellement en instance au niveau des services de la Justice. M. Raouia a ajouté que le total des arriérés à recouvrer pourrait atteindre, selon les dernières estimations, près de 4.000 milliards de DA en suspens depuis des années et dont le recouvrement d'une partie pourrait être difficile. Menées sur la base des moyens informatisés disponibles, les dernières investigations permettent d'identifier plusieurs contribuables concernés par ces arriérés, de recouvrer ce qui pouvait l'être et d'annuler ce qui ne pourrait plus être recouvert par l'Administration des impôts, conformément à la loi.

Conseil de la Nation : adoption à l'unanimité du texte de loi

Le Conseil de la Nation a adopté mardi, à l'unanimité, le texte de loi de finances complémentaire (LFC 2020), lors d'une séance plénière présidée par le président du Conseil par intérim, Salah Goudjil, en présence du ministre des Finances, Abderrahmane Raouia et des membres du Gouvernement.

La LFC 2020 prévoit la baisse des dépenses budgétaires à 7.372,7 mds DA (mds DA) contre 7.823,1 mds DA dans la Loi de finances (LF) initiale. Les recettes budgétaires devraient elles aussi baisser à 5.395,8 mds DA contre 6.289,7 mds DA dans la LF initiale. Le déficit budgétaire devrait atteindre 1.976,9 mds DA (-10,4% du PIB) contre 1.533,4 mds DA dans la LF initiale (-7,2% du PIB).

Compte tenu de la chute drastique des cours du pétrole ces derniers mois, le prix de référence du baril



de pétrole a été revu à la baisse de 50 à 30 dollars et le prix de marché est passé de 60 à 35 dollars dans la LFC 2020.

Le projet de LFC avait été adopté dimanche par l'APN.

La commission des Finances et du budget de l'APN avait approuvé plusieurs amendements au PLFC 2020, notamment la révision des montants du droit de timbre sur les véhicules neufs et la prolongation de la réduction de la TVA à 9% pour les activités touristiques jusqu'à fin 2021.

La hausse des prix des carburants réduira leur gaspillage

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouia a estimé mardi à Alger que l'augmentation des prix des carburants contenue dans le projet de loi de finances complémentaire (PLFC) 2020 aura un effet limité sur le coût d'exploitation des véhicules mais permettra de réduire le gaspillage de cette matière essentielle.

Répondant aux préoccupations des membres du Conseil de la nation lors d'une plénière consacrée au débat du PLFC 2020, présidée par Salah Goudjil, président du Conseil par intérim, en présence de membres du Gouvernement, M.

Raouia a évoqué une étude élaborée par le ministère des Travaux publics et des transports sur l'impact de ces augmentations qui ne représentant qu'un taux de 5% pour le mazout et de 3% pour l'essence.

Le ministre a affirmé, dans ce cadre, que cette augmentation permettra de réduire "la surconsommation de cette matière essentielle" et "la subvention indirecte de l'Etat à ce produit", outre l'orientation des consommateurs vers l'utilisation du GPL. Concernant le financement de l'investissement soulevé par les membres du Conseil de la nation, M. Raouia a fait savoir que la décision de l'approbation des produits de la finance islamique est un pas important susceptible de mobiliser une bonne partie des ressources théoriques détenues par les opérateurs écono-

miques et qui désirent les investir dans un système en adéquation avec leurs exigences en la matière.

Selon le premier argentier du pays, les banques activant en Algérie mettront leurs nouveaux produits sur le marché "dans les plus brefs délais".

Pour ce qui est des biens de l'Etat, le ministre a mis l'accent sur le projet de réalisation des bases de données au niveau des conservations foncières dans le cadre de la numérisation.

Ces bases de données contiennent les informations relatives à plus de 10 millions de fichiers fonciers ainsi que la désignation et le contenu des biens immobiliers, les droits en nature, les servitudes et les hypothèques.

Affirmant que le taux de mise en œuvre de ce projet était de 96%, M. Raouia a affirmé que cette étape serait suivie de la mise en place d'un système centralisé à travers un centre national de traitement des documents immobiliers. S'agissant de la révision de la politique de subvention évoquée par nombre de sénateurs, le ministre des Finances a fait état de la création d'une nouvelle agence nationale pour la mise en œuvre du programme de ciblage et d'indemnisation des familles qui seront impactées par la réforme de cette politique.

Et de préciser que "le gouvernement s'attèle à la mise en place, à court terme, d'un mécanisme de ciblage de ces subventions afin de rationaliser les

dépenses publiques et de faire preuve d'une meilleure équité, et partant une subvention plus efficace en matière de lutte contre le gaspillage et la contrebande".

Concernant la baisse des dépenses d'équipement de 10,5% au titre de ladite loi, M. Raouia a souligné que cette baisse n'aurait pas un impact sur la relance économique.

Cette réduction était conforme aux capacités d'absorption des investissements, évaluées à une moyenne annuelle de 2.600 milliards DA, a-t-il expliqué.

Pour ce qui a trait à la collecte des impôts et la lutte contre l'évasion fiscale, le ministre a indiqué que les opérations de contrôle fiscal effectuées en 2019 ont permis la perception d'un montant total de droits et d'amendes de 100 milliards DA. Pour lui, cette augmentation est le résultat de plusieurs mesures prises à l'effet de faire face au problème de l'évasion fiscale, dont, notamment, la création de services spécialisés en matière de recherche d'informations afin d'assurer la recherche et l'anticipation des activités parallèles et d'élever le niveau de coordination et d'échange d'informations entre l'administration fiscale et les autres organismes concernés tels les Douanes et le secteur de l'industrie.

Il a en outre souligné qu'il "est possible de collecter le triple de ce montant, avec le lancement du système informatisé de l'administration fiscale".

RAOUYA : "La réduction du budget d'équipement n'affectera pas la relance économique"

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouia a affirmé mardi à Alger que la réduction du budget d'équipement au titre de la loi de finances complémentaire pour l'exercice 2020 n'affectera pas la relance économique, cette réduction étant en adéquation avec les capacités d'absorption de l'investissement, évaluée à une moyenne annuelle de 2.600 milliards DA.

Répondant aux préoccupations des membres du Conseil de la nation lors d'une plénière consacrée à l'examen du projet de loi, présidée par M. Salah Goudjil, président par intérim du conseil, en présence de mem-

bres du gouvernement, M. Raouia a précisé que cette réduction s'expliquait par la conjoncture exceptionnelle que traverse l'économie nationale qui nécessite davantage de contrôle et d'obligations financières plus strictes.

D'autant que les dépenses d'équipement ont reculé de 309 milliards DA (-10,5%) au titre de la loi de finances complémentaire 2020 pour passer à 2620,3 milliards DA contre 2929,7 milliards DA dans la première loi de finances.

Dans tous les cas, les affectations allouées au titre de l'année 2020 peuvent être renforcées par les soldes disponibles au niveau des

comptes d'affectation spéciaux du Trésor, dédiés au développement sectoriel, selon les explications du ministre qui souligne que ces comptes peuvent être renfloués au cas par cas afin de couvrir les activités prioritaires et de remplir les obligations de l'Etat.

Parallèlement, l'Etat mobilise d'autres efforts visant la relance économique à travers des mesures d'accompagnement des Petites et Moyennes Entreprises (PME), notamment les exonérations fiscales et la facilitation d'accéder aux ordres publics en accordant une part préférentielle de 25% au profit des produits d'origine algé-



rienne ou des institutions de droit algérien dont la majorité du capital est détenue par les Algériens résidents.

PÉTROLE Le Brent a frôlé les 40 dollars hier à Londres

Les cours du pétrole étaient orientés à la hausse mercredi, portés par les perspectives de reprise de l'économie mondiale et d'une prolongation des coupes de production par les membres de l'Opep+, avant la publication des stocks américains plus tard dans la journée.

En milieu de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 39,99 dollars à Londres, en hausse de 1,06% par rapport à la clôture de mardi.

La référence européenne a franchi la barre des 40 dollars en cours de séance asiatique, une première depuis le 6 mars.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois de juillet gagnait de son côté 1,55%, à 37,38 dollars.

La veille, ils avaient tous deux terminé en hausse de plus de 3%.

Les investisseurs "misent sur une reprise rapide des économies", a estimé Carlo Alberto De Casa, analyste pour Activtrades.

"Ce scénario, conjugué aux attentes d'une prolongation de la réduction de la production des membres de



l'Opep (et de leurs alliés, ndr), fait monter les prix du pétrole", a-t-il ajouté.

Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs partenaires, dont la Russie, doivent décider s'ils prolongent cet été la

réduction de leur production aux niveaux convenus pour mai et juin afin de soutenir les cours durement affectés par la chute de la demande entraînée par la pandémie de Covid-19.

Un total de 9,7 millions de barils par jour (mbj) sont

retirés du marché depuis le 1er mai, selon l'accord Opep+ du 12 avril, mais ce volume doit être ramené à 7,7 mbj à compter du 1er juillet.

L'Organisation, dont le prochain sommet est toujours officiellement prévu les 9 et 10 juin, n'a pas communiqué sur une éventuelle avancée de sa réunion à cette semaine, évoquée depuis dimanche par plusieurs observateurs de marchés. Les investisseurs ont également mercredi les yeux tournés vers le rapport hebdomadaire très suivi de l'Agence américaine d'information sur l'Énergie (EIA) sur les stocks de brut dans le pays.

Les spécialistes interrogés par l'agence Bloomberg tablent sur une hausse de 3 millions de barils pour la semaine achevée le 29 mai.

MARCHÉS - BOURSE - NEW YORK Wall Street continue à miser sur le redémarrage de l'économie

La Bourse de New York a encore terminé dans le vert mardi, la perspective de voir l'économie repartir progressivement l'emportant sur les manifestations aux Etats-Unis ou le risque de nouvelles tensions sino-américaines.

Son indice vedette, le Dow Jones Industrial Average, a gagné 1,05% à 25.742,65 points et le Nasdaq, à forte coloration technologique, 0,59% à 9.608,38 points.

Le S&P 500, qui représente les 500 plus grandes entreprises de Wall Street, s'est apprécié de 0,82% à 3.080,82 points.

"Le marché se focalise principalement sur ce que l'avenir nous réserve", estime Nate Thooft, responsable de l'allocation des actifs pour Manulife Investment Management.

"Et malgré toutes les nouvelles négatives, malgré tous les indicateurs désastreux, les investisseurs pensent que la situation ne peut que s'améliorer", ajoute-t-il.



"Le chemin ne sera pas sans accroc mais on devrait être revenu à une forme de normalité d'ici 12 à 18 mois". Dans ce contexte, les investisseurs ont tendance à reléguer au second plan les éventuels risques, "comme celui d'une seconde vague de cas de Covid-19, de tensions accrues entre Washington et Pékin ou de l'incertitude liée aux élections présidentielles".

Comme dans le même temps la banque centrale américaine et le gouvernement des Etats-Unis conti-

nent d'apporter un soutien financier massif, "il y a beaucoup d'argent en circulation" prêt à être investi en Bourse, rappelle l'expert. Les manifestations contre les brutalités policières, le racisme et les inégalités sociales, parfois émaillées de pillages et affrontements avec la police, qui se multiplient dans les villes américaines "représentent bien évidemment une tragédie humaine mais sur ce genre

de sujets, Wall Street est bien souvent déconnectée de la réalité du terrain", remarque par ailleurs M. Thooft.

Sauf si ces troubles étaient amenés à persister pendant plusieurs semaines, et à affecter en conséquence la confiance des consommateurs, plusieurs observateurs estiment qu'ils n'ont pas d'influence particulière sur le marché des actions.

Sur le marché obligataire, le taux à 10 ans sur la dette américaine montait, évoluant à 0,6803% contre 0,6591% lundi soir.

CORÉE DU SUD Plan de relance de 26 milliards d'euros

Le gouvernement sud-coréen a annoncé mercredi un plan de relance sans précédent de 26 milliards d'euros afin de soutenir l'économie mise à mal par l'épidémie de nouveau coronavirus.

L'économie sud-coréenne s'est contractée de 1,3% entre janvier et mars, soit le recul trimestriel le plus important depuis la crise financière de 2008.

Ce plan, d'un montant de 35.300 milliards de wons (26 milliards d'euros), est le troisième annoncé par le

gouvernement de Moon Jae-in afin de répondre à la crise liée du coronavirus.

Les deux précédents, débloqués en mars et avril, s'élevaient à 11.700 et 12.200 milliards de wons.

Selon toute vraisemblance, il sera adopté par le Parlement au sein duquel le Parti démocratique de M. Moon dispose de la majorité absolue.

Le plan prévoit la création de 550.000 emplois ainsi que la mise en place d'"un fonds d'urgence" destiné aux petites et moyennes entreprises

frappées par la crise.

Près de 10.000 milliards de wons sont destinés à favoriser l'emploi et les dispositifs de sécurité sociale.

Ce plan sera financé à plus des deux tiers par des émissions d'obligations d'Etat, selon le ministère des Finances, tandis que le reste sera couvert par des réajustements des dépenses publiques.

La Corée du Sud était fin février le deuxième pays au monde le plus touché par l'épidémie, après la Chine où elle est apparue.

Aucun confinement

obligatoire n'a été imposé, mais la population a d'elle-même appliqué très largement les règles de distanciation sociale.

La semaine dernière, la Banque de Corée (BoK), a déclaré s'attendre à une baisse du PIB de 0,2% sur l'ensemble de l'année, alors qu'elle avait prévu en février une croissance de 2,1%.

Le Fonds monétaire international (FMI) table sur un recul de l'économie sud-coréenne, la douzième mondiale, de 1,2% cette année.

SUISSE Le PIB chute de 2,6 % au premier trimestre 2020

Le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse a chuté de 2,6 % au premier trimestre par rapport au précédent, a annoncé mercredi le Secrétariat d'Etat à l'Économie (Seco), avec les premiers effets des mesures de lutte contre la pandémie.

La Suisse, qui avait affiché une croissance de 0,3% au trimestre précédent, a vu les grands pans de son économie fléchir, tant dans la consommation des ménages que dans les investissements, les exportations se maintenant cependant en terrain positif, sauvées par le secteur de la pharmacie, a indiqué le ministère suisse de l'économie dans un communiqué. Ce recul du PIB au premier trimestre est plus prononcé que prévu.

Par comparaison, les économistes interrogés par l'agence suisse AWP tablaient sur une baisse de l'ordre de 1,2% à 2,5%. En rythme annuel, le PIB de la Suisse s'est contracté de 1,3% par rapport au premier trimestre 2019, a précisé le Seco.

Dans le détail, la consommation privée a chuté de 3,5% par rapport au trimestre précédent, avec la fermeture des magasins autres qu'alimentaire, de santé ou de première nécessité à compter du 17 mars.

Les investissements dans les biens d'équipements ont, eux, dégringolé de 4% et reculé de 0,4% dans la construction.

La détérioration de la conjoncture internationale a également pénalisé des secteurs d'exportation tels que celui des machines et des métaux, un des piliers de l'économie suisse, ainsi que de l'horlogerie.

Le secteur de la chimie et de la pharmacie, qui "pèse lourd" dans la balance commerciale, comme l'a souligné le Seco, a cependant permis de limiter le repli. Sur le trimestre, les exportations de marchandises (hors objets de valeur tels que les pierres précieuses, l'or non monétaire ou les objets d'art et antiquités) ont augmenté de 3,4%.

Les exportations de services ont par contre chuté de 4,4%. Les importations de marchandises ont pour leur part accusé une baisse de 1,1% avec le recul de la demande intérieure.

Les dépenses des administrations publiques ont fait office de filet de sécurité durant ce trimestre, marqué par la mise en place des mesures de lutte contre la pandémie, s'inscrivant en hausse de 0,7%.

RUSSIE Un plan de relance économique de 65 milliards d'euros

La Russie a annoncé mardi un plan de relance de 65 milliards d'euros pour arriver à une croissance pérenne fin 2021 et surmonter la crise du nouveau coronavirus, ont rapporté des médias locaux.

Ce plan vise à "stabiliser la situation" d'ici la fin de l'année, pour arriver ensuite, "aux 3e-4e trimestres de 2021, à une croissance pérenne de l'économie", a affirmé le Premier ministre Mikhail Michouline lors d'une réunion en visioconférence avec le président Vladimir Poutine retransmise à la télévision.

Les autorités s'attendent à une chute du PIB de 9,5% au deuxième trimestre et de 5 à 6% sur l'ensemble de l'année 2020.

Elles prévoient que l'économie russe se rétablira en 2021 avec un retour à son niveau d'avant la crise en 2022.

"C'est d'une importance cruciale que de résoudre les graves problèmes du moment", a déclaré M.

Poutine, relevant que "tous les domaines de la vie" ont été touchés par la crise provoquée par l'épidémie. M. Michouline a souligné également que le plan consistait en près de 500 mesures concrètes sur deux ans.

Selon l'agence de presse russe TASS, le plan comprendra des aides aux PME, des investissements notamment dans les infrastructures via des partenariats public-privé, un soutien aux exportations et au développement d'alternatives aux importations.

Il s'agit aussi de développer le tourisme intérieur et l'innovation technologique.

Le gouvernement russe entend assurer le rétablissement de l'emploi et des revenus des Russes.

M. Michouline a annoncé en outre des changements structurels à long terme pour l'économie russe. La Russie avait annoncé ces dernières semaines une série de mesures de soutien, comme des crédits d'impôts, des allocations familiales exceptionnelles et des aides à des secteurs entiers de l'économie comme l'aviation ou l'automobile.

CORONAVIRUS-PRÉVENTION Le CRA reçoit un don de 13 millions de DA de l'ABC Bank

Le Croissant rouge algérien (CRA) a reçu mardi une aide financière de 13 millions de dinars octroyée par la banque ABC Algérie pour soutenir les efforts de lutte contre la pandémie de nouveau coronavirus.

Dans une déclaration à la presse, à l'issue de la réception de cette aide, la présidente du CRA, Saïda Benhabiles a souligné que ce montant versé pour soutenir l'effort national de lutte contre le nouveau coronavirus, sera consacré à "l'acquisition d'une clinique mobile qui permettra de renforcer les capacités du CRA à atteindre les zones d'ombre et les régions enclavées".

Mme Benhabiles a ajouté que cette clinique mobile sera équipée du matériel médical utilisé dans les urgences pour les malades cardiaques et hypertendus, ainsi que les cas de détresse respiratoire, et viendra en aide aux malades souffrant de problèmes de santé dans les zones d'ombre.

Elle a ajouté, en outre, que le CRA participera aux opérations de vaccination des nouveaux nés contre la rougeole, prévue par le ministère de la santé "dans le cadre d'une opération de grande envergure", grâce à cette clinique qui lui facilitera l'accès à ces régions.

A cette occasion, Mme Benhabiles s'est félicitée de l'élan de solidarité dont ont fait montre des "partenaires habituels" et témoigne de la crédibilité du CRA, appelant la banque à élargir le partenariat à l'après-pandémie.

Pour sa part, le directeur général de la banque ABC Algérie, Idir Nadir a affirmé que la participation de la banque s'inscrit dans le cadre des efforts consentis dans la lutte contre la pandémie, estimant qu'il s'agit "d'une responsabilité collective qui incombe à tous et non pas uniquement au gouvernement", soulignant que le choix de son établissement a été motivé par les actions humanitaires connues du CRA à travers le territoire national.

Le groupe ABC Bank basé à Bahreïn a créé un fonds régional pour contribuer à atténuer l'impact de la pandémie Covid-19 en faveur d'initiatives nationales et caritatives destinées à contenir la propagation du virus, à alléger le fardeau financier des personnes les plus touchées et à soutenir les travailleurs médicaux et les bénévoles en première ligne.

CRIMINALITÉ - Constantine : arrestation d'un individu recherché et condamné à purger deux peines de prison définitives

La section chargée d'exécuter les délégations des juridictions et l'exécution des décisions de justice, en coordination avec la brigade de recherches et d'intervention de la sûreté de la wilaya de Constantine, a réussi à appréhender un homme de 58 ans faisant l'objet de nombreuses recherches et deux mandats d'arrêt, pour purger des condamnations à deux peines de prison définitives, a-t-on appris dimanche de la cellule de communication de la sûreté de la wilaya.

La même source a souligné que cette affaire, s'inscrivant dans le cadre des opérations de recherches et des enquêtes menées par cette section concernant des personnes faisant l'objet de décisions judiciaires, a été résolue suite à une judicieuse exploitation des informations qui a permis de localiser l'individu recherché lequel réside dans la wilaya de Constantine et dans une autre wilaya de l'Est, et de procéder dès lors à son arrestation.

Suite à l'interrogatoire d'usage, il s'est avéré que cet individu est recherché dans plusieurs wilayas du pays, de même qu'il fait l'objet de deux condamnations à des peines de prison dans deux jugements définitifs, l'une pour non-paiement de la pension alimentaire et l'autre pour abus de confiance, en sus de deux mandats d'arrêt pour fraude.

Après avoir achevé les procédures judiciaires nécessaires, l'inculpé a été présenté devant le parquet local, a ajouté la même source.

AUDIOVISUEL - ENFANCE L'ARAV appelle à protéger les enfants de certains contenus médiatiques en période de confinement

L'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) a appelé, mardi, à l'impérative protection des enfants contre certains contenus médiatiques en période de confinement, conformément aux "exigences des lois nationales et des conventions internationales renforçant les mécanismes de cette protection".

L'ARAV "attire l'attention des médias audiovisuels et des familles sur les risques auxquels seraient exposés les enfants et les jeunes téléspectateurs en suivant divers programmes diffusés en période de confinement, suite à la propagation de la pandémie de Covid-19, ainsi que les efforts de sensibilisation aux dangers de la maladie, diffusés en boucle via les programmes et les journaux télévisés traitant de la crise sanitaire, ce qui pourrait susciter peur et inquiétude chez les jeunes téléspectateurs en général et les enfants en particulier", précise un communiqué de cette instance. Dans ce contexte, l'ARAV souligne "la nécessité de protéger cette catégorie sensible de toute forme d'atteinte qu'ils pourraient subir du fait de contenus médiatiques nuisibles, conformément aux exigences des lois nationales et des conventions internationales renforçant les mécanismes de cette protection, d'autant que cette situation coïncide avec la célébration de la Journée internationale des droits de l'enfant".

Afin de préserver l'intégrité physique, mentale et psychologique de cette catégorie lors de sa consommation des



contenus médiatiques, l'ARAV préconise "la surveillance de la durée de consommation médiatique des différents contenus des programmes audiovisuels et des programmes destinés aux enfants et leur accorder un intérêt particulier en tenant compte de leurs spécificités".

Il est également recommandé de "développer des programmes pratiques et éducatifs, en cette conjoncture, à même d'encourager et d'encadrer le sens de créativité de ces enfants et les aider à s'adapter à l'enseignement à distance", tout en consacrant des programmes de loisirs et de divertissement pour les distraire et atténuer le stress dû aux flux

d'informations sur la situation sanitaire". L'ARAV a également insisté sur l'importance d'impliquer les familles dans l'orientation, par le dialogue, de leurs enfants dans les choix qui conviennent à leurs âges et leurs états psychologiques et sociaux, quand ils abusent dans l'utilisation des différents réseaux sociaux aux côtés des médias audiovisuels et numériques en cette conjoncture, de manière à leur faire sentir leur droit d'exprimer leurs opinions".

Elle a mis aussi l'accent sur "la nécessité pour les enfants de pratiquer des activités du monde réel loin du virtuel des différents supports médiatiques et des réseaux sociaux

dans le but de les protéger contre tout risque d'accoutumance aux médias virtuels et de les aider à renouer progressivement avec la vie normale et à sortir de l'isolement social tout en renforçant les liens familiaux". L'ARAV a appelé en outre à "respecter les droits des enfants aux besoins spécifiques en leur accordant un intérêt particulier à même de favoriser leur insertion sociale et leur participation à la vie scientifique, culturelle, artistique et récréative".

Elle a, par ailleurs, préconisé la mise en place d'un programme national, qui serait un "guide médiatique visant à renforcer la prise de conscience sociale et familiale afin d'être au diapason de l'évolution médiatique et technologique pour préserver l'enfant de conséquences de cette évolution". L'ARAV a fait savoir qu'elle y participera, en collaboration avec les acteurs, les spécialistes et les professionnels concernés, en vue de promouvoir le professionnalisme des journalistes et renforcer les connaissances des familles et de tous ceux qui s'intéressent aux enfants", soulignant que ce guide "facilitera le traitement par les médias des sujets liés à cette catégorie".

BATNA La cueillette du thym sauvage bat son plein

En plein cœur du parc national de Belezma à Batna, la cueillette du thym sauvage ou Zaâtar, à la fois aromate à l'odeur puissante et plante médicinale aux vertus reconnues, bat son plein sur les collines rocailleuses de Theniet Zaatar (vallée du thym) sur les hauteurs du village Bozzo (Ali Nemeur) de la commune de Meraouana.

Kamel Selloum, Zidane et leur groupe d'amis qui habitent la ville de Merouana ramassent pendant des heures les petites feuilles de cette plante chaque vendredi depuis fin avril.

"Nous venons le matin ou à la mi-journée et nous ne rentrons qu'à l'approche du Maghreb", confie Zidane couché sur le flanc en train de ramasser pour arriver à difficilement discernable pour le non-initié des autres plantes vertes composant la pelouse luxuriante et verdoyante revêtant ce parc national de 26.250 hectares classé par l'Unesco depuis 2015 réserve de la biosphère. Chaque jour des dizaines d'hommes mais aussi de femmes envahissent ce site également désigné localement par "Oulemouthène". Ils doivent se placer sur les genoux pour arriver à distinguer la précieuse plante. Jadis, le thym s'élevait au-dessus de u sol et était reconnaissable de loin par ses fleurs blanches virant vers le rose et on pouvait le couper avec une faucille, assure Mohamed assis non loin de sa petite ferme qui souligne que la cueillette intense et prématurée du Zaâtar a fini par réduire les aires de croissance naturelle de la plante.

Certains même coupent la plante par les racines empêchant sa régénération, regrette-t-il. Ce rythme d'exploitation met en péril le Zaâtar dans cette zone du parc de Belezma avec même le risque

d'extinction, estime Hakim photographe et fervent défenseur de la faune et de la flore de ce parc, et très actif sur le réseau social Facebook. Pour Kamel et ses amis, la recherche de cette plante médicinale "par excellence" répond exclusivement à un usage personnel.

Elle est tout indiquée pour les problèmes de santé durant le froid, assure Kamel qui précise qu'il a pris l'habitude de sécher le thym avant de le broyer en farine pour en mélanger une cuillère à café avec de l'huile d'olive dans un petit flacon de 20 ml qui, après une dizaine de jours, devient un remède très efficace contre les toux et bronchites surtout des enfants. "J'en prépare ainsi chaque année pour mon usage personnel et celui de mes proches", ajoute-t-il en enchaînant que le thym broyé peut être utilisé avec de l'huile d'olive com me baume appliqué sur les poitrines des nouveau-nés et enfants pour traiter certains problèmes respiratoires liés au froid.

Le parc national de Belezma, une réserve naturelle des plantes médicinales aurésiennes

Pour d'autres cueilleurs du site, le thym sauvage est source de revenus d'appoint puisque un bol de ses feuilles miraculeuses peut se vendre de 500 DA en temps de cueillette à 1.500 DA et plus en hiver, assurent certains d'entre eux.

Aromate recherché sous d'autres noms, le thym appelé en chaoui Legrich Edjerthil est dans les Aurès un conservateur alimentaire naturel mais surtout un remède traditionnel naturel dont l'usage et les recettes sont transmis et confirmés d'une génération à l'autre et ce pouvoir curatif est confirmé par les nouvelles



recherches. Ainsi, il a été montré que le thym sauvage (thymus vulgaris) contient une huile essentielle (thymol) qui lui confère des vertus antiseptiques, toniques, stomachiques, sédatives, antispasmodiques et expectorantes, assure Hamchi Abdelhafidh, ancien cadre du parc national de Belezma dans son ouvrage sur "les plantes médicinales du parc national de Belezma (Batna)".

Le parc national de Belezma chevauche les huit communes de Batna, Oued El ma, Sériana, Fesdis, Oued Chaâba, Djerma, Hidoussa et Merouana. Célèbre pour ses 5.315 hectares de majestueux cèdres de l'Atlas, cette réserve naturelle renferme une riche flore de près de 650 espèces dont 140 plantes médicinales.

Ces plantes composant la pharmacopée séculaire aurésienne sont traditionnellement cueillies et proposées à la vente par les herboristes de la région.

IRAN - ETATS-UNIS

Retour en Iran d'un scientifique iranien libéré par Washington

Un scientifique iranien, Cyrus Asgari, libéré après plusieurs années de détention aux Etats-Unis, "est rentré en Iran", rapportent mercredi les médias iraniens.

Accusé en 2016 de "vol de secrets industriels" durant une visite académique dans l'Ohio aux Etats-Unis, M. Asgari a été acquitté en novembre 2019.

Malgré cela, il était resté incarcéré aux Etats-Unis, apparemment pour des raisons liées aux lois sur l'immigration.

En mars dernier, le chercheur iranien a déclaré, au quotidien britannique The Guardian, que la police de l'immigration américaine le gardait dans un centre de détention en Louisiane sans installations sanitaires de base et refusait son retour en Iran malgré son acquit-



Chercheur à l'Université de technologie de Sharif à Téhéran, M. Asgari semble avoir été

relâché hors du cadre d'un échange de prisonniers, un fait rare entre les deux pays qui n'ont plus de relations diplomatiques depuis 1980.

L'Iran détient au moins cinq Américains tandis que près d'une vingtaine d'Iraniens sont détenus dans les prisons américaines.

"Bonne nouvelle, un avion transportant le Dr Cyrus Asgari a décollé d'Amérique.

Félicitations à son épouse et à sa famille", a écrit mardi le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, sur son compte Instagram.

TEMPÊTE AMANDA

26 morts en Amérique centrale

La tempête tropicale Amanda, la première venue du Pacifique cette année, a fait 26 morts au Salvador, au Guatemala et au Honduras en fin de semaine dernière, selon de nouveaux bilans publiés mardi.

La région reste en alerte, une autre tempête, Cristobal, s'étant formée dans le Golfe du Mexique, selon le centre national des ouragans des Etats-Unis (NHC).

Le nombre de morts est passé de 16 à 20 au Salvador, le pays le plus durement frappé par Amanda, a indiqué mardi le ministère de l'environnement de ce pays d'Amérique cen-

trale. L'une des sept personnes qui y étaient portées disparues a en revanche été retrouvée en vie, a annoncé un haut-fonctionnaire à San Salvador, Carolina Recinos, qui a aussi fait état de 2.000 habitations "complètement détruites".

Quelque 7.886 personnes ont été évacuées et transférées dans 179 abris. Le passage d'Amanda et de ses pluies torrentielles a provoqué inondations, glissements de terrain, coupures de courant et d'alimentation en eau potable.

En raison des sols gorgés d'eau et des fortes pluies attendues avec le

passage de la tempête Cristobal, le ministère de l'Environnement a mis en garde contre "une forte probabilité de nombreux glissements de terrain et de chutes de pierres". Au Honduras, quatre personnes ont trouvé la mort, emportées par le courant. Les pluies ont provoqué inondations et glissements de terrain dans plusieurs régions du pays, selon les autorités.

Deux personnes ont par ailleurs été tuées et deux blessées au Guatemala, où les autorités ont fait état de 500 habitations endommagées.

RUSSIE

Une pollution au carburant en Sibirie orientale

Près de 20.000 tonnes de carburant se sont déversées par accident dans un cours d'eau au nord de la ville arctique de Norilsk (Sibirie orientale) poussant les autorités à décréter une "situation d'urgence" et soulevant l'inquiétude d'écologistes et de riverains.

Dans un communiqué, l'association écologiste WWF s'est réjouie mardi que la pollution ait pu être contenue par des barrages flottants, mis en place par les autorités, avant d'atteindre un grand lac au nord de la ville arctique de Norilsk (Sibirie orientale).

Des images satellites publiées par l'ONG montrent de grandes étendues rouges, causées par le car-

burant, couvrant une rivière locale, l'Ambarnaïa. Sur les réseaux sociaux, plusieurs habitants ont posté des vidéos montrant des parties du cours d'eau polluées.

La pollution a été causée par la fuite, signalée vendredi dernier, d'un réservoir de carburant d'une centrale thermique située à quelques kilomètres à l'ouest de Norilsk.

"Un réservoir de diesel a été endommagé et a connu une fuite à cause de l'affaissement soudain de piliers ayant tenu pendant 30 ans sans aucune difficulté", a indiqué dans un communiqué le géant minier Nornickel, propriétaire de l'entreprise exploitant la centrale. La cité indus-

trielle de Norilsk est entièrement construite sur le permafrost, menacé par la fonte des glaces causée par le changement climatique.

Mais les autorités et les écologistes n'ont pas encore établi les raisons exactes de l'accident, ni de lien avec l'évolution du climat. Le Parquet de la région de Krasnoïarsk a indiqué qu'une "situation d'urgence" naturelle avait été décrétée au niveau local. Une enquête a également été ouverte pour "contaminations des sols". Selon le Comité d'enquête russe, la pollution représente "environ 20.000 tonnes d'hydrocarbures déversés sur près de 350 mètres carrés". Lors d'une réunion mardi, Sergueï

Lipine, le directeur de la société NTEK qui exploite la centrale électrique, a affirmé que 500 mètres cubes de produits pétroliers avaient été retirés par une équipe de près de 90 travailleurs, toujours à pied d'oeuvre.

L'unité locale de l'agence sanitaire russe Rospotrebnadzor a affirmé ne pas avoir relevé de pollution des nappes phréatiques, selon un communiqué publié sur le site de la région de Krasnoïarsk.

WWF appelle néanmoins à mettre en place une surveillance de la qualité de l'eau en aval, pour éviter que des produits toxiques ne se répandent jusqu'à des réserves naturelles.

Un mort dans un incendie à l'hôpital à Saint-Petersbourg

Un patient est mort mercredi dans un incendie à l'hôpital Botkine de Saint-Petersbourg, spécialisé dans les maladies infectieuses, selon les services d'urgences de la deuxième ville de Russie, précisant que l'incident était clos.

"Ce sont les draps dans une chambre qui ont brûlé.

Le patient y était seul, il n'y a pas eu de flammes. Il est mort étouffé

par les gaz. Il a été tenté de le réanimer, mais cela n'a pas été possible", a indiqué un porte-parole des services d'urgence, Andreï Litovko.

La victime "n'est pas un patient atteint du Covid-19", alors que cet hôpital accueille de nombreux malades du nouveau coronavirus, a-t-il précisé.

Les agences russes Interfax, Ria Novosti et Tass, citant une source non identifiée au sein des secours,

ont indiqué qu'a priori, le feu avait été déclenché par le patient lui-même qui a fumé au lit et s'est probablement endormi avec sa cigarette allumée.

En mai, deux incendies, l'un à Saint-Petersbourg et l'autre à Moscou, ont fait six morts, des feux provoqués par des défaillances sur des respirateurs artificiels auxquels étaient rattachés des patients du Covid-19.

AFRIQUE DU SUD

La justice ordonne la révision de certaines mesures du confinement

La justice sud-africaine a ordonné mardi au gouvernement de revoir certaines mesures décidées dans le cadre du confinement contre le coronavirus, estimant qu'elles violaient les libertés garanties par la Constitution.

"Les mesures promulguées par le ministre de la Coopération et des Affaires traditionnelles", Nkosazana Dlamini-Zuma, "sont déclarées anticonstitutionnelles et invalides", a estimé un juge de Pretoria, saisi par des ONG et un individu.

Le magistrat a toutefois suspendu l'application de sa décision pendant deux semaines afin de laisser au gouvernement le temps de "revoir, amender et republier" les mesures à ses yeux contraires à la loi.

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a ordonné le 27 mars à ses 57 millions de concitoyens un confinement destiné à ralentir la propagation du Covid-19, qui, à ce jour, contaminé plus de 35.000 personnes et tué plus de 700 d'entre elles.

Si elle a permis de ralentir la progression de la maladie, cette mesure a aussi mis l'économie du pays, déjà en récession, au ralenti et considérablement limité la liberté de mouvement de la population.

M. Ramaphosa a progressivement assoupli ce régime strict. Le pays est ainsi passé lundi au niveau d'alerte sanitaire 3 - sur une échelle de 5 - qui autorise notamment le redémarrage progressif de la quasi-totalité des secteurs de l'économie.

Son approche prudente a suscité de nombreuses critiques, aussi bien de ses adversaires politiques que de simples citoyens qui la jugent dangereuse pour la survie de l'économie et les libertés individuelles.

Dans le jugement rendu mardi, le magistrat a estimé que toute une série de restrictions imposées aux citoyens, notamment pour assister aux enterrements ou faire du sport, n'étaient "pas rationnellement justifiées par l'objectif de ralentir ou de limiter le taux d'infection par le virus".

Dans un bref communiqué, le gouvernement s'est contenté pour l'heure de "prendre acte" de la décision de justice.

INDE-CYCLONE

Les habitants de Bombay appelés à rester confinés

Les bureaux sont fermés, tout rassemblement interdit et les habitants appelés à rester confinés mercredi à Bombay face à l'avancée du cyclone Nisarga, attendu dans la journée sur la côte occidentale de l'Inde.

Première tempête tropicale d'ampleur à affecter la capitale économique indienne en plus de 70 ans, Nisarga doit toucher terre mercredi après-midi à une centaine de kilomètres au sud de Bombay avec des vents soufflant jusqu'à 120 km/h.

Les Etats du Maharashtra, dont Bombay est la capitale, et du Gujarat ont évacué au moins 100.000 personnes résidant dans des zones côtières à risques et ont appelé les pêcheurs à ne pas sortir en mer.

"Les bureaux, industries et autres activités qui ont commencé à fonctionner (avec le déconfinement, ndr) seront fermés demain et après-demain", a tweeté mardi soir Uddhav Thackeray, chef de l'exécutif du Maharashtra. "Pour votre sécurité et bien-être, ne sortez pas de votre maison", a-t-il conseillé à ses administrés, avertissant aussi que les importantes précipitations risquent de provoquer des coupures d'électricité.

A Bombay, mégapole de 18 millions d'habitants déjà éprouvée par l'épidémie de coronavirus, la police a annoncé de nouvelles restrictions alors que le confinement commençait seulement à être assoupli après plus de deux mois de mesures draconiennes.

"Évitez de sortir sur les plages de la côte, les promenades, les parcs et autres lieux de ce type le long de la côte", ont tweeté les forces de l'ordre.

Les rassemblements de quatre personnes ou plus sont prohibés dans la ville jusqu'à jeudi après-midi.

Les cyclones sont extrêmement rares à Bombay, construite face à la mer d'Arabie.

La dernière tempête d'importance à avoir frappé la ville remonte à 1948 et avait tué 12 personnes et blessé plus d'une centaine.

Ce cyclone apparaît deux semaines après le puissant cyclone Amphan, qui a fait une centaine de morts dans l'est de l'Inde et au Bangladesh et causé des dommages matériels considérables.

S A N T É - A L G É R I E

ORAN

Un mini respirateur d'urgence conçu par des chercheurs

Un mini respirateur d'urgence a été créé par une équipe de jeunes chercheurs de l'Université des sciences et de la technologie d'Oran "Mohamed Boudiaf" (USTO-MB), a-t-on appris mardi des concepteurs de cet équipement médical destiné à la prise en charge des patients en insuffisance respiratoire. Cette initiative entre dans le cadre des actions de solidarité avec les structures hospitalières luttant contre le coronavirus, a précisé à l'APS le directeur du Laboratoire d'aéronautique et systèmes propulsifs (LASP) de la faculté de génie mécanique de l'USTO-MB, Pr. Bachir Imine.

Le prototype a été réalisé en moins de deux mois au titre d'une collaboration entre le LASP, le groupe de bénévoles "Acting For Djazair" composé de compétences scientifiques nationales activant en Algérie et à l'étranger et l'Institut de mécatronique de l'Université de Barcelone (Espagne), a expliqué M. Imine.

Le mini respirateur a pour avantage de "répondre aux besoins des hôpitaux en situation de sur-nombre de patients en insuffisance respiratoire", a fait valoir ce chercheur, évoquant également "la possibilité d'embarquer cet équipement dans une ambulance pour l'évacuation d'un malade, contrairement au respirateur conventionnel qui ne peut être déplacé hors du service hospitalier". Le prototype est en cours de développement pour la mise au point de sa version finale "plus sophistiquée", a annoncé M. Imine, affirmant que son Laboratoire est disposé à accompagner toute structure sanitaire, publique ou privée, désirant adopter ce type d'appareil. "La fabrication du mini respirateur est peu coûteuse, d'autant que les composants sont disponibles sur le marché algérien", a assuré le chercheur.

RELIZANE

Rétablissement de 90 malades du coronavirus

La wilaya de Relizane a enregistré la guérison de 90 malades du coronavirus (covid-19), depuis l'apparition de l'épidémie à ce jour, a-t-on appris mardi auprès de la Direction locale de la Santé et de la Population (DSP).

La même source a précisé que ces personnes ont quitté les établissements hospitaliers publics d'Oued Rhio, Mazouna, et Relizane, et ce après que les résultats des analyses de laboratoire de l'annexe de l'Institut Pasteur d'Oran aient confirmé leur guérison totale.

Les deux derniers cas traités ont quitté, lundi, l'établissement hospitalier public "Mohamed Boudiaf", portant le nombre des cas guéris dans cet établissement hospitalier à 37 personnes, a précisé la même source, ajoutant que les services de l'hôpital procèdent actuellement au nettoyage et à la stérilisation du service des maladies infectieuses et des épidémies qui prenait en charge les malades atteints du coronavirus. Ces malades ont été soumis au protocole de traitement de l'hydroxychloroquine, A-t-on fait savoir.

Par ailleurs, la DSP a lancé de nouveau un appel à la population l'invitant à respecter les mesures de prévention pour éviter la propagation de la pandémie comme le port du masque de protection et le respect strict de la distanciation sociale.

TÉBESSA

Rétablissement de 80 malades

Quatre-vingt (80) malades atteints du coronavirus sont guéris dans la wilaya de Tébéssa et ont quitté le service de référence au niveau de l'établissement public hospitalier (EPH) "Bouguerra Boulares" de Bekaria depuis l'apparition de cette pandémie, a indiqué mardi le directeur local de la santé et de la population (DSP), Saïd Belaid.

Il a précisé que la guérison de 57 de ces cas a été confirmée par des analyses effectuées à l'annexe de l'Institut Pasteur de Constantine et 23 autres cas ont été confirmés par scanner et soumis au protocole de traitement à l'hy-

droxy-chloroquine. Le même responsable a révélé que les personnes rétablies qui ont quitté le service de référence sont soumises à un confinement à domicile obligatoire pendant 14 jours, dans le but de garantir leur rétablissement complet et d'éviter toute éventuelle contamination notamment aux membres de leurs familles.

La DSP a réitéré son appel aux citoyens pour davantage de précaution afin d'éviter la propagation de la pandémie, notamment le port des masques de protection et le respect strict de la distanciation sociale.

CORONAVIRUS

113 nouveaux cas, 173 guérisons et 6 décès en Algérie durant les dernières 24h

Cent-treize (113) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 173 guérisons et 6 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, mardi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total de cas confirmés s'élevait ainsi à 9626, soit 22 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 667, alors que le nombre des patients guéris passe à 6067, a précisé M. Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie du Covid-19.

Les nouveaux cas de décès ont été recensés dans les wilayas de Blida, Souk Ahras, Sétif, M'Sila, Chlef et Batna, ajoutant que les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 66 % du total des cas de décès.

En outre, 29 wilayas ont enregistré des taux inférieurs au taux national, alors que 17 autres n'ont recensé



aucun nouveau cas positif au coronavirus durant les dernières 24 heures. Par ailleurs, le nombre de patients

ayant bénéficié du protocole de traitement en vigueur s'élevait à 18545, comprenant 8256 cas confirmés selon les tests virologiques (PCR) et 10289 cas suspects selon des indications de l'imagerie et du scanner, a ajouté M. Fourar, précisant que 27 patients sont actuellement en soins intensifs.

Enfin, le même responsable a rappelé l'impératif de faire preuve de "prudence permanente, de respecter strictement les conditions d'hygiène, de la distanciation sociale, du confinement ainsi que de porter obligatoirement le masque, en toutes circonstances, afin d'endiguer la pandémie".

LEVÉE DU CONFINEMENT

Belhimer : « le comité scientifique, seul habilité à donner le feu vert »

Le ministre de la Communication, Amar Belhimer a affirmé mardi à Alger que le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, était le seul habilité à donner le feu vert pour la levée ou pas du confinement sanitaire.

"Composé des meilleurs médecins et spécialistes, le Comité est le seul habilité à donner le feu vert pour la levée ou pas du confinement sanitaire", a indiqué M. Belhimer dans un entretien accordé au quotidien arabophone "El Khabar", soulignant dans le même cadre que le déconfinement était tributaire "du respect par les citoyens des mesures de confinement et du respect des mesures préventives, dont le port du masque de protection, devenu obligatoire depuis le premier jour de l'Aïd El Fitr, en application de la décision du Conseil des ministres tenu le 20 mai dernier".

Rappelant que l'obligation du port du masque intervient en application des ordres du président de la République et dans un souci de préservation de la santé et de la sécurité des citoyens dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de nouveau coronavirus, le ministre de la Communication a souligné que les contrevenants encourrent des peines sévères. Le gouvernement a mis à la disposition tous les moyens avec des prix raisonnables, a ajouté le ministre,

relevant les initiatives des citoyens qui ont contribué avec plusieurs moyens de protection fabriqués localement, ce qui montre a-t-il dit "l'esprit de solidarité habituel qui anime les algériens".

Les moyens mis en place par l'Etat algérien au profit de ces citoyens dans le cadre de la lutte contre l'épidémie "peut être étudié en tant que stratégie de riposte à cette pandémie ou à d'autres", a estimé M. Belhimer, soulignant que les institutions de l'Etat "se sont mobilisées dès le début sur les plans financier, sanitaire et des services".

La prise en charge de l'Etat s'est poursuivie sans interruption aux niveaux intérieur et extérieur", toutes les conditions nécessaires au rapatriement à titre gracieux des Algériens ayant été réunies et la prise en charge sanitaire ayant été assurée en continue, a fait valoir le ministre.

Il a, dans ce contexte, rappelé sur décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, "plusieurs mesures anticipatives" ont été prises à travers le déblocage d'un budget initial de 3,7 milliards de DA pour la prise en charge des dépenses urgentes et l'allocation d'un montant de 100 millions de dollars pour l'acquisition d'équipements de protection, de produits pharmaceutiques et de dispositifs médicaux.

De plus, le Gouvernement a accompagné depuis le début "les personnes impactées par cette pandémie, en particulier celles à faible et moyen revenus journaliers", a ajouté le ministre, rappelant à ce titre la décision de mise en congé exceptionnel rémunéré de 50% des effectifs.

Qui plus est, l'allocation exceptionnelle de 10.000 DA en faveur des familles nécessiteuses a bénéficié jusqu'au 27 mai à 321.955 personnes en plus des aides du ministère de la Solidarité nationale au profit des retraités et des personnes âgées, a-t-il poursuivi, relevant que la dernière réunion du Conseil des ministres avait décidé de reconduire ce soutien jusqu'au mois de juin en cours.

"Ce Gouvernement est celui de tous les Algériens, aussi bien ceux qui le

soutiennent que ceux qui s'y opposent", a-t-il soutenu.

A cette occasion, il a salué la mobilisation de tous ceux qui ont joué "un rôle national de solidarité" pour faire face à cette pandémie, à l'instar des services de santé, des agents de la sûreté nationale, de la protection civile et de l'information national, soulignant "le rôle éminent" de l'Armée nationale populaire (ANP) dans le transfert du matériel médical.

Pour ce qui de la levée du confinement dans quatre wilayas (Saïda, Tindouf, Illizi et Tamanrasset), le ministre a précisé que cela s'explique par le fait de passer d'une étape à risques à une étape à moindres risques qui est celle la coexistence où l'on affronte la situation de manière plus sereine, loin de toutes tensions et de panique, réaffirmant que l'Etat a adopté, dès le début de la pandémie, une transparence absolue et une honnêteté totale pour ce qui est des chiffres avancés, cela étant un élément constant des fondements de la nouvelle Algérie.

"Des solutions seront apportées à certaines défaillances pour les éviter dans les prochains jours", a-t-il assuré.

Concernant l'autorisation du ministère de la Justice à reprendre l'action judiciaire, M. Belhimer a fait savoir que le ministre de la Justice "se référera aux requêtes des détenus qui attendent de comparaître devant la justice", précisant que "certaines décisions sont soumises au pouvoir discrétionnaire au cas par cas, suivant la nature des urgences et des dossiers à l'effet de respecter la confidentialité et l'indépendance des procédures judiciaires.

Cette mesure "sera soumise aux dispositions sanitaires et préventives durant le déroulement du procès", a-t-il ajouté. Concernant la Loi de finances complémentaire (LFC) 2020, le ministre a indiqué que les nouvelles mesures relatives aux prix du carburant s'inscrivent dans le cadre de la stratégie de transition énergétique des produits pétroliers en énergies renouvelables amis de l'environnement.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

Le bilan de la pandémie dans le monde atteint 377.213 morts et 6.320.480 cas

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 377.213 morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine, selon un bilan médiatique établi mardi à partir de sources officielles.

Plus de 6.320.480 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 2.662.300 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations.

Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.

Depuis le comptage réalisé la veille, 3.774 nouveaux décès et 101.145 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nou-



veaux décès sont les Etats-Unis avec 986 nouveaux morts, le Brésil (623) et le Royaume-Uni (324).

Les Etats-Unis, qui ont recensé leur premier décès lié au coronavirus début février, sont le pays le plus touché tant en nombre de

morts que de cas, avec 105.644 décès pour 1.820.523 cas. Au moins 458.231 personnes ont été déclarées guéries.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Royaume-Uni avec 39.369 morts pour 277.985 cas,

l'Italie avec 33.530 morts (233.515 cas), le Brésil avec 29.937 morts (526.447 cas), et la France avec 28.940 morts (188.322 cas, bilan revu mardi à la baisse par les autorités).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 82 décès pour 100.000 habitants, suivi par l'Espagne (58), le Royaume-Uni (58), l'Italie (55), et la France (44).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao), où l'épidémie a débuté fin décembre, a officiellement dénombré au total 83.022 cas (5 nouveaux entre lundi et mardi), dont 4.634 décès (0 nouveaux), et 78.315 guérisons.

1.081 morts aux Etats-Unis en 24 heures

Le nouveau coronavirus a fait 1.081 décès supplémentaires en 24 heures aux Etats-Unis, selon le comptage mardi à 20H30 (00H30 GMT mercredi) de l'université Johns Hopkins, qui fait référence.

Cela porte à 106.180 le nombre total de morts dans le pays, où 1.831.435 cas ont par ailleurs été recensés, d'après les chiffres, actualisés en continu, de l'université basée à Baltimore.

Les Etats-Unis sont de loin, avec ce bilan, le pays le plus touché au monde en valeur absolue par la pandémie de

Covid-19. Cette dernière a fait au moins 379.585 morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine, selon un bilan établi par des médias à partir de sources officielles mardi à 00H30 GMT.

L'ensemble des Etats américains ont, à des degrés divers, assoupli leurs mesures de confinement. Mais des dizaines de grandes villes américaines ont décrété des couvre-feux nocturnes face aux violences qui ont gagné le pays à la suite de la mort de George Floyd, un homme noir asphyxié par un policier blanc la semaine dernière à Minneapolis.

SUISSE

Un vaccin testé prochainement sur des souris

Un vaccin contre le Covid-19 développé à Genève sera testé sur des souris dans les semaines à venir et si les résultats sont positifs, des essais cliniques pourraient alors être rapidement menés, ont fait savoir mardi les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG).

Le vaccin utilise la technique d'encapsulation cellulaire.

Cette méthode fait déjà l'objet de tests cliniques de phase II menés par les HUG en collaboration avec la société genevoise de biotechnologies MaxiVAX dans le domaine de l'immunothérapie des cancers.

L'encapsulation cellulaire sert à envelopper des cellules dans une membrane semi-perméable, puis d'injecter le tout chez des patients afin de diffuser en continu une substance désirée. La fonction de la membrane est de protéger les cellules implantées contre l'immunité cellulaire de l'hôte. Selon les HUG, cette technique est parfaitement adaptée à l'administration chronique ou localisée de protéines recombinantes telles que les immuno-

stimulateurs. Le potentiel vaccin combinerait un immuno-stimulateur et une cible spécifique du coronavirus, dans le cas présent, la protéine de surface Spike. La méthode de l'encapsulation cellulaire présente l'avantage de permettre une immunisation prolongée, alors qu'une immunisation classique ne dure que quelques heures après l'injection.

Ce délai donne au système immunitaire du patient le temps de stimuler une réaction immunologique contre le pathogène ou la maladie, précise-t-on.

La technique d'encapsulation est déjà utilisée pour traiter des personnes atteintes de cancers avec métastases réfractaires aux traitements classiques.

L'objectif est d'appliquer ces connaissances à la mise au point d'un vaccin contre le SARS-Cov-2, font savoir les HUG. Si les essais précliniques puis cliniques se montrent concluants, ce procédé représente une piste de développement d'un vaccin.

Le traitement pourrait alors être destiné en priorité aux personnes



âgées et à celles qui présentent des comorbidités, les populations les plus à risque face au Covid-19.

Le projet de vaccin contre le SARS-Cov-2 est le fruit d'une collaboration entre les HUG, la société MaxiVAX, la Faculté de Médecine de l'Université de Genève (UNIGE) et le Centre de Recherche en Infectiologie de l'Université Laval de Québec, au Canada.

INDE

Le nombre de cas d'infection dépasse les 200.000

Le nombre de cas d'infection au nouveau coronavirus en Inde a dépassé la barre des 200.000, atteignant 207.615 mercredi matin, tandis que le bilan des décès a atteint 5.815, selon les dernières données publiées par le ministère de la Santé.

Pas moins de 217 nouveaux décès et 8.909 nouveaux cas ont ainsi été signalés ces dernières 24 heures, a-t-il indiqué. Il s'agit de la plus forte hausse sur une seule journée

en termes de nouveaux cas dans le pays.

Mardi matin, le nombre de cas de COVID-19 dans le pays était de 198.706 et le nombre de décès de 5.598. Selon des responsables du ministère, on recense à ce jour 100.303 guérisons, tandis que le nombre de cas actifs est actuellement de 101.497. La phase 5 du confinement est entrée en vigueur lundi, marquée par plusieurs assouplissements et une réouverture progressive.

BRÉSIL

Record de décès au cours des dernières 24 heures

Le ministère brésilien de la Santé annoncé que son pays a franchi mardi le cap des 30.000 morts du coronavirus, à 31.199, après avoir enregistré un chiffre record de décès au cours des dernières 24 heures.

Ce pays de 212 millions d'habitants a déploré en effet 1.262 morts supplémentaires, le bilan quotidien le plus élevé depuis le 21 mai (1.188), ce qui témoigne de la poursuite de la phase ascendante de la pandémie.

Le Brésil, pays qui représente à lui seul plus de la moitié des cas et des morts du coronavirus en Amérique latine, a enregistré au total 555.383 cas confirmés de Covid-19, après une forte progression de près de 29.000 cas au cours des dernières 24 heures.

Ces chiffres, dont la communauté scientifique estime qu'ils sont grossièrement sous-évalués dans un pays ne pratiquant que très peu de tests, situent le Brésil à la 4e place dans le monde pour les morts, derrière les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Italie.

Les deux Etats brésiliens les plus touchés sont Sao Paulo et Rio de Janeiro, dans le Sud-est.

Signal inquiétant, Sao Paulo a enregistré ses chiffres les plus élevés à la fois de décès et de contaminations mardi en 24 heures depuis l'apparition de la Covid-19, et déplore désormais 7.994 morts et près de 120.000 cas.

Celui de Rio de Janeiro, qui a lui aussi entamé mardi un déconfinement, déplore 5.686 morts de la pandémie et plus de 56.000 cas de contamination.

COLOMBIE

Plus de 1.000 morts du covid-19

La Colombie a dépassé mardi les 1.000 morts du nouveau coronavirus, moins de trois mois après la détection du premier cas de contagion, a annoncé le ministère de la Santé.

Avec 40 nouveaux décès répertoriés mardi, ce pays de 48 millions d'habitants a atteint le nombre total de 1.009 morts, selon le bilan quotidien publié par le ministère.

Bogota, la capitale de quelques huit millions d'habitants, est la ville comptant le plus de décès, avec au moins 258 morts confirmés du Covid-19.

Le département de l'Amazonas et son chef-lieu Leticia, à la frontière avec le Brésil, détiennent le taux le plus élevé de mortalité par million d'habitants, avec 790 morts.

Suivent la touristique Carthagène des Indes (nord, côte Caraïbe) avec 153 décès et le port de Buenaventura (sud-ouest, côte Pacifique) avec 63.

La 4e économie d'Amérique latine a en outre dépassé les 30.000 cas confirmés, avec un total de 31.833 personnes contaminées, dont 1.340 annoncées mardi.

Bogota est le principal foyer d'infections avec plus de 10.700 cas. Le président de droite Ivan Duque a déclaré le 24 mai que 90% des unités de soins intensifs du pays étaient désormais disponibles et préparées pour recevoir des patients du covid-19.

Le chef de l'Etat a assuré que la pandémie est relativement contrôlée et salué la situation de la Colombie par rapport à d'autres pays latino-américains, comme le Brésil, le Chili, le Pérou ou l'Equateur, dont les services médicaux sont saturés. Dans un entretien publié dimanche par le quotidien El Tiempo, il a précisé que 79% des cas se concentrent dans 10 des 1.103 municipalités du pays, et 66% des décès dans cinq communes.

Le nouveau coronavirus avait été détecté pour la première fois en Colombie le 6 mars, chez une étudiante de 19 ans revenant d'Italie.

Le gouvernement avait décrété l'urgence sanitaire et le confinement général de la population le 25 mars, prolongé plusieurs fois et jusqu'au 30 juin inclus.

Les mesures ont été assouplies depuis la fin du mois d'avril, afin de réactiver progressivement l'économie, fortement affectée en outre par la chute des cours du pétrole, l'un des principaux produits d'exportation, avec chômage de 23,5% dans les zones urbaines, le pire depuis 2001.

GASTRO-ENTÉRITE

QUELS MÉDICAMENTS POUR SOULAGER LES SYMPTÔMES ?

La gastro-entérite est une infection bénigne. Si vous êtes en bonne santé, elle devrait passer en 2 ou 3 jours. Pour vous aider à soulager nausées et diarrhées, vous trouverez en pharmacie certains médicaments bien utiles en période d'épidémie.

Même si certains d'entre nous bénéficieront d'une protection inattendue face aux norovirus responsables de la gastro, il faut bien reconnaître qu'en ce moment le risque d'attraper le virus est au plus haut. Tous les voyants sont au rouge selon le réseau de surveillance sentinelles. C'est plus que jamais le moment de se protéger de la propagation du virus en étant intraitable sur l'hygiène des mains.

Mais on ne vous garantit pas que cela sera suffisant pour rester vaillant... Alors, avant de succomber à la gastro, vérifiez que vous avez bien les bons médicaments dans l'armoire à pharmacie.

Les médicaments contre les vomissements

Il soulage nausées et vomissements. Pour qui ? Pour les adultes mais, à demi-dose, il convient aussi aux enfants. Les femmes enceintes peuvent également suivre ce traitement.

Comment l'utiliser ? Faites fondre en bouche ou dans un peu d'eau 2 à 4 comprimés par jour, 15 à 30 minutes avant les repas ou au moment des symptômes.

Attention : limitez le traitement à 48 heures.

LES MÉDICAMENTS SUR ORDONNANCE
DU MÉDECIN

Nausealim®

Le diméthhydrate est un antihistaminique qui lutte contre l'envie de vomir. Depuis 2016, il n'est plus en vente libre en raison de son usage détournée par certains adolescents.

Pour qui ? Surtout pour les enfants mais il convient aussi à l'adulte.

Comment l'utiliser ? Pour les enfants de 2 à 6 ans, une demi à une c. à café toutes les 6 à 8 heures. Pour les 6-15 ans, doublez les doses et comptez environ 30 minutes pour que le produit fasse complètement effet. Chez l'adulte, une à deux c. à soupe toutes les 6 à 8 heures.

Primpéran®

Pour qui ? Ce médicament est contre-indiqué chez les moins de 18 ans.

Comment l'utiliser ?

En respectant un intervalle d'au moins 6 heures entre les prises : 1 à 2 cuillères à café 3 fois par jour, avant les repas.

Contre-indications : déconseillé chez les épileptiques. Diminuer les doses en cas d'insuffisance rénale ou hépatique.

Motilium®

Pour qui ? Ce médicament a été interdit par l'Agence du médicament aux enfants de moins de 12 ans.

Comment l'utiliser ?

Avez les repas : 10 à 20 ml (soit 2 à 4 seringues) 3 ou 4 fois par jour.

Les médicaments contre la diarrhée
Il contient de la loperamide, une argle qui, en cas de diarrhée aiguë, protège la muqueuse et adsorbe les toxines. Mais en raison

de la présence infime de plomb dans l'argile, le Smecta est désormais interdit aux enfants de moins de 2 ans.

Comment l'utiliser ? 1 sachet après chaque selle liquide, mais sans dépasser 3 sachets par jour.

Imosec®

Il contient du loperamide, qui ralentit le transit intestinal jusqu'à stopper la diarrhée.

Pour qui ? Uniquement pour les adultes. Comment l'utiliser ? Avalez 2 gélules d'emblée, puis une après chaque selle liquide, sans dépasser 6 à 8 gélules par jour. Arrêtez le traitement dès que tout est rentré dans l'ordre.

A noter : Ce produit n'agit pas sur la cause de la gastro-entérite. Il peut en outre retarder l'élimination des germes par "effet bouillon". Ne l'utilisez pas plus de 2 jours.

Tiorfast®

La version "sans ordonnance" du Tiorfast est uniquement réservée à l'adulte.

Comment l'utiliser ? Une gélule d'emblée, quel que soit le moment, puis une gélule trois fois par jour, de préférence avant les repas si vous vous alimentez.

LES MÉDICAMENTS AVEC ORDONNANCE

Tiorfast® Adulte 100 mg, Enfant 30 mg
Cet anti-diarrhéique à base de racécadotril réduit les sécrétions intestinales.

Pour qui ? Adultes, enfants. Il ne convient pas à la femme enceinte ou allaitante.

Comment l'utiliser ? Chez l'adulte, prenez une gélule, 3 fois par jour. Chez l'enfant de 30 mois à 9 ans (de 13 à 27 kg) : 1 sachet par prise. Chez l'enfant de plus de 9 ans (plus de 27 kg) : 2 sachets par prise.

ET CONTRE LA DÉSHYDRATATION

Ressource® Eau Gélifiée

L'eau gélifiée permet de réhydrater. Elle contient du glucose, du sodium, du potassium, mais pas de lactose.

Pour qui ? Pour les personnes âgées ou très affaiblies.

Comment l'utiliser ? Prête à l'emploi, cette gelée se consomme fraîche, à la petite cuillère.

A noter : le produit est stérilisé. Plusieurs arômes sont disponibles : Pamplemousse, citron, fruits rouges, menthe, pomme-poivre...



Les probiotiques pour reconstruire la flore intestinale

Les probiotiques sont des micro-organismes utiles qui colonisent la flore intestinale. Ils permettent notamment de contrer la prolifération des micro-organismes nuisibles qui peuvent, par exemple, provoquer des diarrhées infectieuses. Ils seraient utiles à la fois en traitement préventif et curatif.

On en trouve dans tous les produits laitiers fermentés mais on peut les prendre en compléments alimentaires : les concentrations sont alors beaucoup plus importantes.

Si les symptômes s'aggravent...

Certains signes doivent vous alerter en cas de gastro-entérite : vomissements systématiques pendant plus d'une journée, sang ou pus dans les selles, fortes douleurs abdominales pendant plus de deux heures, plus de 38,5°C de fièvre, signes de déshydratation (sécheresse de la bouche et de la peau, envies d'uriner moins fréquentes et urine plus foncée que d'habitude, irritabilité, crampes, perte de poids et d'appétit, faiblesse, évanouissements). Dans ce cas, vous devez consulter un médecin.

J'AI LA GASTRO, JE MANGE QUOI ?



C'est simple, quand on a une gastro, on n'a envie de rien. Pourtant, même malade, il faut manger un peu. On choisit quoi, en cas de diarrhées ou de vomissements ? Voici la liste des aliments à privilégier en cas de gastro-entérite.

Se réhydrater, c'est certainement ce qu'il y a de plus important en cas de

diarrhées. Il est même possible d'ajouter un peu de sel dans sa boisson (une pincée de sel dans 1 litre d'eau) pour compenser les pertes en minéraux.

Vous pouvez aussi soigner vous-même votre gastro entérée grâce à l'automédication : découvrez nos 8 astuces naturelles pour combattre la gastro vite et bien.

Attraper la gastro dépendrait (aussi) de votre groupe sanguin

Selon notre groupe sanguin, nous serions plus ou moins sensibles aux norovirus responsables de la gastro-entérite. Toutes les régions sont en pleine épidémie de gastro et il suffit de jeter un oeil à la carte épidémiologique du réseau Sentinelles, pour avoir l'impression que notre ventre se tord et que notre estomac gargouille ! Les régions les plus touchées sont les Pays-de-la-Loire, les Hauts-de-France et la Nouvelle-Aquitaine. Bref, il va être bien difficile dans les jours à venir d'échapper au virus... sauf si l'on appartient au groupe sanguin B ! En effet, des chercheurs suédois ont découvert que les norovirus responsables de la gastro-entérite, ont besoin d'un sucre (l'antigène H1) pour se développer sur les cellules. Or, les groupe sanguin B ne possède pas cet antigène, contrairement aux groupes sanguins A, AB et O. Selon les chercheurs, cela expliquerait pourquoi, sur certaines croisrières, un tiers des passagers passe à travers l'épidémie de gastro-entérite qui semble frapper tous les autres voyageurs.

29 SOUCHES DE VIRUS RÉPERTORIÉS
Les scientifiques ont répertorié 29 souches de norovirus qui peuvent transmettre la gastro. Et, selon notre groupe sanguin, nous serions plus ou moins sensibles à telle ou telle souche. Mais les personnes les plus résistantes à tous ces virus seraient celles du groupe sanguin B tandis que les personnes des autres groupes sanguin auraient tendance à tomber plus facilement malade.

Autrement dit, si vous êtes des groupes O, A ou AB, redoublez de vigilance en matière d'hygiène. Lavez-vous régulièrement les mains : la maladie se propage en effet rapidement en touchant un robinet de lavabo, une poignée de porte ou la poignée du cadet au supermarché ! Et gardez en mémoire qu'un 1 g de selles d'une personne infectée peut contenir jusqu'à 10 milliards de particules virales !

Illustration : A. B.

GASTRO POURQUOI LE LAIT FERMENTÉ NOUS FAIT DU BIEN ?

Consommé depuis des siècles, le lait fermenté a toujours été paré de vertus. Aujourd'hui, il est de plus en plus présent dans nos cuisines. Et c'est tant mieux car il contient des milliards de probiotiques, des bactéries vivantes qui ont des effets bénéfiques sur notre santé... surtout en période de gastro !

Il équilibre la flore intestinale. Notre flore intestinale est fragile : une alimentation déséquilibrée, le stress et la prise d'antibiotiques peuvent perturber ce bel équilibre, laissant le champ libre aux micro-organismes indésirables. C'est à ce moment-là que les probiotiques se révèlent utiles. "Comme" toutes les bactéries venues de l'extérieur, les ferments lactiques ne font que passer dans le tube digestif, sans le coloniser. Cependant, durant ce transit, ils peuvent exercer un rôle protecteur. Pour que les bactéries aient une incidence, leur nombre dans le tube digestif doit être supérieur à dix millions. Or, les souches du yaourt et des laits fermentés résistent assez bien à l'acidité de l'estomac : sur dix milliards, il peut en rester au moins un milliard, ce qui est grandement suffisant", explique le Dr Moreau.

Il prévient la gastro

À la naissance, le tube digestif est stérile. En quarante-huit heures, il est colonisé par des milliards de bactéries. Cette flore n'est pas aussi diversifiée que celle de l'adulte (quelques dizaines d'espèces contre plusieurs centaines). Elle est donc plus sensible à l'alimentation et aux agressions extérieures. Plusieurs études réalisées avec des laits fermentés contenant différents probiotiques (lactobacilles, bifidoes...) ont démontré que ces derniers pouvaient enrayer et même prévenir les gastro-entérites dues à des rotavirus.



À noter : Selon une étude finlandaise, l'ingestion de ferments lactiques réduirait aussi la fréquence de l'allergie alimentaire. Celle-ci touche essentiellement les enfants de 0 à 2 ans, y compris des bébés nourris au lait maternel pourtant censé les protéger. Son augmentation dans les pays développés pourrait être liée à un déséquilibre de la flore intestinale dû à l'abus d'antibiotiques.

Il favorise un bon état général

Des études menées sur des hommes en parfaite santé n'ont pas montré de stimulation excessive du système immunitaire par les

probiotiques. En bonne santé, notre organisme est prêt à se défendre de façon optimale, mais il n'est pas "dopé" pour autant, ce qui est rassurant ! D'autres recherches pourraient élargir l'éventail des bienfaits des ferments lactiques. Une étude suggère que, chez l'homme, la consommation de "lactobacillus casei" permet de limiter le risque de récurrence du cancer de la vessie. Chez la souris, les bifidoes jouent un rôle notable dans la prévention du cancer du côlon et sur l'évolution des tumeurs installées. En sera-t-il de même pour l'homme ? "Les preuves scientifiques sont encore limitées, estime Dr

Moreau. Mais la consommation régulière de yaourts et laits fermentés peut nous aider à garder un bon équilibre microbien. L'image "santé" des flacons est certes commerciale, et leur prix élevé, mais je suis convaincu qu'une cure de temps en temps peut limiter la survenue de certaines infections. L'idéal est de varier les marques pour profiter de leurs différents atouts."

Où trouver ces précieux ferments ?

Dans les yaourts : en France, la dénomination est soumise à une réglementation stricte. Elle est réservée aux laits fermentés par deux souches de bactéries, "lactobacillus bulgaricus" et "streptococcus thermophilus". Ainsi, les yaourts sont des laits fermentés ; l'inverse n'est pas toujours vrai. Dans les laits fermentés : ce terme désigne les produits fermentés par d'autres souches bactériennes. Un flacon de Yakult contient 6,5 milliards de "lactobacillus casei shirota" une bactérie très résistante aux sucres gastriques. Actimel contient les deux ferments du yaourt et du "lactobacillus casei defensis". Enfin, Bio, BA et d'autres sont riches en bifidoes actifs.

Dans les compléments alimentaires : un sachet de Lactibiane, par exemple, renferme les deux souches du yaourt plus deux lactobactéries vivantes "lactobacillus acidophilus" et "bifidobacterium bifidum".

3 SOLUTIONS NATURELLES POUR SE REMETTRE D'UNE GASTRO

L'épidémie de gastro s'étend sur tout le territoire. Pour la soigner efficacement, mesures diététiques et repos s'imposent. Mais il existe également des solutions naturelles pour soulager nausées et maux de ventre. Homéopathie, phytothérapie, aromathérapie... la médecine douce peut vous aider à vous remettre sur pied après une gastro.

LE RÉFLEXE AROMATHÉRAPIE CONTRE LA GASTRO

Les nausées sont provoquées par une motilité gastrique excessive. Le recours à la voie orale n'étant pas conseillé à cause des vomissements, vous pouvez frictionner doucement votre ventre avec 10 à 20 gouttes d'huile essentielle de menthe poivrée mélangée à de l'huile végétale de macadamia, 2 à 3 fois par jour. Dessinez des mouvements circulaires avec la paume de la main, en partant du nombril vers le foie.

Une application de 3 à 5 gouttes sur les poignets est possible, 4 à 6 fois par jour pendant 24 à 48 heures.

LE RÉFLEXE HOMÉO

Prenez Arsenicum album, 1 dose en 9 CH puis 5 granules 3 fois par jour en 5 CH jusqu'à amélioration des symptômes. Si vous souffrez de spasmes importants, ajoutez Cuprum metallicum 15 CH, 1 dose 1 heure après la prise d'Arsenicum album.

En cas de vomissements, ajoutez Ipeca, 2 granules 3 fois par jour en 5 CH.

N'OUBLIEZ PAS LES PLANTES

Les tisanes sont particulièrement intéressantes en cas de gastro car elles réhydratent et soulagent les symptômes en même temps. Les plantes les plus efficaces en cas de nausées sont la mélisse, le tilleul, la camomille et la menthe. Faites une infusion avec 20 grammes de ce mélange de plantes

pour un litre d'eau. A boire à toutes petites gorgées, toute la journée.

Si vous souffrez surtout de diarrhée aigüe, préférez l'argemoine, une plante antidiarrhéique et régulatrice du système digestif. Préparez une infusion avec une cuillère à soupe de sommités fleuries dans un litre d'eau et buvez tout au long de la journée. Attention : l'argemoine est déconseillée aux personnes qui souffrent d'hypertension.

Pendant un épisode de gastro, il est important de boire pour ne pas se déshydrater et compenser les pertes en eau provoquées par les vomissements et la diarrhée. Mais il faut boire de toutes petites gorgées tous les quarts d'heure pour éviter le réflexe de vomissement. Il est aussi important de vous alimenter le plus rapidement possible pour aider votre paroi intestinale à se remettre au plus vite. Découvrez ce qu'il faut manger en cas de gastro.

GUINÉE EQUATORIALE Le gouvernement exige le départ de la représentante de l'OMS

La Guinée équatoriale exige le départ de la représentante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qu'elle accuse de "gonfler" le bilan du coronavirus dans ce petit pays d'Afrique centrale, selon le gouvernement et un responsable de l'ONU.

"Le ministère des Affaires étrangères et de la coopération de la Guinée équatoriale a l'honneur de demander au bureau régional de l'OMS pour l'Afrique de mettre un terme aux fonctions du Dr Triphonie Nkurunziza (...) et de veiller immédiatement à son départ de Malabo", selon un procès-verbal du ministère daté du 26 mai.

Vendredi, devant le Sénat, le Premier ministre équato-guinéen Pascual Obama Asué a accusé la représentante d'avoir "falsifié les données de personnes contaminées" par le Covid-19.

"Nous n'avons pas de problème avec l'OMS, nous avons un problème avec la représentante de l'OMS à Malabo" a-t-il ajouté au cours d'une session retransmise par la télévision d'Etat.

"Le gouvernement a demandé qu'elle parte, nous avons reçu un procès-verbal dans ce sens, elle est accusée d'avoir falsifié les données de Covid-19", a confirmé mardi un responsable du bureau des Nations unies à Malabo.

Selon cette source, Mme Nkurunziza n'a pas encore quitté Malabo parce qu'il n'y a pour l'heure aucun vol le lui permettant. Dans ce petit pays pétrolier, le gouvernement affirme qu'il y a 1.306 cas connus de coronavirus et 12 morts début juin, pour 1,3 million d'habitants.

Les chiffres avancés par l'OMS, une agence de l'ONU, ont, parfois, dépassé ceux de Malabo depuis le début de l'épidémie, même s'ils sont redevenus identiques à ce jour.

SOUDAN Un général désigné au poste du ministre de la Défense

Le général à la retraite Yassine Ibrahim a été nommé mardi ministre de la Défense du Soudan, après le décès de son prédécesseur en mars dernier, a annoncé l'agence de presse nationale (SUNA). Agé de 62 ans, M. Ibrahim remplace Jamal al-Din Omar, décédé de maladies chroniques alors qu'il participait à des négociations de paix entre le Soudan et le Soudan du Sud, à Juba.

Après la chute en avril 2019 d'Omar el-Béchir et plusieurs mois de soulèvement populaire marqué par des épisodes de violente répression, le Soudan s'est engagé dans une transition politique.

Le pays s'est doté en août 2019 d'un gouvernement militaro-civil, chargé de mener ce processus pendant une durée de trois ans.

"Nous sommes unis et mettrons tous nos efforts au service de la réalisation des objectifs de la déclaration constitutionnelle", a déclaré M. Ibrahim à l'agence de presse Suna, après avoir prêté serment.

APS

ÉTUDE 60% des populations de 8 pays africains redoutent un impact économique négatif

Soixante pour cent (60 %) des populations de huit pays africains estiment que la pandémie du coronavirus aura un impact négatif sur les économies de leurs pays dans les mois à venir, alors que les mesures gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre cette crise sanitaire sont largement approuvées par ces populations, a révélé une étude rendue publique mardi.

Réalisé par le cabinet international Deloitte, l'institut de sondage OpinionWay et l'agence conseil 35 Nord, ce premier sondage effectué en Afrique sur la perception de la pandémie de Covid-19 a concerné des populations d'Algérie, d'Afrique du Sud, d'Égypte, d'Éthiopie, de la Côte d'Ivoire, du Maroc, de la République Démocratique du Congo et du Nigeria.

Intitulée "L'opinion publique africaine face à la crise du Covid-19", cette étude, dont un résumé a été transmis à l'APS, a mis en évidence une "forte" inquiétude quant aux conséquences économiques et sociales de la pandémie".

L'étude a souligné que 60% des personnes sondées des huit pays africains cités ont affirmé que la situation économique de leurs pays a l'ait se dégrader à cause de la crise sanitaire, contre seulement 28% qui s'attendent à une amélioration, tandis que 12% ont considéré qu'elle n'allait pas changer.

Toutes les populations interrogées ont exprimé également une "vive" inquiétude concernant la propagation du Covid 19, avec 8 personnes sur 10 qui se disaient inquiets, soit 81% du total.

Ce niveau d'inquiétude est légèrement inférieur à celui observé en France (88%) et en Italie (76%), des pays plus durement touchés par le virus, observent les auteurs de l'enquête.

Dans tous les pays interrogés, l'Éthiopie s'est distinguée par un "pessimisme particulièrement élevé" (82%), proche ce celui observés en Europe.

L'Égypte est le seul pays où l'optimisme domine : 44% de la population sondée pensent que la situation "va s'améliorer" contre 28% qui croient qu'elle "va se dégrader" et 28% qui pensent qu'elle "ne va pas changer".

La majorité des personnes sollicitées anticipent égale-

ment une dégradation de la situation de leur entreprise ou de leur situation professionnelle (53%) contre 22% pour "elle va s'améliorer" et 25% pour "elle ne va pas changer".

Les Africains interrogés redoutent aussi une dégradation de leurs situations financières personnelles (54% pour "elle va se dégrader" contre 22% pour "elle va s'améliorer" et 24% pour "elle ne va pas changer").

En Algérie, une majorité relative de la population interrogée prévoit une situation économique inchangée (45%) après la pandémie, contre 43% qui s'attendent à une détérioration et 12% qui espèrent à une amélioration, selon l'étude.

Des mesures de riposte largement approuvées

S'agissant des mesures gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre l'épidémie, elles sont largement approuvées dans tous les pays sondés.

Le confinement de la population à domicile a remporté l'adhésion de plus de 8 personnes sur 10 dans tous les pays confondus, soit 82% contre 18%.

L'ensemble des gestes barrières et mesures de précaution sont majoritairement soutenues (plus des trois quarts sondés).

Il en ressort en outre que la majorité des personnes interrogées ont accordé leur confiance au gouvernement en tant que "source d'information fiable sur la situation sanitaire" (77%).

Ce crédit confiance s'est révélé particulièrement élevé en Éthiopie (95%) alors qu'il est plus au moins mitigé au Nigeria (53%).

Idem pour la confiance placée dans le gouvernement pour limiter les effets de l'épidémie, qui est majoritaire dans tous les pays testés et s'élevant en moyenne à 81%,



dont 52% des personnes sondées ont "tout à fait confiance" contre 19% qui n'ont "pas confiance".

Les pays d'Afrique subsaharienne, tributaires des importations en denrées alimentaires, ont exprimé une "vive" inquiétude face au risque de manquer de certains aliments dans les semaines qui viennent.

Ainsi, 82% des personnes interrogées en Afrique du Sud ont jugé ce risque "important", dont 56% l'ont qualifié de "très important", à l'exemple du Nigeria (78%), de la Côte d'Ivoire (63%) et de la République Démocratique du Congo (59%).

Cette préoccupation de court terme est moins forte dans les pays du Maghreb, mais elle est majoritaire en Égypte (51%).

Dans tous les pays où l'étude a été menée, la crainte d'une augmentation de la pauvreté en Afrique en 2020 a été également exprimée par plus 8 personnes sur 10 (84%).

Une résilience africaine remarquable

Dans une déclaration à l'APS, le responsable du département Afrique chez Deloitte Brice Chasles, a fait remarquer que "l'inquiétude sur la situation économique en Afrique est inférieure à celle évaluée en France ou en Italie.

Cela témoigne d'un sens

des responsabilités et d'une résilience africaine remarquables alimentaires notamment par la réactivité de nombreux gouvernements africains qui ont su rapidement mettre en place des plans de soutien aux économies et d'accompagnement social des populations".

Selon M. Chasles, ces plans ont donné une priorité à la préservation des emplois avec des mécanismes de soutien direct aux entreprises (y compris TPE), aux filières économiques les plus touchées, au secteur informel ainsi qu'auprès des populations les plus vulnérables avec des distributions d'aides ciblées.

"Dans cette crise, l'Afrique a démontré son intelligence collective dans la coopération et la mobilisation de l'ensemble des acteurs et des ressources (publiques, privées, régulateurs, bailleurs de fonds, diaspora) avec une place importante accordée à l'innovation digitale pour favoriser l'inclusion financière et sociale", a tenu à souligner le responsable de Deloitte.

De son côté, Philippe Perdrex, associé chez l'agence 35 Nord, a estimé que "les gouvernements africains ont bénéficié des taux de confiance les plus élevés et ont été très actifs en termes de communication aussi bien vers leurs partenaires internationaux qu'auprès des populations".

COMMERCE Le COMESA plaide pour faciliter le dédouanement des marchandises essentielles

Le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) a émis le souhait d'accélérer et de faciliter le processus de dédouanement des marchandises classées essentielles en transit à travers la région.

En ce temps de Covid-19 où l'ensemble des transporteurs sont retardés par les mesures restrictives de prévention, le bloc commercial des 21 Etats membres préconise un dédouanement préalable pour faciliter le commerce et réduire le risque d'infections aux postes frontalières.

"Les Etats membres sont instamment priés de mettre en place des canaux de

traitement prioritaires pour les biens et services classés comme essentiels.

Les canaux devraient également accélérer le dédouanement et la circulation des marchandises en transit à travers les pays", souligne le COMESA dans un communiqué, relayé par les médias kenyans.

Dans ses directives commerciales régionales, le bloc commercial souhaite que les Etats membres veillent à faciliter la tâche des chauffeurs et de leurs équipages en transit transfrontalier, ainsi que de ceux qui livrent des marchandises essentielles à l'intérieur de s pays du Marché.

Les autorités douanières doivent garantir la disponibilité continue de leurs systèmes de traitement des déclarations en douane pour éviter les défaillances du système qui entraînent de longues files d'attente aux ports d'entrée, indique le communiqué.

Les Etats membres du marché au PIB combiné de 768 milliards de dollars ont été invités à appliquer le traitement préalable du dédouanement des marchandises afin de réduire la congestion et le temps de séjour à la frontière.

"Les inspections physiques ne devraient être effectuées que lorsque cela s'avère nécessaire", estime le COMESA.

PALESTINE - ISRAËL

La diplomatie palestinienne appelle la CPI à enquêter sur les démolitions des maisons palestiniennes par Israël

Le ministère des Affaires étrangères palestinien a appelé mardi la Cour pénale internationale (CPI) à ouvrir une enquête officielle sur les démolitions des maisons appartenant à des Palestiniens par Israël, ont rapporté des médias palestiniens.

Dans un communiqué repris par l'agence de presse palestinienne (Wafa), la diplomatie palestinienne a invité la communauté internationale à "condamner la politique de démolitions des maisons", ainsi que la cour pénale internationale pour "ouvrir une enquête officielle sur ce crime et tous les autres crimes de l'occupation perpétrés contre le peuple palestinien, ses biens et ses lieux saints". Le ministère des AE a par la même occasion condamné, l'escalade israélienne des démolitions des installations et des maisons palestiniennes à El Qods occupée, dont les plus récents la démolition de deux maisons en cours de construction et une autre habitée, ainsi que des notifications de démolir six installations palestiniennes, sous-prétexte d'"absence de permis de



construction". Le ministère des affaires étrangères a indiqué que "les démolitions des maisons et des installations palestiniennes constituent la poursuite de la guerre ouverte de l'occupation israélienne contre El Qods-est et ses alentours, en faveur des plans d'annexion". Le commu-

niqué souligne en outre que l'occupation vise à "judaiser la ville sainte et changer son identité, à travers sa politique illégale de démolitions des maisons et des propriétés palestiniennes". La diplomatie palestinienne ont affirmé que cette politique est assimilable à "un crime, conform-

mément aux conventions de Genève et de la loi internationale et une violation flagrante des résolutions des Nations Unies, qui confirmeront que la ville d'El Qods fait partie intégrante des territoires palestiniens occupés de 1967, ainsi qu'elle est la capitale de la Palestine".

ETATS UNIS

Biden accuse Trump d'avoir transformé l'Amérique en "champ de bataille"



Le candidat démocrate à la Maison Blanche Joe Biden a accusé mardi Donald Trump d'avoir transformé les Etats-Unis en "champ de bataille", en promettant de tout faire pour "guérir les blessures raciales".

C'était la première fois depuis la mi-mars que Joe Biden, 77 ans, s'aventurerait hors de son Etat du Delaware, où il était confiné à cause de la pandémie de coronavirus. Joe Biden a condamné à plusieurs reprises les violences mais a accusé mardi Donald Trump, 73 ans, d'avoir "transformé ce pays en un champ de bataille divisé par les vieux ressentiments et les peurs nouvelles". "Il pense que la division l'aide" pour remporter la pré-

sidentielle du 3 novembre, a affirmé le démocrate, qui le devance dans les sondages. Joe Biden a dénoncé la dispersion lundi soir de "manifestants pacifiques" à coups de "gaz lacrymogène et de grenades assourdissantes" pour permettre à Donald Trump de réaliser une "opération de communication" en se rendant devant une église proche de la Maison Blanche, une bible à la main. En voyant ces scènes, "nous sommes en droit de penser que le président est plus préoccupé par le pouvoir que par les principes. Qu'il est plus intéressé par servir les passions de sa base que les besoins de ceux dont il est censé s'occuper", a-t-il affirmé.

New York prolonge son couvre-feu et refuse de faire appel à la Garde nationale

Le couvre-feu décrété lundi à New York va être prolongé jusqu'au 7 juin, a annoncé mardi le maire de New York, Bill de Blasio après une série de pillages, tout en refusant de déployer la Garde nationale dans la capitale économique américaine comme réclamé par Donald Trump. Cette mesure exceptionnelle sera en vigueur de 20h00 à 05h00 du matin, a précisé le maire, après que le coeur de Manhattan et certains quartiers du Bronx eurent été le théâtre de nombreuses scènes de pillage lundi soir, au premier jour du couvre-feu.

De nombreux commerces ont été vandalisés, dont le grand magasin em-

blématique Macy's. "Des intrus ont pénétré dans le magasin, (...) la police est intervenue et à ce stade les dégâts sont limités", a indiqué un porte-parole de la chaîne, cité par l'agence AFP.

Au vu de ces images largement relayées sur les réseaux sociaux, le président Donald Trump, qui lorsqu'il habitait New York vivait sur la 5e Avenue, tout près de certains magasins ciblés lundi, a appelé dans un tweet la ville à "agir vite" et à "appeler la Garde nationale". Plusieurs villes à travers le pays ont déjà appelé ces soldats en renfort après les manifestations contre les brutalités policières contre les Américains noirs qui embrasent

le pays depuis une semaine, après la mort de George Floyd aux mains d'un policier blanc à Minneapolis. Mais M. de Blasio a estimé que la ville n'en avait "pas besoin" grâce à ses plus de 36.000 policiers, soit les effectifs policiers municipaux les plus importants du pays, mieux préparés selon lui à ce genre de situations.

"Nous allons prendre des mesures immédiatement pour rétablir l'ordre et le calme", a-t-il assuré.

"Je sais que nous allons surmonter cela, nous allons avoir quelques jours difficiles mais nous allons y arriver". Le gouverneur de New York, Andrew Cuomo, a de son côté jugé "inexcusables" les pillages

de lundi soir, et estimé que le maire et la police n'avaient "pas fait leur travail". "Je pense que le maire sous-estime l'ampleur et la durée du problème, je ne pense pas qu'ils aient utilisé suffisamment de policiers pour y répondre", a déclaré lors d'un point de presse M. Cuomo, dont les rapports avec le maire sont notoirement difficiles.

Le gouverneur a cependant refusé d'imposer un déploiement de la Garde nationale à New York, soulignant que cela impliquerait de suspendre le maire et que cela ne ferait qu'"empirer la situation". Entré en vigueur lundi à 23h00, le couvre-feu new-yorkais a été avancé et commence désormais dès 20h00.

FRANCE

Manifestation contre les violences policières : 18 interpellations à Paris

Dix-huit (18) personnes ont été interpellées à Paris lors d'incidents en marge d'une manifestation interdite organisée mardi soir à l'appel du comité de soutien à la famille d'un jeune homme noir mort en 2016 après son interpellation, Adama Traoré, a annoncé la préfecture de police mercredi.

La manifestation a réuni environ 20.000 personnes dans la capitale française, selon la préfecture de police, cité par l'AFP, précisant que 17 des 18 personnes interpellées ont été placées en garde à vue.

Ce rassemblement contre les violences policières avait été organisé à l'initiative des proches d'Adama Traoré, le jour où était dévoilée une expertise réalisée à la demande de la famille mettant en cause les gendarmes français dans la mort du jeune homme de 24 ans.

Cette manifestation a eu lieu dans le contexte de celles organisées aux Etats-Unis et d'autres pays après la mort de George Floyd, un Afro-américain de 46 ans asphyxié par un policier blanc aux Etats-Unis le 25 mai.

Parallèlement, sept personnes ont été interpellées et dix policiers blessés lors d'une dizaine de rassemblements contre les violences policières dans d'autres villes françaises, a-t-on indiqué de source policière.

Le 19 juillet 2016, Adama Traoré était décédé dans la caserne de gendarmerie de Persan en région parisienne, près de deux heures après son arrestation.

Pour Assa Traoré, sœur d'Adama Traoré, "malheureusement la mort de George Floyd vient imager la mort de mon petit frère".

"L'indignation qu'on dénonce aux Etats-Unis, il se passe exactement la même chose en France.

En France c'est encore pire: aux Etats-Unis les policiers ont été limogés, en France les gendarmes ont été récompensés" a-t-elle poursuivi sur la chaîne BFMTV.

Pour elle, "la justice française a peur de la vérité dans l'affaire Adama Traoré, une reconstitution qu'on demande depuis plusieurs années n'est pas acceptée donc bien évidemment qu'on ne peut pas parler d'enquête dans cette affaire".

CHINE - ETATS UNIS Pékin s'oppose à l'oppression politique et aux sanctions américaines sur Cuba (MAE)

La Chine s'oppose à l'oppression politique et aux sanctions économiques imposées par les Etats-Unis à Cuba "sous prétexte d'antiterrorisme", a déclaré mardi Zhao Lijian, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

M. Zhao a fait cette déclaration lors d'un point de presse en réponse à la question concernant l'ajout de Cuba sur une liste publiée par le Département d'Etat américain le 13 mai de pays qui ne coopèrent pas pleinement aux efforts antiterroristes américains, ce qui a été rejeté par le ministère des Affaires étrangères de Cuba.

"Le terrorisme est un ennemi commun de l'humanité. La Chine soutient que la communauté internationale doit travailler ensemble dans la lutte contre le terrorisme", selon M. Zhao.

"Cela dit, nous nous opposons à ce que la partie américaine utilise la lutte contre le terrorisme comme prétexte pour imposer une oppression politique et des sanctions économiques à Cuba", a indiqué M. Zhao, ajoutant que les Etats-Unis et Cuba, en tant que voisins proches, devraient se traiter mutuellement avec amitié et continuer de développer les relations normales d'Etat à l'Etat sur la base de l'égalité et du respect mutuel.

"Cela est dans l'intérêt des deux pays, et aidera à promouvoir la paix et la stabilité de l'Amérique latine", selon M. Zhao, cité par l'agence de presse Chine nouvelle.

AFRIQUE

Une campagne numérique "Africa together" pour appeler à la vigilance face à la pandémie

Des artistes, le réseaux social Facebook, la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge, ont lancé mardi une campagne numérique appelée "Africa Together" pour appeler à la vigilance face au Covid-19, a annoncé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Cette campagne numérique et son festival de deux jours prévu les 4 et 5 juin réunissent des artistes du continent africain pour lutter contre la désinformation autour du Covid-19 et promouvoir la vigilance vis-à-vis de la pandémie, a indiqué le CICR dans un communiqué.

Dans un contexte où plus de 100 000 cas confirmés de Covid-19 ont été recensés en Afrique et où les mesures de confinement s'assouplissent dans plusieurs pays, Africa Together "combine performances musicales et comiques avec des informations provenant des travailleurs humanitaires en première ligne et vérificateurs de faits issus de tout le continent", a expliqué l'ONG.

Le festival verra la participation d'artistes africains tels qu'Ayo, Femi Kuti (Nigeria), Ferre Gola (RDC), Salatiel (Cameroun), Serge Beynaud (Cote d'Ivoire), Patoranking (Nigeria), Youssou N'Dour (Sénégal) parmi d'autres.

Il s'agit aussi de mener "une campagne digitale de sensibilisation" avec des messages de prévention élaborés avec des experts de la santé de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et ciblant simultanément les utilisateurs de Facebook dans 48 pays à travers l'Afrique subsaharienne, selon l'Institution.

Le CICR a fait savoir en outre que l'événement sera diffusé en streaming sur Facebook Live, en anglais le 4 juin par l'acteur et comédien populaire nigérian Basketmouth, et en français le 5 juin par la personnalité du monde des médias Claudy Siar.

Quand aux spectacles en direct seront accessibles depuis la page Facebook Africa et les pages Facebook de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, a ajouté la même source.



Lutte contre le coronavirus, de la musique pour réunir les efforts

Mamadou Sow, membre de longue date du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, a déclaré : "La pandémie de Covid-19 est une crise sans précédent, car elle touche tout le monde, sans limites de frontières, d'origine ethnique et de religion. Les communautés d'Afrique ont su réagir rapidement, mais le risque reste réel.

Si tout le monde y met du sien, nous vaincrons le Covid-19". De l'avis de Mamadou Sow, la musique a le pouvoir de "rassembler" et "nous espérons que le festival Africa Together apportera un regain d'espoir et un nouvel élan contre cette dangereuse maladie".

Du même avis que ce dernier, Jocelyne Muhutu-Rémy, responsable des partenariats médiatiques stratégiques Facebook pour l'Afrique sub-

saharienne, a fait remarquer : "Le pic de l'utilisation des outils en ligne pendant la pandémie de Covid-19 montre l'utilité sociale des plateformes numériques dans les moments difficiles.

Nous sommes témoins de nombreuses initiatives solidaires de la part d'artistes qui rassemblent leurs communautés sur Facebook Live".

Le concert virtuel Africa Together permettra aux gens d'en savoir plus sur la lutte contre Covid-19, tout en profitant des divertissements de leurs artistes africains préférés.

"Nous allons transmettre la joie de vivre, sans risque de transmission du virus", a-t-il encore assuré.

Le communiqué du CICR, souligne par ailleurs, que cet événement n'est qu'un aspect parmi d'autres de la contribution du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et de Facebook à la lutte contre le Covid-19

sur le continent africain. Fort d'un réseau de plus de 1,5 million de volontaires et de membres du personnel sur le continent africain, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge est en première ligne pour combattre le Covid-19 au sein des communautés.

Il organise des campagnes d'information, soutient les centres de santé et leurs agents par le biais de formations.

Dans certaines régions d'Afrique, le Covid-19 s'ajoute à d'autres crises liées aux conflits, à la violence ou aux catastrophes climatiques déjà présents.

Pour ce qui du réseau social Facebook, il poursuit sa collaboration avec les gouvernements des pays de l'Afrique subsaharienne.

Le réseau social s'allie à des ONG et agences de santé qui utilisent activement les plateformes pour partager des informations exactes sur le Covid-19.

CINÉMA

Le festival de Cannes lance un marché du film en ligne

Le 73e Festival de Cannes annonce le lancement d'un "marché du film en ligne" du 22 au 26 juin prochain afin de soutenir les professionnels de l'industrie du cinéma, annoncent les organisateurs sur le site Internet du festival.

Initialement prévu du 13 au 23 mai, cet événement cinématographique d'envergure mondiale a été reporté suite à la pandémie du coronavirus.

Le festival propose aux professionnels une plateforme pour "montrer des films, acheter des oeuvres financer des projets et trouver des partenaires" en se rapprochant au plus de l'expérience cannoise, lit-on sur le site du festival.

Cette plateforme propose des stands virtuels, des pavillons pour les institutions cinématographiques, des projections en ligne, des présentations de projets et des conférences.

Cette conversion virtuelle est intervenue suite à une enquête menée par les organisateurs auprès des professionnels du cinéma et des distributeurs qui ont exprimé le "besoin d'un rendez-vous d'envergure au printemps" et leur disposition à "réaliser des acquisitions".

Suite au report de cette édition, les organisateurs du Festival de Cannes avaient annoncé des consultations avec les professionnels afin d'accompagner et soutenir l'industrie cinématographique en exprimant la "difficulté d'organiser le festival sous sa forme initiale cette année".

USA

Le "Metropolitan Opera" de New York reprendra fin décembre

Le "Metropolitan Opera" de New York a annoncé lundi le report de sa saison 2020-2021 qui ne démarrerait que le 31 décembre, trois mois plus tard que la date prévue, pour cause de pandémie de coronavirus.

L'institution étudie aussi la possibilité de raccourcir certaines représentations conscientes de l'impossibilité de revenir dans un opéra en septembre alors que la distanciation sociale reste en vigueur.

"Aida", de Giuseppe Verdi, qui devait ouvrir la saison le 21 septembre, a été purement et simplement annulée, au même titre que "L'Ange de feu", de Sergueï Prokofiev, dont les représentations devaient débuter le 12 novembre.

Le nouveau calendrier démarrera le 31 décembre par un gala exceptionnel, dont les détails n'ont pas encore été annoncés.

Le "Met" qui avait annoncé des diffusions dans des salles de cinéma du monde entier sous le format "The Met: Live in HD", prévues en automne, prévoit de les remplacer par des rediffusions.

Pour compenser une partie des dates annulées, le "Met" a inséré dans son nouveau calendrier des représentations supplémentaires en février.

La ville de New York doit entamer la première phase de sortie du confinement durant la semaine du 8 juin alors que les arts vivants, ne pourront reprendre leur activité que durant la quatrième et dernière phase du plan.

Aucun théâtre ou salle de spectacle à New York n'avait encore annoncé à ce jour de date précise de réouverture au public.

APS

TUNISIE - FRANCE

Tunis s'oppose à une vente aux enchères à Paris d'objets de son patrimoine

Les autorités tunisiennes ont annoncé mardi enquêter sur la sortie du pays sans autorisation d'objets du patrimoine de l'époque beylicale, dont des manuscrits du XVIIIe et XIXe siècles, mis à la vente aux enchères à Paris.

Cent quatorze pièces d'"une grande valeur historique ont été sorties dans la deuxième quinzaine de mars 2020, sans aucune autorisation officielle et en plein confinement dans le pays", a révélé mardi Faouzi Mahfoudh, directeur de l'Institut national du patrimoine, cité par l'agence AFP.

Ces objets "n'appartiennent à aucun musée de l'Etat": il s'agit de "propriétés privées" appartenant aux descendants d'un dignitaire beylical, a-t-il affirmé.

Sous le titre "Collection d'un dignitaire de la Cour du beylicale", ils sont mis en vente par une maison de ventes

parisienne le 11 juin via le site d'enchères de Drouot, institution du marché de l'art.

Tenues d'apparat du début du XXe, manuscrits religieux et de poésie, correspondances officielles: ces objets sont ceux de Lahbib Djelloul (1857-1957), ancien ministre de la Plume et de la Justice du bey, le souverain tunisien, transmis à son fils Ahmed, décédé en 2011. On y trouve notamment un coran ayant appartenu à Mohamed el-Moncef Bey (1881-1948), bey de Tunis destitué en 1943 et avant-dernier représentant de la dynastie husseinite.

Il y a aussi la copie originale d'un ouvrage de référence sur cette dynastie, "Ithaf Ahl al-zaman bi Akhbar muluk Tunis wa 'Ahd el-Aman" ("Présent des hommes de notre temps.

Chroniques des rois de Tunis et du pacte fondamental"), rédigé par Ah-

med Ibn Abi Dhiyf, un historien et homme politique tunisien (1804-1874). "Les autorités (tunisiennes) doivent faire le nécessaire pour arrêter cette vente, parce que ces objets ont une valeur inestimable et font partie de l'histoire du pays", a souligné M. Mahfoudh.

Selon lui, le service tunisien de lutte contre le trafic archéologique a lancé une enquête mardi, et l'Institut national de patrimoine, qui a été alerté sur cette affaire dimanche, déposera "bientôt" une plainte auprès du procureur général de Tunis.

La direction de cet institut a alerté l'ambassadeur de la Tunisie à l'Unesco, Ghazi Ghrairi, la Tunisie étant dépourvue d'ambassadeur en France depuis plusieurs mois. "Je ne pas céderai ces objets pour tout l'argent du monde", a confié M. Mahfoudh.

ITALIE L'application de traçage des contacts la plus téléchargée

L'application de traçage des contacts choisie par l'Italie dans sa lutte pour endiguer la propagation du Covid-19 a été téléchargée par 500.000 personnes en 24 heures ce qui la place en tête des téléchargements nationaux, écrit mercredi le Corriere della Sera.

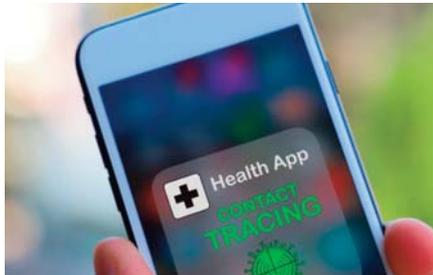
"Plus de 500.000 téléchargements en 24 heures et la première place dans le classement italien des applications les plus téléchargées", écrit le journal.

Elle a été appréciée pour sa simplicité et les citoyens ont compris son utilité", a commenté la ministre pour l'Innovation Paola Pisano, citée par le journal.

Ce résultat est d'autant plus surprenant que l'application ne sera opérationnelle qu'à partir du lundi 8 juin dans quatre régions qui la testeront tandis que les seize autres suivront en principe une semaine plus tard.

L'application +Im-muni+ a été réalisée par la société Bending Spoons de Milan (nord).

Créée avec le soutien d'un centre médical, elle respecte les règles énoncées par l'Union européenne, selon le gouver-



nement italien. Elle est basée sur la technologie bluetooth et non sur la géolocalisation.

Chacun est libre de la télécharger et dispose du contrôle de ses données personnelles qui ne quittent pas le téléphone de l'utilisateur.

Si une personne qui utilise l'application découvre qu'elle est positive au Covid-19, c'est elle qui envoie ses données à un serveur qui remonte dans le temps afin de retrouver

ses contacts via bluetooth et avertir ceux susceptibles de l'avoir croisée. La société Bending Spoons a cédé gratuitement tous les droits d'utilisation de l'application, ainsi que ses prochaines mises à jour, au gouvernement, selon la même source.

L'Italie est l'un des pays les plus durement touchés au monde par la pandémie de Covid-19 qui a fait plus de 33.500 morts pour plus de 233.599 cas dans la péninsule.

MALAISIE Des robots pour une cérémonie de remise des diplômes

Une université malaisienne a proposé de recourir à des robots vêtus de toges et de toques pour pouvoir remettre des diplômes aux étudiants en évitant tout risque de contamination par le coronavirus.

Mais l'initiative n'a pas plu aux diplômés qui ont réclamé une vraie cérémonie.

Dans une vidéo diffusée par l'université Sultan Zainal Abidin, deux robots vêtus de robes universitaires noires à bordure dorée et coiffés de toques se voient remettre un diplôme par les responsables universitaires au nom d'étudiants dont l'identité est affichée sur l'écran de chaque humanoïde.

Le professeur associé Engku Fadzli Hasan Syed Abdullah, qui dirige l'équipe conceptrice des robots, a expliqué que cela permettrait aux étudiants de participer à distance à ces cérémonies de remise de diplôme.

"On afficherait le visage de l'étudiant sur la tête du robot via une application de visioconférence", précise le responsable de l'université de l'Etat de Terengganu, au Nord-Est du pays d'Asie du Sud-Est.

Mais les étudiants ont accueilli froidement cette proposition et demandé à l'université de retarder la cérémonie.

"Je veux bien attendre un, deux, trois ans ou plus mais s'il vous plaît, laissez-moi monter sur scène", a écrit Nurhazwani Sa'aid, un étudiant, sur la page Facebook de l'université.

Le professeur Engku Fadzli a souligné que les robots ne représentaient qu'une solution temporaire et que l'université s'efforcera d'organiser des cérémonies de remise des diplômes à l'avenir.

La Malaisie a été relativement peu touchée jusqu'à présent par le coronavirus, avec quelque 8.000 personnes infectées et 115 morts.

CHINE Le 54^e satellite Beidou commence à fonctionner en réseau

Le 54^e et avant-dernier satellite du système de navigation par satellite Beidou (BDS) a commencé à fonctionner en réseau après avoir achevé des tests en orbite et des évaluations d'accès au réseau, selon un communiqué publié par le Bureau de gestion du système de navigation par satellite de Chine.

Le satellite, lancé depuis le Centre de lancement de satellites de Xichang le 9 mars, est un satellite en orbite terrestre

géostationnaire du système BDS-3.

Il a été développé par l'Académie des technologies spatiales de Chine.

Le satellite offrira aux utilisateurs des services de positionnement, de navigation et de datation et aidera à améliorer la solidité du système, selon le bureau.

Le Centre de contrôle de satellites de Xi'an, basé dans la province chinoise du Shaanxi, fournit un soutien de maintenance au satellite en orbite, selon

des sources du centre. Le BDS est un système de navigation par satellite développé et exploité indépendamment par la Chine. Il sera complètement achevé en juin avec le lancement de son dernier satellite, le 55^e de la famille Beidou. Le satellite et la fusée porteuse ont été envoyés au site de lancement et les préparatifs pour le prochain lancement sont en cours, a-t-on indiqué de même source.

VOL HABITÉ DE SPACE X Les défis à venir

La société de milliardaire américain d'origine sud-africaine Elon Musk a réussi son premier coup de faire décoller une navette de la station spatiale Kennedy-ce qui ne s'est pas produit depuis 2011-avec à son bord deux spationautes et à rallier après 19 heures de vol la station internationale ISS.

De nombreuses retombées sont escomptées de ce coup de maître de l'innovation américaine quia permis à une petite start up d'à peine une vingtaine d'année de réussir là où les agences gouvernementales ont échoué.

Le succès politique est déjà presque consommé pour le président Trump qui a bien exploité la cérémonie de lancement du vol pour solder ses comptes avec ses prédécesseurs démocrates qu'il a accusés d'avoir "liquéfié la puissance spatiale américaine".

De même que la pique a été rendue aux Russes qui ont pris de haut les Etats Unis pour leur incapacité à propulser des vols spatiaux.

On attendra pour voir pour les velléités marketing d'Elon Musk qui lorgne le marché mondial du tourisme spatial qui semble lui ouvrir grands ses bras.

Pour l'heure, les observateurs scrutent de près la mission des deux spationautes américains parvenus à a station ISS, mais dont on ne connaît pas



encore la date et les modalités de retour sur terre. La mission de retour de l'équipage de Crew Dragon constituera un nouveau test pour Space X qui espère obtenir la certification de la NASA pour la suite de son programme.

Et elle ne semble pas dénuée de tout risque : « Au moment où Crew Dragon se désolidarise de la Station spatiale internationale, il entrera alors dans sa phase de retour sur terre, dans laquelle les astronautes sont soumis au plus fort des secousses et de la force G.

En effet, pour pouvoir sortir de son orbite, à 400 km d'altitude, le vaisseau va devoir ralentir sa vitesse de 28 000 à seulement 800 km/h (la vitesse d'un avion de ligne) », explique le site www.presse-citron.net, dans un article daté du 2 juin, ajoutant : « Cette phase de décélération, dans laquelle les astronautes subissent jusqu'à 4,5 G (soit 4,5 fois le poids de leur corps), n'est pas sans risque.

Car si la mise en orbite possède son lot de défis, l'entrée dans l'atmosphère du vaisseau possède son lot de minutie.»

DKNews

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS DE LA WILAYA DE TAMANRASSET
N.L.F : 099811019023819

CONCOURS OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMAL N° 02 / 2020

La direction des équipements publics de la wilaya de Tamanrasset lance un concours ouvert avec exigence de capacité minimal pour : Etude et suivi pour la réalisation d'un groupe scolaire type « B » a adriene Tamanrasset

Les bureaux d'études intéressés par le présent concours peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction des équipements publics de la wilaya de Tamanrasset (Bureau des Etudes, Evaluation et Formalisation des Marchés) contre un reçu de paiement 1000.00 DA non remboursable libellé au nom du trisor (compte N°201.007).

Conditions capacité minimal exigées :

- * Chaque bureau d'étude doit présenter une attestation des études réalisées type « B » ou plus conformément à l'arrêté interministériel, signées par les maîtres d'ouvrage .
- * Chaque bureau d'étude doit présenter (soit un architecte ou un ingénieur ou master en génie civil) affilié par CNAS on contrat ANEM en cours de validité .

Les offres doivent être présentées comme suit :

1/- Le dossier de candidature (enveloppe A) :

- Une déclaration de probité paraphées et signées
- Une déclaration de candidature paraphées et signées
- Certificat d'inscription au tableau national des architectes pour les concernés.
- Registre de commerce pour les bureaux non concernés d'inscription au tableau national des architectes
- Listes des Moyens humains et matériels avec justifications légalisées
- Attestations des études signées par les maîtres de l'ouvrage.
- Attestation de dépôt des comptes sociaux pour les Sociétés Morales
- Copies des Bilans des deux dernières années

2/- L'Offre technique (enveloppe B) :

- > Une déclaration a souscrire paraphées et signées
- > Un mémoire technique justificatif
- > Planning général d'étude .
- > Le cahier des charges portant a la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »

Les offres devront être déposées à la direction des équipements publics (DEP) de la wilaya de Tamanrasset sise cité administrative route de l'askrem (Bureau des Etudes, Evaluation et Formalisation des Marchés) jet doivent être présenter sous enveloppe fermée et anonyme contenant (02) autres enveloppes A , B pour l'enveloppe « A » pour Le dossier de candidature l'enveloppe « B » pour L'Offre technique portant les information indiqué dans le cahier des charges , et l'enveloppe extérieur ne comportant aucune mention autre que l'expression:

CONCOURS OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMAL N° 02/2020

Etude et suivi pour la réalisation d'un groupe scolaire type « B » a adriene Tamanrasset

Le délai de préparation des l'offre est de 15 jours, à partir de la première parution de l'avis dans la presse et/ou le BOMOP.

La date de dépôt des offres est fixée le dernier jour de préparation des offres jusqu a 10h30 .
Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours augmenté par le délai de dépôt des Offres à partir de La date de dépôt des offres , L'ouverture des plis se tiendra en science publics le dernier jour de dépôt des offres à 11h00 .

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis

Programme de la soirée

TF1 21:05

Les bronzés font du ski



Des amis, qui s'étaient rencontrés dans un club de vacances en Côte d'Ivoire, se réunissent pour un séjour aux sports d'hiver. Ils se retrouvent à Val-d'Isère, station où vivent Jérôme, Gigi et Popeye. Gigi travaille dans une crêperie, tandis que Jérôme est le médecin de la station. Popeye essaie de cacher ses problèmes de couple. Bientôt arrivent Nathalie et Bernard, nouveaux riches, Jean-Claude, éternel célibataire, et Christiane.

france 2 21:05

Vous avez la parole



Les deux journalistes abordent des questions d'actualité avec leurs invités et reviennent, entre autres, sur la gestion de la crise sanitaire qui a durement frappé la France. Des personnalités issues de tous les horizons (hommes et femmes politiques, syndicalistes, membres de la société civile, Français ou étrangers) prennent la parole en présence de Nathalie Saint-Cricq, du service politique de France Télévisions, et de Brice Teinturier, directeur général délégué de l'institut de sondages Ipsos. A chaque thématique, un sondage permet de prendre le pouls de l'opinion.

france 3 21:05

Cassandra



Philippe Cassandre est abasourdi. L'un de ses douaniers vient d'être retrouvé mort dans un camion de contrebande intercepté par les forces de l'ordre. C'est face à son ex-mari - sous le choc - que Florence Cassandre commence son enquête. Elle s'intéresse au parcours de la victime Thomas Vanier, arrivé aux douanes depuis à peine un an. Elle découvre aussi qu'il était revenu à Annecy après vingt ans d'absence. Son ex-femme, Sophie, et ses deux filles, Chloé et Lise, y vivent toujours.

CANAL+ 20:05

Killing Eve



Eve comprend qu'elle a été manipulée et recherche le meurtrier de Niko qui a été assassiné en Pologne. Villanelle revient de son voyage en Russie bien décidée à monter en grade au sein de l'organisation secrète qui l'emploie. De son côté, Bear pense avoir trouvé un indice sérieux lui permettant de faire avancer l'enquête que Kenny menait sur les Douze.

6 21:05

This Is Us



Kevin et Randall sont invités à un gala de bienfaisance, organisé par l'hôpital où travaille Sophie. Un mois après son arrivée chez Beth et Randall, Deja trouve peu à peu ses marques au sein de sa nouvelle famille. Dans le passé, Jack décide d'emmener camper les garçons afin de passer quelques jours entre « hommes ». Rebecca se retrouve donc seule avec sa mère et en profite pour lui parler à cœur ouvert.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2477

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

	5		7				9		8		
6	1		3	5			7	1	6		9
		4	7					8	7		
	9				2		4				3
		3	2				5	2			
7	2				3	9	4	5			1
	1	6	4			3		2	9	3	
	9						3				2
					3	1					
					4	5	6				
					4	6					
	3		9				6			1	
7	2		4	7		9	4	7	8		
		8	5				7	9		3	4
	1		6	9			2	8	2		6
4	5				9	6	1	5			7
	1	2	3					9	5		
	7		8				3	4	2		
							7				6



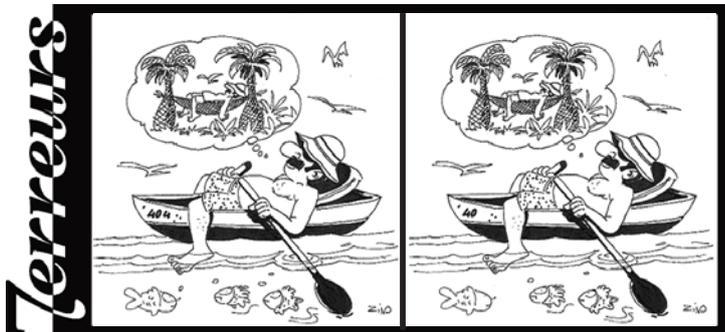
"Il est bon de faire confiance au temps qui passe : l'avenir nous révèle toujours ses secrets."

Eve Belisle

Mots croisés n°2477

- Horizontalement :**
- 1 - Efficacité
 - 2 - Fondement - Chevalier ou chevalière ?
 - 3 - Exciteront
 - 4 - Brillant virtuose - Grimpeur brésilien - Mis au courant
 - 5 - Installer un corps pesant - Carte
 - 6 - Queue-de-cochon - Négation
 - 7 - Changea - Percé en biais
 - 8 - Gaéliques - Du matin - Douleur
 - 9 - A prendre en compte désormais - Filles pas très fûtées - Hexaèdre à points
 - 10 - Hormone mâle
- Verticalement :**
- A - Parfaitement
 - B - Revenu ecclésiastique - Déchet organique
 - C - Cantine à vaches - Arrêts de circulation
 - D - Liste de fautes - Côté rose de bonne heure
 - E - Obstacles liquides
 - F - Support de balle - Rien mais vieux - Petit ennui
 - G - Mettrait en rogne
 - H - La publicité l'illumine - Pourvue d'un tuteur
 - I - Ville de corrida - Cest le numéro 38
 - J - Limpide - Groupe très étoilé
 - K - Il vaut bien le cobalt - Torrent d'Engadine
 - L - Plongée dans la tristesse

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



Le Moto GP espère présenter un calendrier dès la semaine prochaine

Un calendrier de reprise du championnat du monde de MotoGP devrait être annoncé la semaine prochaine, avec l'objectif de reprendre les courses dès le mois de juillet prochain, a déclaré mercredi Carmelo Ezpeleta, le PDG de Dorna, le promoteur du championnat.

"Nous espérons présenter notre calendrier la semaine prochaine", a indiqué Ezpeleta dans une vidéo mise en ligne sur le site officiel du MotoGP.

"Si tout se passe bien, nous commencerons le 19 juillet à Jerez et les dernières courses auront lieu en novembre.

Il sera question de 12 à 13 courses", a-t-il ajouté.

Dorna avait demandé au gouvernement espagnol l'autorisation d'organiser deux courses à huis clos, les 19 et 26 juillet, sur le circuit de Jerez (Andalousie), mais n'a pas encore obtenu le feu vert.

Le championnat MotoGP aurait en principe dû commencer le 8 mars au Qatar, mais seules les épreuves Moto2 et Moto3 avaient pu être organisées avant les mesures de confinement imposées pour lutter contre la pandémie du nouveau coronavirus.

Plusieurs courses ont été reportées, et jusqu'ici, pas moins de sept ont été annulées.

"Concernant les courses non-européennes, qui n'ont pas été annulées, c'est à dire la Thaïlande, la Malaisie, les Etats-Unis et l'Argentine, nous avons une échéance à la fin juillet, pour dire si nous continuons ou non", a encore précisé le PDG de Dorna.

"Après les deux premières courses, nous verrons si le calendrier est composé de 12, 13 ou davantage d'épreuves avec un maximum de 16", a détaillé Ezpeleta, en précisant qu'un protocole sanitaire strict avait été mis en place dans la perspective de la reprise du championnat.

CYCLISME

Sunweb engage l'Allemand Brenner, âgé de 17 ans

L'Allemand Marco Brenner, 17 ans, a été engagé pour un contrat de quatre ans, jusqu'à fin 2024, par l'équipe Sunweb, a annoncé mercredi la formation allemande de cyclisme.

Brenner, qui est né le 27 août 2002, a rafflé l'an passé les titres nationaux juniors du contre-la-montre et de la course sur route.

"Nous le voyons comme l'un des plus grands jeunes talents du peloton", a déclaré l'entraîneur-chef de l'équipe, Rudi Kemna. "Marco est également très ambitieux et motivé, ce qui correspond bien à l'équipe". Un coureur de 17 ans a déjà été engagé par une autre formation WorldTour, UAE Emirates, qui a annoncé fin avril la signature de l'Espagnol Juan Ayuso pour cinq ans.

L'année passée, la saison cycliste a été marquée par la réussite de plusieurs jeunes talents du peloton, principalement le Belge Remco Evenepoel (20 ans, Deceuninck), vainqueur de la Clásica San Sebastian et médaillé sur le contre-la-montre aux Mondiaux, et le Slovène Tadej Pogacar (21 ans, UAE), troisième de la Vuelta.

APS

JM ORAN-2022 Réunion le 9 juin des commissions techniques avec le CIJM

Les différentes commissions techniques du Comité d'organisation des prochains Jeux méditerranéens Oran-2022 (COJMO-2022) seront conviées à une réunion par visioconférence, le 9 juin, avec la Commission de coordination du Comité international des Jeux (CIJM), a-t-on appris mardi du président de la commission d'organisation sportive, Yacine Arab.

"Une réunion entre les douze commissions du COJMO-2022 et la commission de coordination du CIJM est programmée pour le mardi 9 juin par visioconférence", a indiqué à l'APS, Yacine Arab, précisant qu'il s'agira de la première réunion du genre avec les commissions techniques du COJMO.

Avant la pandémie de coronavirus (Covid-19) qui a contraint à l'arrêt de toutes les activités sportives dans le monde depuis mars, les représentants de la commission de coordination "Oran-2022", présidée par le Français Bernard Amsalem du CIJM se déplaçaient, chaque deux mois, à Oran pour des réunions de travail. "Malgré la situation sanitaire, on va continuer nos réunions périodiques, mais en visioconférence, une fois tous les deux mois, pour essayer de maintenir la même dynamique et rester à l'écoute des nouveautés", a expliqué le président de la commission d'organisation sportive du COJMO-2022. Lors de la réunion de mardi prochain, il sera question de l'état d'avancement des préparatifs de chaque commission, pour voir



ce qui a été réalisé jusqu'à présent et améliorer, au fur et à mesure, les choses pour l'ensemble des commissions. "Pour la commission d'organisation sportive, cheval de bataille des JM, il s'agira d'étudier l'état du programme journalier des compétitions et le réajustement des manuels techniques avec les nouvelles dates des Jeux (25 juin-5 juillet), car les Jeux d'Oran vont se rapprocher avec plusieurs compétitions internationales (Jeux mondiaux, Championnats du monde

d'athlétisme, de natation et de tir sportif, entre autres, tous prévus pour le mois de juillet 2022)", a souligné Arab. A chaque fois, la commission d'organisation sportive élabore un programme de compétitions en respectant plusieurs paramètres. Par la suite, le programme est envoyé à la commission de coordination pour modification et validation et sur lequel la commission d'organisation sportive du COJMO-2022 travaillera.

Pour préparer cette réunion avec le CIJM, les prési-

dents des douze commissions techniques ont rendez-vous, jeudi par visioconférence, avec le Directeur général du COJMO-2022, Salim Iles.

Il est à rappeler que les JM d'Oran ont été en tête des dossiers traités au cours d'une réunion, la semaine dernière, des membres du CIJM par visioconférence. La réunion a été dirigée par le président du CIJM, l'Algérien Amar Ad-dadi, et a vu la participation des membres du Comité exécutif et des présidents des commissions.

HANDBALL

La 36^e Coupe d'Afrique des clubs sera réattribuée à l'Algérie en 2021 (Labane)

La 36^e Coupe d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe, prévue en 2020 mais annulée par la Confédération africaine de handball (CAHB) en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19), sera réattribuée à l'Algérie l'année prochaine, a-t-on appris mardi du président de la Fédération algérienne de la discipline (FAHB), Habib Labane.

"Effectivement, la CAHB a mentionné que le tournoi d'Alger a été annulé pour cette année. Toutefois, il réapparaîtra dans le programme de 2021 et se déroulera en Algérie comme prévu initialement", a assuré le patron de la FAHB à l'APS.

Selon les explications de Labane, la CAHB n'a arrêté pour 2021 que la date du 24^e Championnat d'Afrique des nations (dames), prévu au Cameroun du 11 au 20 juin, alors qu'il devait se dérouler du 29 novembre au 9 décembre 2020.

"Pour les autres tournois de 2021, dont la Coupe d'Afrique des clubs à Alger, leurs dates seront connues prochainement, en fonction du calendrier de la Fédération internationale", a-t-il expliqué.

SPORT / SANTÉ

Le MJS interdit la consommation du complément alimentaire Hydroxycut

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a adressé mardi un courrier aux différentes fédérations sportives, interdisant à leurs athlètes d'utiliser le complément alimentaire Hydroxycut, car susceptible de représenter un danger de mort pour le

consommateur. "Le MJS a lancé une alerte interdisant formellement la consommation du complément alimentaire Hydroxycut, car susceptible de provoquer la mort", a indiqué sur sa page Facebook la Fédération algérienne d'escrime (FAE).

La FAE a profité de l'occasion pour lancer un appel via les réseaux sociaux, en demandant à tous ses "followers" de faire passer le message pour toucher un maximum de personnes et les sensibiliser à temps contre le danger mortel que pourrait repré-

senter ce produit. Le complément alimentaire Hydroxycut est produit par la marque Muscletech et fait fureur aux Etats-Unis.

Il est en vente libre en Algérie, où les sportifs l'utilisent généralement pour brûler les graisses et perdre du poids.



La 36^e Coupe d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe devait se jouer en Algérie du 29 mars au 9 avril 2020 mais a été reportée une première fois en raison de la pandémie de coronavirus, avant d'être annulée par la CAHB.

L'instance continentale, qui a établi un nouveau calendrier de ses compétitions, a reporté par ailleurs à une date ultérieure la 27^e Supercoupe d'Afrique

des clubs (messieurs et dames) programmée à Alger.

Le match de la Supercoupe d'Afrique des clubs messieurs, dont le vainqueur représentera l'Afrique à la prochaine édition du "Super Globe" (Coupe du monde des clubs) en Arabie Saoudite, devait opposer le club égyptien du Zamalek et son homologue tunisien de l'ES Sahel.

TUNISIE L'Algérien Bakir (CS Sfaxien) absent de la reprise

L'attaquant algérien Mohamed Islam Bakir ne sera pas à la reprise des entraînements du Club sportif Sfaxien qui a publié, sur son site, une liste élargie de 37 joueurs appelés à préparer le reste de la saison du Championnat tunisien de football dont le retour est prévu pour le 2 août prochain.



"Mohamed Islam Bakir est bloqué en Algérie suite à la crise sanitaire liée à la pandémie de coronavirus. De ce fait, il ne pourra pas effectuer la reprise, de même que le latéral gauche égyptien, Hocine Essayed", a indiqué le club sfaxien. L'effectif mis à la disposition de l'entraîneur du club, Fethi Jebal, est convoqué pour jeudi

après-midi dans un hôtel de la ville de Sfax. 28 joueurs parmi les 37 appelés seront choisis pour disputer les dix dernières journées de la compétition. Avant la suspension

du championnat, le CSS occupait la 2e place avec 34 points, à dix longueurs du leader, l'ES Tunis. Le club se déplacera, le 2 août prochain, à Taouine.

LIGUE 1 ALGÉRIENNE/ USM ALGER Zeghdoud évasif sur son avenir

L'entraîneur de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football) Mounir Zeghdoud, a laissé planer le doute sur son avenir, ouvrant la porte à un éventuel départ à la fin de la saison.

"J'ai signé un contrat jusqu'à la fin de la saison. Maintenant, si la direction décide d'engager un nouvel entraîneur en vue du prochain exercice, je serai obligé de quitter le club.

Je refuse l'idée d'occuper le poste d'adjoint", a indiqué à l'APS Zeghdoud.

Ancien joueur du club algérois, Mounir Zeghdoud (49 ans) a repris la barre technique de l'USMA en mars dernier, en remplacement de Dziri Billel, démissionnaire à l'issue de la défaite concédée dans le derby algérois face au MC Alger (1-0).

L'ensemble des compétitions sportives, dont la Ligue 1 de football, sont suspendues depuis le 16 mars



jusqu'au 13 juin, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19).

Réuni dimanche, le Bureau fédéral de la fédération algérienne (FAF) a décidé de reprendre le championnat dès la levée du confinement.

"J'étais clair dès le début avec Anthar Yahia (nouveau directeur sportif, ndr) sur ce point. L'USMA est ma deuxième famille, j'ai porté

son maillot en tant que joueur, et j'ai entamé ma carrière d'entraîneur chez les jeunes en 2011.

Toutefois, je ne veux pas reculer sur le plan professionnel, d'autant que je suis capable de diriger seul la barre technique", a-t-il ajouté.

Avant la suspension de la compétition, l'USMA, dont la majorité des actions ont été cédées par le Groupe Serport, occupait la 9e place au classement avec 29 points

LIGUE 2 - ASM ORAN L'espoir d'accession renaît

La décision du bureau fédéral de la FAF portant sur la reprise prochaine de l'exercice footballistique en cours a fait renaître l'espoir d'accession en Ligue 1 à l'ASM Oran, a indiqué mercredi son entraîneur. "C'est avec enthousiasme que nous avons accueilli cette décision que je trouve personnellement logique, étant donné que seul le terrain est censé trancher entre les clubs en course pour le titre ou le maintien", a déclaré Salem Laoufi à l'APS.

Le suspense a prévalu ces dernières semaines sur le sort de la saison en cours après le gel des activités sportives depuis

près de trois mois pour contrer la propagation de la pandémie du Covid-19. Le prolongement de cet arrêt a engendré des divergences au sein de la scène footballistique entre partisans et opposants de la poursuite de la saison une fois la crise sanitaire dépassée.

"A l'ASMO, on garde toujours espoir de retrouver l'élite, vu que nous avons encore huit rencontres à disputer et qu'il nous suffira de remporter celle en retard à domicile pour nous retrouver à un quart seulement du quatrième et dernier potentiel promu en Ligue 1", a souligné le technicien oranais qui a jugé suffi-

santes les six semaines de préparation qu'envisage accorder la Ligue de football professionnel aux clubs pour se préparer en vue de la reprise.

"Même dans les temps normaux, on restait plus de deux mois pour entamer une nouvelle saison, sauf que pour la situation actuelle, les joueurs ont poursuivi leur préparation individuelle depuis le début du confinement, ce qui va leur permettre d'aborder la suite du parcours dans de meilleures dispositions sur le plan physique", a-t-il expliqué.

Cependant, et même s'il espère toujours offrir à l'ASMO, une accession après laquelle le club

court depuis quatre ans, Salem Laoufi reconnaît que cette ambition pourrait être confrontée à une situation financière "catastrophique" prévalant au sein du deuxième club phare de la capitale de l'Ouest. Rappelant à ce titre que ses joueurs et lui n'ont perçu aucun salaire depuis le début de la saison en cours, il a réitéré son appel aux autorités concernées pour "revoir leur politique de répartition des aides financières aux clubs, en accordant un intérêt particulier à ceux qui tablent sur la formation, comme c'est le cas pour l'ASMO", a-t-il dit.

APS

ALGÉRIE (CORONAVIRUS) Damerdj relève la "complexité" d'un retour à la compétition

Le président de la Commission médicale de la fédération algérienne de football (FAF) Djamel-Eddine Damerdj, a relevé la "complexité" d'un retour à la compétition footballistique, suspendue depuis mi-mars en raison de pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19), tout en insistant sur la nécessité de prendre des mesures "encore plus rigoureuses", a indiqué mercredi l'instance fédérale.

"Le président de la Commission médicale fédérale a rappelé toutes les mesures prises jusqu'ici par le Ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, et de la FAF ainsi que de la LFP pour gérer cette situation de pandémie, en s'appuyant sur tous les documents et protocoles (Ministère de la santé, OMS, Fifa, CAF), mais également la complexité d'un retour aux activités qui devra être régi par des mesures encore plus rigoureuses et une coordination intersectorielle sans faille", a indiqué la FAF dans son relevé des conclusions de la dernière réunion du Bureau fédéral, tenue dimanche par vidéoconférence. La saison footballistique 2019-2020, suspendue depuis le 16 mars en raison de la pandémie de COVID-19 reprendra ses droits après "la levée du confinement et autorisation de rassemblements", comme décidé lors de la récente réunion du BE. "Une réunion a été tenue avec les médecins des clubs de Ligue 1 en présence du Dr Damerdj Djamel-Eddine, du Dr Bichari Mohamed, médecin de la Ligue de football professionnel (LFP) pour discuter de la situation au niveau des clubs et de la préparation des modalités et protocole en prévision d'une éventuelle reprise des activités footballistiques", précise la FAF. Dans ce même cadre, le président de la FAF Kheireddine Zetchi, "a fait part de sa rencontre avec le Ministre de la jeunesse et des sports Sid Ali Khaldi, lors de l'audience qu'il lui a accordé le samedi 30 mai 2020 au siège de son département ministériel, et où il lui a renouvelé le maintien de la feuille de route de la famille du football". Cette feuille de route consiste à poursuivre le reste de la saison 2019-2020 des Ligues 1 et 2 sur une période de 8 semaines, après une période de préparation de 5 à 6 semaines, quelle que soit la date qui sera arrêtée par les pouvoirs publics. Il s'ensuivra une phase de repos total d'au moins une semaine aux joueurs puis une autre active d'un mois qui amorce le début de la période d'enregistrement. Ce n'est qu'après cette phase que la nouvelle saison débutera à une date à arrêter ultérieurement. Pour les championnats amateurs (LNFA et LIRF) de la catégorie seniors, ils seront calqués sur les championnats professionnels des Ligues 1 et 2 (éventuellement à une semaine près).

ALGÉRIE (LITIGES) La FAF va régler les contentieux des clubs vis-à-vis de la Fifa

La fédération algérienne de football (FAF) a annoncé mercredi sa décision de venir en aide "une nouvelle fois" aux clubs algériens, en payant leurs contentieux vis-à-vis de la fédération internationale (Fifa). "Le BF a décidé d'apporter une nouvelle fois son aide aux clubs algériens dans le cadre de leurs situations contentieuses vis-à-vis de la Fifa, avec l'engagement de ces derniers de rembourser les avances de la FAF sur leurs indemnités de participation en Coupes africaines et/ou de leur quote-part des droits TV", a indiqué l'instance fédérale dans son relevé des conclusions de la dernière réunion du Bureau fédéral, tenue dimanche par vidéoconférence. Dans le même sillage, le BF a décidé d'interdire, à travers la CNRL (Chambre nationale de résolution des litiges) tout recrutement de joueurs étrangers par tout club n'ayant pas encore assaini sa situation contentieuse. En s'appuyant sur les derniers chiffres, la FAF a précisé que "la situation des dettes des clubs des Ligues 1 et 2 demeure inchangée depuis le début de la pandémie du coronavirus (COVID-19), soit plus de 217 millions de dinars pour les clubs de Ligue 1 et plus de 523 millions de dinars pour les clubs de Ligue 2". L'instance fédérale a évoqué "la possibilité de proroger la date de remboursement des dettes antérieures des clubs dont l'échéance était arrêtée au 1er juin 2020, et ce compte-tenu de la situation économique de ces derniers". Par ailleurs, le président de la FAF Kheireddine Zetchi a décidé de faire don de sa quote-part de 10% des frais annuels alloués par la Confédération africaine (CAF) à la FAF, soit 20.000 dollars à la trésorerie de cette dernière, dont 50% seront consacrés à des aides dans le cadre de l'opération de solidarité COVID-19". Enfin, Zetchi a rappelé à tous les membres la nécessité de rationaliser et d'optimiser les dépenses de la fédération.

L'entraîneur Rohr a fait des "sacrifices" financiers pour prolonger avec le Nigeria

L'entraîneur allemand Gernot Rohr a annoncé avoir fait des "sacrifices" sur son nouveau contrat, et notamment une baisse de salaire, afin de mener le Nigeria à un quatrième triomphe en Coupe d'Afrique des nations. "On doit tous faire des sacrifices et moi le premier", a déclaré Rohr, 66 ans, lundi à la télévision locale. "C'est un boulot spécial parce que c'est mon équipe, je l'ai bâtie avec mon encadrement".

De sources officielles, le sélectionneur a concédé une baisse de son salaire mensuel de 55.000 à 49.000 dollars (49.000 à 44.000 euros environ) et accepté de rester dans le pays au moins 10 mois dans l'année.

"C'est une très jeune équipe, mais la mission n'est pas encore terminée, alors nous voulons la poursuivre", a souligné Rohr, dont l'objectif est de guider les Super Eagles vers une quatrième victoire en Coupe d'Afrique après les succès de 1980, 1994 et 2013.

"Qualifions-nous, et après nous voulons la gagner", a ajouté l'homme qui a mené le pays à la troisième place l'an dernier en Coupe d'Afrique, échouant en demi-finale contre l'Algérie (2-1), le futur lauréat.

Le Nigeria est en tête de son groupe de qualification pour l'édition 2021 après avoir remporté ses deux premiers matchs contre le Bénin (2e) et le Lesotho (3e). La Sierra Leone occupe la 4e place. Les deux premiers sont qualifiés.

ESPAGNE

Le gouvernement prudent sur l'accueil de public dans les stades avec le redémarrage de la Liga le 11 juin

Le gouvernement espagnol s'est montré prudent, mardi, sur l'éventualité d'accueillir du public dans les stades avec le redémarrage de la Liga le 11 juin.

"Nous n'avons écarté aucune hypothèse, en fonction de l'évolution de l'épidémie et du comportement des gens pendant la phase 3", a expliqué en conférence de presse Fernando Simón, le directeur des urgences sanitaires au ministère espagnol de la Santé.

La phase 3, nouvelle étape du plan de déconfinement élaboré par le gouvernement espagnol, ne concerne pour le moment que les plus petites îles des Canaries et des Baléares où vivent environ 45.000 personnes.

Cette phase permet de diminuer les restrictions en matière d'ouverture des commerces, des hôtels, et d'accès aux enceintes sportives en respectant les principes de distanciation physique.

Mais les compétitions sportives, pour le moment, ne peuvent être prévues qu'à huis-clos. M. Simón a aussi évoqué la rencontre mardi entre le ministre de la Santé,



Salvador Illa, les joueurs Gerard Piqué, Koke et Dani Carvajal, à laquelle assistait aussi la présidente du Conseil supérieur des Sports (CSD), Irene Lozano, pour préparer la reprise de la Liga le 11 juin. "Il est impossible actuellement de prendre une décision définitive (sur la pré-

sence du public dans les stades)", a indiqué M. Simón.

Il est également conscient du "poids du public sur l'évolution des matches", avec la volonté de ne pas fausser le championnat en ne faisant jouer que certains matches à huis-clos.

Lundi, le président de Las

Palmas (D2 espagnole), Miguel Angel Ramirez, a souligné que son club joue en public son prochain match, le 13 juin contre Gérone. Il fonde son espoir sur ses discussions avec les autorités locales et le passage probable de tout l'archipel des Canaries en phase 3 la semaine

COUPES AFRICAINES INTERCLUBS

La CAF envisage différents scénarios pour boucler les compétitions

La Confédération africaine de football (CAF) envisage différents scénarios pour boucler les demi-finales et finales des coupes d'Afrique de clubs (Ligue des Champions et Coupe de la Confédération) 2019-2020 en août ou en septembre, selon un document diffusé par le site de Radio France Internationale (RFI).

La CAF espère encore pouvoir reprendre ses compétitions cet été, et ce après plusieurs mois d'arrêt lié au coronavirus, selon le document de l'instance.

Celui-ci évoque les différentes manières de boucler la Ligue des champions (C1) et la Coupe de la Confédération (C2) 2019-2020.

Il traite également des scénarios possibles pour que les

éditions suivantes (2020-2021) s'achèvent dans les temps.

A cause de la pandémie de Covid-19, la CAF a dû reporter sine die les demi-finales et finales de Ligue des champions et de Coupe de la Confédération qui étaient prévues en mai 2020.

Deux programmes sont à l'étude pour y remédier. Dans le premier, les demi-finales Raja Casablanca/Zamalek et Wydad Casablanca/Al Ahly en C1, ainsi que Pyramids FC-Horoya et RS Berkane-Hassania Agadir en C2, auraient lieu du 31 juillet au 2 août (matches aller), puis du 7 au 9 août (match retour).

Dans ce cas de figure, la finale de la ligue des champions se tiendrait le 28 août et celle de la coupe de la Confédération le 23.

Autre éventualité : les demi-

finales aller auront lieu du 4 au 6 septembre, les demi-finales retour du 11 au 13 septembre, tandis que la finale de Coupe de la Confédération se disputera le 23 septembre et celle de Ligue des champions le 25 septembre.

Quelle que soit l'option retenue, la CAF souligne qu'il sera évidemment impossible de débiter les éditions suivantes (2020-2021), en août, comme c'est le cas d'habitude (un coup d'envoi en octobre semble beaucoup plus réaliste).

Son administration propose donc plusieurs solutions pour achever les deux compétitions

en mai 2021, tout en rappelant que "le début tardif de la saison, la Coupe d'Afrique des nations : (CAN 2021 et la CAN U20 2021 disputés respectivement en janvier et en février, vont affecter le calendrier des interclubs".

Première idée, supprimer le tour de cadrage de la Coupe de la Confédération, qui oppose les équipes ayant franchi le premier tour à celles qui ont été éliminées au premier tour de la Ligue des champions. "Cependant, cela risque d'affaiblir la Coupe de la Confédération", estime le document. Deuxième possibilité, supprimer les quarts de finale

des deux compétitions. Les phases de groupes seraient certes maintenues. Mais seuls les premiers de chacun des quatre groupes de quatre seraient qualifiés. Ils iraient ainsi directement en demi-finales. Troisième possibilité - largement inspirée de ce qui se pratique dans d'autres sports collectifs - un "final four" serait organisé dans un seul et même pays. Enfin, si la CAF décide de disputer malgré tout ses compétitions interclubs 2020-2021 dans le même format que d'habitude, il faudra sans doute organiser les finales en juin au plus tôt.

BAYERN MUNICH

Philippe Coutinho vers la sortie

Le milieu offensif brésilien Philippe Coutinho, prêté jusqu'au 30 juin au Bayern Munich par le FC Barcelone, ne devrait poursuivre l'expérience avec le club bavarois, selon le quotidien allemand Sport Bild.

D'après la même source, les chances de voir le prêt du joueur se prolonger semblent quasi nulles.

Comme l'a laissé entendre le refus du Bayern, par la voix de Karl-Heinz Rummenigge, de lever l'option d'achat prévue au contrat de prêt.

"Il appartient au Bayern Munich de prolonger ou non le prêt", a-t-il déclaré à Sky Sports.

Coutinho était entré en jeu 23 fois en 25 journées de championnat d'Allemagne avant la pause

forcée pour cause de coronavirus en mars, mais n'avait été titularisé que 15 fois. Opéré d'une cheville en avril, il est actuellement indisponible. Son bilan de 8 buts et 6 passes décisives est honorable, mais son influence sur le jeu du Bayern est restée bien en-deçà des attentes. Il n'a jamais caché son envie de revenir jouer en Premier League où il a évolué avec Liverpool (2013-2018).

Barré au Barça, qui l'a pourtant recruté à l'hiver 2018 contre 140Me environ, Coutinho devrait donc trouver un autre point de chute cet été. D'autant que le Barça aura besoin de vendre s'il souhaite recruter Lautaro Martinez cet été, puisque l'attaquant de 23 ans de l'Inter possède une clause libératoire de 111Me.

Le médecin de Newcastle craint "davantage de blessures" à la reprise

Le médecin de Newcastle s'attend à "davantage de blessures" de joueurs liées à la reprise de la Premier League dans quinze jours, en raison du rythme intensif des matches après une longue période d'inactivité.

"Nous nous attendons à davantage de blessure à ce moment-là", a confié Paul Catterson, le médecin des Magpies à la radio BBC5.

"Les joueurs ont couru sur des tapis roulants et ont fait des exercices en intérieur pendant huit semaines, donc cette transition (vers la compétition) est une sollicitation différente pour les organismes", a-t-il ajouté.

Catterson a évoqué la saison 2011 du championnat de football américain (NFL), dont la pré-saison avait été limitée à 17 jours au lieu des 14 semaines habituelles par une grève pour des revendications salariales, et qui avait connu une multiplication des blessures au tendon d'Achille. "On s'attend à ce genre de chose", a assuré le médecin.

Encore en lice en quart de finale la Coupe d'Angleterre, Newcastle aura entre 10 et 12 matches à jouer en un peu plus de 6 semaines pour terminer sa saison.

Outre les délais très courts pour remettre les joueurs en forme - trois semaines entre les pre-

miers entraînements avec contacts et les premiers matches - les mesures pour lutter contre l'épidémie de Covid-19 ont aussi des répercussions sur les soins. "Nous avons eu des joueurs qui ont demandé des bains glacés après l'entraînement (pour la récupération, ndr) et pour le moment ils ne peuvent pas en avoir", a-t-il déploré.

"Tout ce qu'on peut faire, c'est leur donner de la glace à emmener à la maison. C'est comme si on était revenu 15 ans en arrière", a regretté Catterson. Un point également souligné par l'attaquant français de Chelsea Olivier Giroud, dans une interview sur le site internet du club.

"Ce qui a aussi changé par rapport à une pré-saison classique, c'est que nous n'avons que 15 minutes de soins à la fin de l'entraînement.

Normalement, en pré-saison, on est très exigeant avec les muscles et on les sollicite beaucoup, surtout quand on ne s'est pas entraîné depuis plus de deux mois", a détaillé le champion du Monde. "Les muscles tirent et grincent, mais on respecte les règles du gouvernement et de la Premier League. Mais je reconnais que si je pouvais avoir davantage de soins et de traitements pour prendre soin de mon corps, ce serait mieux" a-t-il ajouté.

FLOYD : CHELSEA IMITE LIVERPOOL

Les joueurs de Chelsea se sont mis à genou sur la pelouse lors de l'entraînement. Un nouveau signe de soutien pour les manifestants aux États-Unis. Un H en Hommage. À l'instar des joueurs de Liverpool la veille, les blues de Chelsea ont emboîté le pas et ont posé un genou à terre lors de l'entraînement du jour. Un symbole de soutien aux manifestants qui militent contre la mort de George Floyd, l'Américain décédé la semaine dernière.



SAÏD ARAB TRÈS COURTISÉ

Prometteur milieu offensif du Red Star, Saïd Arab (19 ans) fait l'objet de nombreuses sollicitations en Ligue 2. Saïd Arab ne devrait plus porter le maillot du Red Star (N1) la saison prochaine. Le milieu offensif de 19 ans est très courtisé et devrait relever un nouveau challenge très bientôt. Son avenir pourrait se dessiner en Ligue 2 où quatre clubs ont déjà dégainé une offre pour l'accueillir.

Selon les informations de Goal, le FC Sochaux, les Chamois Niortais, le Paris FC et le Stade Malherbe de Caen sont entrés en discussions pour la signature de Saïd Arab. Le Franco-algérien devrait trancher pour son futur dans les prochains jours, mais il ne manque décidément pas de prétendants à l'étage supérieur.

Particulièrement doué techniquement, l'ailier gauche a reçu en janvier dernier le trophée du Paname Best Player du meilleur joueur francilien toutes générations confondues de l'année 2019. Un prix venu récompenser ses bonnes performances au club de Saint-Ouen.

RONALDO EN MODE PREMIER DE CLASSE !

Les entraînements s'intensifient du côté de la Continassa où la Juventus cherche à retrouver le rythme avant le premier match qui l'attend, le 12 ou le 13 juin contre le Milan en Coupe d'Italie (dem-finale retour).

Conscients de l'intense marathon qui les attend, les bianconeri s'entraînent consciencieusement et avec beaucoup d'application, leur seul et unique objectif étant que cette fin de saison quelque peu particulière soit couronnée de succès.

L'exemple à suivre est comme souvent Cristiano Ronaldo. Hier, le portugais s'est présenté au Juventus Training Center quatre heures avant le début de la séance collective. Il a effectué un entraînement personnalisé avant de se reposer pour ensuite s'unir au groupe lors de la séance de 17h30. D'après les indiscretions qui proviennent de la Continassa, le groupe serait particulièrement en forme, y compris Dybala, Higuain et Douglas Costa qui, s'il ne se blesse pas, pourrait être une arme redoutable pour la Juventus en cette fin de saison.

Ghoulam échangé par le Napoli ?

A 29 ans, et malgré un contrat courant jusqu'en juin 2022, Faouzi Ghoulam semble poussé vers la sortie par le SSC Naples. Le défenseur latéral gauche formé à l'AS Saint-Etienne est inclus depuis plusieurs mois dans de nombreuses rumeurs de transfert, la dernière en date émanant de la Gazzetta dello Sport.

L'international algérien serait actuellement au coeur de discussions entre les Partenopei et la Fiorentina de Franck Ribéry. Le numéro 31 pourrait être envoyé à la Viola, quand le défenseur central international argentin German Pezzella ferait lui le chemin inverse.



IGHALO COÛTERA PRÈS DE 12 M€

Prêté depuis cet hiver par le Shanghai Shenhua à Manchester United, l'attaquant Odion Ighalo (30 ans, 4 apparitions en Premier League cette saison) a vu son prêt prolongé jusqu'en janvier prochain cette semaine. Satisfait des performances du Nigérian, le club mancunien n'a pas hésité à faire un effort financier. Selon le Daily Mail, la prolongation du prêt du Super Eagle coûtera au total 10,5 millions de livres à MU, soit près de 12 millions d'euros. Les Red Devils ont accepté de verser 6,7 M€ au club chinois et déboursent 145 000 € par semaine pour payer une partie du salaire du joueur estimé à environ 335 000 €.

Giroud explique sa prolongation

Malgré une saison très compliquée et des envies de départ en janvier, Olivier Giroud (33 ans, 9 matchs et 2 buts en Premier League cette saison) a choisi de prolonger son contrat avec Chelsea récemment. Pour le site officiel du club londonien, l'attaquant français est revenu sur sa prolongation, estimant que ses performances avant l'arrêt des compétitions (2 buts et 5 titularisations lors des cinq derniers matchs) avaient convaincu les Blues de lui proposer d'étendre son bail.

"J'ai simplement saisi ma chance et j'ai rendu au coach la confiance qu'il avait placée en moi. C'est pourquoi le club m'a finalement offert l'opportunité de continuer mon aventure à Chelsea. J'ai accepté immédiatement parce que j'aime être ici. Je veux continuer à gagner des trophées et je veux continuer à montrer au coach qu'il peut compter sur moi", a expliqué le champion du monde. Si Frank Lampard lui a redonné confiance, Giroud avoue aussi que la crise du coronavirus a joué un rôle dans son choix de rester à Chelsea. "De plus, avec le confinement et le coronavirus, je ne me sentais pas vraiment à l'aise avec l'idée de déménager à l'étranger et de déraciner ma famille. Je pense beaucoup à notre qualité de vie et nous sommes très bien installés ici. Je pense encore plus à ma famille désormais", a confié l'ancien Montpellierain.



ALGÉRIE-FRANCE

Le Président Tebboune reçoit une communication téléphonique de son homologue français de son homologue français

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, mardi soir, une communication téléphonique de son homologue français, Emmanuel Macron, indique la présidence de la République dans un communiqué.

Lors de cet entretien téléphonique, les deux présidents "ont échangé sur les efforts consentis par chaque pays pour juguler la propagation de la pandémie Covid-19", précise le communiqué. "Après avoir passé en revue les relations bilatérales, les deux parties ont convenu de leur donner une impulsion prometteuse sur des bases durables à même de garantir l'intérêt



commun réciproque et le respect total de la spécificité et de la souveraineté de chacun des deux pays", ajoute la même source.

"Evoquant la situation en Libye et dans les pays du Sahel au regard des souffrances de leurs peuples du fait des guerres et conflits, les deux présidents ont convenu d'une coordination pour y mettre un terme en œuvrant au rétablissement de la sécurité et de la stabilité dans la région", conclut le communiqué de la présidence de la République.

ALGÉRIE-ITALIE

Covid-19 : l'Italie exprime sa "profonde gratitude" à l'Algérie pour sa solidarité et ses aides

L'ambassadeur d'Italie en Algérie, Pasquale Ferrara, a exprimé mardi sa "profonde gratitude" à l'Algérie qui est restée "aux côtés de l'Italie" durant la pandémie du Coronavirus, soulignant que les deux pays sont "unis par un passé très riche" et liés par des relations bilatérales "amicales et loyales".

Dans un message publié à l'occasion de la fête nationale de son pays, célébrée le 2 juin de chaque année, M. Ferrara a exprimé la "profonde gratitude" de l'Italie au "généreux peuple algérien, qui est resté aux côtés de l'Italie durant la période délicate de la pandémie du Coronavirus", rappelant à ce titre que l'Italie "figure parmi les premiers pays au monde ayant subi les conséquences de la crise sanitaire du Covid-19".

M. Ferrara a également exprimé sa "profonde gratitude aux dizaines de citoyens algériens qui se sont rendus à l'Ambassade durant la crise sanitaire pour offrir dans la discrétion et sans le clamer des produits de première nécessité à envoyer en Italie", citant aussi les aides du Croissant rouge algérien (CRA) et d'autres organismes. "Nous ne pourrions jamais

oublier cet élan d'amitié et de dignité", a-t-il indiqué, citant à ce titre et en dialecte napolitain le proverbe qui dit que "c'est dans le besoin que l'on reconnaît ses vrais amis".

"C'est un lien de vraie proximité et non pas seulement de simple voisinage. Nous partageons une histoire commune de siècles d'échanges, d'intersections, souvent de souffrances, mais aussi de grands moments de renaissance", a-t-il encore souligné, qualifiant les deux pays qui sont "unis par un passé très riche" de "portes d'entrée vers l'Europe et l'Afrique".

Le diplomate a relevé que l'Algérie et l'Italie "sont liées par des relations bilatérales amicales, loyales, paritaires", rappelant à ce titre les récentes visites à Alger du président du Conseil des ministres, Giuseppe Conte, du ministre des Affaires étrangères Luigi Di Maio et du sous-secrétaire Manlio Di Stefano et Celle à Rome du ministre algérien des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum.

Dans ce sillage, il a annoncé la tenue prochaine du Sommet bilatéral et du Dialogue stratégique sur les questions politiques et de



L'ambassadeur d'Italie en Algérie, Pasquale Ferrara

sécurité, ajoutant que l'Ambassade d'Italie en Algérie est disposée à organiser dès que possible, un Forum économique de haut niveau et à relancer le Club d'Affaires algéro-italien.

S'exprimant sur la situation en Libye, le diplomate italien a souligné que l'Algérie et son pays "continueront à soutenir des solutions politiques inclusives, partagées, durables", affirmant que "la paix n'est pas une option parmi tant d'autres, mais une obligation et un devoir pour tous".

ALGÉRIE-MAURITANIE

Un "nouvel élan" aux relations bilatérales

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad et son homologue mauritanien, Smaïl Ould Bada Ould Cheikh Sidna, ont convenu mardi des "voies et moyens" pour "consolider et donner un nouvel élan aux relations" bilatérales, indique un communiqué des services du Premier ministre. Lors d'un entretien téléphonique, les deux responsables "ont passé en revue l'état des relations bilatérales et ont convenu des voies et moyens pour



consolider et donner un nouvel élan aux relations commerciales, économiques et sociales entre l'Algérie et la Mauritanie, deux pays voisins et frères", souligne le communiqué. Ils "ont également évoqué la conjonction sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus (Covid-19) ainsi que les politiques de prévention et de lutte déployées dans les deux pays pour endiguer la propagation de cette épidémie".

CORONAVIRUS/TÉLÉCOM

Le dispositif d'Algérie Télécom reconduit jusqu'à "la fin du confinement"

Algérie Télécom (AT) informe ses usagers de la reconduction du dispositif mis en place dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 et ce, jusqu'à "la fin du confinement", indique mercredi un communiqué de l'entreprise.

En conséquence, "tous les clients Idoom ADSL et Idoom fibre pourront bénéficier jusqu'à 6 jours de connexion gratuites supplémentaire", précise AT, faisant savoir que "cette offre est valable pour les rechargements en utilisant le paiement électronique via la carte EDHABIA ou CIB, à partir de l'espace client <https://ec.at.dz> et l'application mobile ainsi que pour les cartes de recharge, en appelant le 1500 à partir d'une ligne fixe ou mobile".

Tout en réitérant son "engagement à assurer la sécurité et le confort à ses clients", Algérie Télécom invite sa clientèle à "contacter le service client en composant le 12, ou à consulter son site internet sur : www.at.dz", conclut le communiqué.



JUSTICE - TRIBUNAL DE BOUMERDÈS

Ouverture du procès de Abdelghani Hamel, son fils et d'anciens responsables de la wilaya de Tipasa

Le procès de Abdelghani Hamel, ancien Directeur général de la sûreté nationale (DGSN), un de ses fils, Chafik Hamel et de plusieurs ex-responsables de la wilaya de Tipasa poursuivis, dans une affaire de "corruption", "détournement de foncier agricole" et "abus de pouvoir", s'est ouvert mardi après-midi au tribunal de Boumerdes.

De nombreux ex-responsables de la wilaya de Tipasa vont, également, comparaître avec l'ex-DGSN dans cette même affaire de corruption, reportée à deux reprises et marquée par la présence d'un grand nombre de témoins. Il s'agit notamment de trois ex-wali de Tipasa (Mustapha Layadhi, Moussa Ghelai et Kadi Abdelkader), mais aussi de l'ex-chef de la

sûreté, l'ex-directeur de l'industrie et l'ex-directeur des domaines de cette même wilaya.

Selon l'acte de renvoi du tribunal, les accusés sont poursuivis pour "détournement de terres agricoles", "dilatation de fonds publics", "mauvaise utilisation de la fonction", "abus de fonction", "trafic d'influence" et "exercice d'activités illégales".

Le procès a été ouvert par la demande du collectif de la défense de reporter l'audience d'une semaine au motif d'approfondir l'examen du dossier et de l'absence de témoins, soit Nouredine Bedoui, en tant qu'ancien ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, et

Abdelmalek Sellal, en tant qu'ex-chef du Gouvernement,

alors qu'un autre témoin est absent pour problème de santé. Mais après délibérations, la présidente de l'audience a rejeté cette demande et décidé l'ouverture du procès, en évoquant notamment des considérations liées à l'intérêt public, ainsi que les droits des accusés et les difficultés de leur déplacement de leur lieu de détention vers le tribunal en cette conjoncture sanitaire.

Le procureur de la République a souligné, pour sa part, que le dossier englobe deux affaires, dont l'instruction a démarré sur la base d'une plainte engagée par les domaines de l'Etat, contre l'ex-directeur des domaines (Tipasa), l'ex wali Moussa Ghelai, et un nombre de responsables.

La plainte évoquait notam-

ment le détournement d'un foncier agricole de 14000 m² à Magtaâ Kheira (Tipasa) pour le destiner à la réalisation d'une usine de médicaments au profit de l'accusé Chafik Hamel, outre la "dilatation de fonds publics", "mauvaise utilisation de la fonction", "abus de fonction" et "menaces".

Selon le procureur de la République, la première affaire de ce dossier ouverte à partir du tribunal de Tipasa l'année dernière, et classée sous le n° 644, a été traitée par le juge d'instruction près le tribunal de Boumerdes, au moment où la 2ème affaire, classée sous le n° 805, a été traitée par la Cour suprême.

Suite à ces explications, le procureur de la République a de-

mandé d'incorporer les deux dossiers en une seule affaire pour ne pas fragmenter et disjoindre les faits et les événements. Une demande rejetée par le collectif de la défense au motif qu'il n'a pas été mis au courant du dossier judiciaire élaboré par la Cour suprême, outre le chevauchement dans les deux affaires, considérant que certains témoins sont accusés dans la première affaire, et certains accusés sont témoins dans la 2ème affaire, et vice-versa. Après délibérations entre le collectif de la défense et le procureur de la République, la présidente de l'audience a décidé la non-jonction des deux affaires et le traitement de chacune d'elles de façon distincte.